

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail - Patrie

MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

REGION DU LITTORAL

DEPARTEMENT DU MOUNGO

COMMUNE DE BARE-BAKEM

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

TERRITORIAL ADMINISTRATION
AND DECENTRALISATION

LITTORAL REGION

MOUNGO DIVISION

BARE-BAKEM COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DÉVELOPPEMENT DE BARÉ-BAKEM



Réalisé avec l'appui technique du Groupement d'Appui
pour le Développement Durable



Réalisé avec l'appui financier du
Programme National de Développement Participatif



**VALIDATION DU DELEGUE DEPARTEMENTAL DE L'ECONOMIE, PLANIFICATION ET
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

VALIDATION DE MONSIEUR LE PREFET DU DEPARTEMENT DU MOUNGO

Sommaire

Résumé du PCD	vi
Liste des abreviations	xi
Liste des tableaux	xii
Liste des photos	xii
Liste des cartes	xii
Liste des annexes	xii
I-INTRODUCTION	1
1.1. Contexte et justification	2
1.2. Objectifs du PCD	3
1.3. Structure du document	3
II-MÉTHODOLOGIE.....	5
2.1. Préparation de l'ensemble du processus	6
2.2. Collecte des informations et traitement	7
2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie	10
2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation.....	11
2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif	12
III.PRÉSENTATION SOMMAIRE	13
3.1- Localisation de la commune	14
3.2- Milieu biophysique.....	16
3.2.1- Climat	16
3.2.2- Sols	16
3.2.3- Relief	16
3.2.4- Hydrographie	16
3.2.5- Flore et Faune	16
3.2.6- Carte des ressources naturelles de la Commune.....	18
3.3- Milieu humain.....	19
3.3.1. Quelques repères historiques de la Commune	19
3.3.2. Populations.....	20
3.3.3. Ethnies	20
3.3.4. Religion	20
3.3.5. Principales activités économiques	20
3.4- Principales infrastructures par secteur.....	22
3.5- Principales potentialités et ressources de la Commune.....	24
IV-SYNTHESE DES RÉSULTATS DU DIAGNOSTIC	25
4.1- Synthèse du DIC	26
4.2- Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	31
4.2.1- Agriculture	31
4.2.2- Elevage pêche et Industrie Animale	31
4.2.3- Santé	32
4.2.4- Travaux Publics	32
4.2.5- Education de Base.....	33
4.2.6- Culture	33
4.2.7- Promotion de la Femme et de la Famille.....	34
4.2.8- Affaires Sociales	34

4.2.9-	Eau et Energie	34
4.2.10-	Enseignements Secondaires	36
4.2.11-	Emploi et Formation Professionnelle.....	36
4.2.12-	Tourisme.....	37
4.2.13-	Forêts et Faune	37
4.2.14-	Environnement, Protection de la Nature et Développement Durable.....	37
4.2.15-	Développement urbain et Habitat.....	38
4.2.16-	Domaine, Cadastre et Affaires foncières.....	39
4.2.17-	Recherche scientifique et innovation.....	39
4.2.18-	Commerce	39
4.2.19-	Jeunesse	40
4.2.20-	Sport et Education Physique.....	40
4.2.21-	PM.E ; entreprises économie sociale et artisanat.....	40
4.2.22-	Industrie mines et développement technologique	41
4.2.23-	Transports	41
4.2.24-	Poste et Télécommunication.....	41
4.2.25-	Communication.....	42
4.2.26-	Administration territoriale et de la décentralisation	42
4.2.27-	Enseignement Supérieur	43
4.2.28-	Travail et sécurité sociale	43
V-	PLANIFICATION STRATÉGIQUE	44
5.1.	Vision et objectifs du PCD	45
5.2.	Cadre logique.....	46
5.3.	Coût estimatif du PCD	110
5.4.	Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal.....	116
VI-	PROGRAMMATION	118
6.1	Cadre des Dépenses à Moyen Terme pour les projets prioritaires	118
6.2	Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT	129
6.2.1	Principaux impacts socio-environnementaux potentiels	129
6.2.2	Plan sommaire de gestion de l'environnement.....	155
6.3	Plan d'investissement annuel (PIA).....	157
6.3.1	Ressources mobilisables et échéances	157
6.3.2	Programme annuel des projets prioritaires.....	158
6.3.3	Plan opérationnel en faveur des personnes vulnérables	164
6.4	Plan de passation de marché.....	165
VII-	MECANISME DE SUIVI-EVALUATION	171
7.1	Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD	171
7.2	Indicateurs de suivi et d'évaluation.....	173
7.3	Dispositif, outils et fréquence du reporting	180
7.4	Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD	181
VIII-	PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD	182
IX-	Bibliographie	182
X-	Annexes.....	183
	Fiche de projet:	
	Atlas des cartes :	
	Rapport consolidé du Diagnostic participatif :	

RÉSUMÉ

Résumé du PCD

La décentralisation dans laquelle les pouvoirs publics du Cameroun sont engagés depuis plusieurs années est un processus irréversible. Il s'agit pour le pouvoir central de transférer la mission générale de développement local et durable vers les collectivités territoriales Décentralisées. Les Communes sont dès lors reconnues comme pôles de développement durable par excellence avec autonomie de gestion et sont par conséquent de véritables acteurs du processus de développement à la base. Cette autonomie permet l'émergence d'une démocratie sociale, fondée sur la participation de toutes les parties prenantes aux activités de développement visant le bien-être de tous et singulièrement celui des populations à la base.

La décentralisation est de fait le socle de la promotion du développement local, de la démocratie participative et de la bonne gouvernance à la base. Afin d'assurer le succès dudit processus, le Gouvernement du Cameroun avec l'aide des partenaires au développement a mis en place le Programme National de Développement Participatif (PNDP) qui à travers ses activités doit permettre aux Communes de participer effectivement au processus progressif de décentralisation, et aux populations rurales de se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement. Pour ce faire, il est indispensable que les Communes se dotent d'un instrument approprié qui leur permettra de s'engager avec plus de lisibilité et de visibilité sur les sentiers du développement. Les plans de développement dans ce contexte sont des outils indispensables.

Le PNDP est l'un des cadres opérationnels de la mise en œuvre des recommandations du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Dans le cadre de la mise en œuvre de sa 2ème phase, le PNDP a pour l'une de ses préoccupations majeures, le recentrage de la responsabilité de la mise en œuvre du Programme sur la Commune pour une vision territoriale de l'espace communal.

Pour accomplir cette mission, le PNDP envisage entre autres l'élaboration des Plans Communaux de Développement qui doivent résulter d'un processus participatif.

A la suite d'un diagnostic préliminaire une convention a été signée entre le PNDP et la Commune de Baré dans l'optique du financement de l'élaboration d'un Plan Communal de Développement (PCD) et des activités connexes. Pour ce faire, l'OAL GADD entendu Groupement d'Appui pour le Développement Durable a été recrutée par appel d'offres par ladite Commune pour lui apporter une assistance technique appropriée en vue de l'élaboration dudit PCD. Conformément aux prescriptions du cahier de charges du GADD, l'accompagnement comporte deux phases d'une durée globale de six mois.

La première phase d'une durée de quatre mois est sanctionnée par la production des documents ci-après :

- Un rapport consolidé du diagnostic comportant : les résultats du Diagnostic de l'Espace Urbain (DEUC), du Diagnostic de l'Institution Communale (DIC) et du Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV) ;

- Une compilation des résultats de collecte des données sur fichier Excel ;
- Un document PCD comportant la méthodologie générale de la planification participative et les résultats obtenus.

La deuxième phase d'une durée de deux mois consiste en l'accompagnement du prestataire qui sera chargé de l'élaboration des microprojets.

Pour élaborer le Plan Communal de Développement de Baré, les consultants du GADD ont mis en œuvre les techniques de la planification participative selon les principales étapes suivantes :

- Préparation du processus ;
- Collecte des informations et traitement ;
- Réalisation du DIC, du DEUC et du DPNV ;
- Consolidation des données du diagnostic et cartographie ;
- Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation ;
- Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif ;
- Mise en œuvre des activités du plan ;
- Suivi évaluation.

Au cours de la phase de préparation, une mise en condition des équipes de facilitateurs du GADD a eu lieu et a consisté en la restitution aux facilitateurs de la formation des OAL, et à leur mise à niveau à travers des ateliers d'imprégnation et de manipulation des outils de diagnostic préalablement conçus pour la réalisation des activités de la planification participative.

Au niveau du terrain, l'équipe des facilitateurs du GADD a été introduite dans la Commune par le PNDP le 24 Juin 2011, et l'atelier de lancement officiel du processus s'est tenu le 14 Juillet 2011 sous la présidence de Monsieur le Préfet du Département du MOUNGO,

La mise en œuvre du processus d'élaboration du PCD de la Commune de Baré s'est faite selon les exigences de la check-list mise par le PNDP à la disposition du GADD et qui prescrit entre autres la réalisation:

- Du Diagnostic de l'Institution Communale (DIC) ;
- Du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) ;
- Du Diagnostic Participatif au Niveau Village (DPNV) de la zone rurale;
- De la collecte des données de base sur le territoire de la Commune avec des données géo-référencées au GPS en vue de l'établissement des cartes thématiques.

De manière générale, la planification communale a concerné 21 villages de la zone rurale et 11 communautés de l'espace urbain.

♦ **Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) :**

Le DIC présente la situation réelle et actuelle de la Commune dans les aspects suivants :

- La structure organisationnelle de l'institution ;
- Les ressources humaines ;
- Les ressources financières ;

- Le patrimoine communal ;
- La gestion des relations au sein de la Commune.

De l'analyse des problèmes identifiés de manière participative et des pistes de solutions proposées, la synthèse du DIC a permis de noter spécialement que la Commune en tant qu'institution fait face à de nombreux problèmes notamment :

- L'insuffisance de personnels techniquement qualifiés ;
- L'utilisation peu judicieuse du personnel disponible ;
- L'existence des arriérés de cotisations sociales des Agents vis-à-vis de la CNPS et de reversement du DIPE ;

La Commune, malgré ses problèmes dispose de beaucoup de forces et d'opportunités. L'on a pu noter que :

- Le Chef de l'Exécutif municipal disponible et bien engagé dans le processus de la décentralisation ;
- Le personnel communal reste engagé malgré le retard dans la rémunération ;
- Les commissions d'avancement du personnel se tiennent régulièrement ;
- Le recrutement d'un Agent technique et d'un Agent financier avec l'appui du PNDP en cours.

♦ **Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) :**

Le DEUC a concerné les quartiers de Baré urbain et de Melong II.

La manipulation des différentes matrices de diagnostic a permis de schématiser les localités de Baré et de Melong II, et de caractériser les deux grands aspects suivants :

- Eléments socio-économiques sur les espaces urbains communaux ;
- Infrastructures pour chacun des 28 secteurs prescrits.

Pour chacun des aspects sus-énoncés, une situation de référence a été établie, ressortant :

- La caractérisation des populations vulnérables ;
- La caractérisation des différents corps de métiers ;
- La caractérisation des infrastructures pour chacun des 28 secteurs prescrits.

♦ **Diagnostic Participatif au Niveau des Villages (DPNV) :**

Les étapes suivantes ont été observées :

- Découpage de la zone rurale en 2 groupes dont 10 communautés pour l'une et 11 pour l'autre ;
- Constitution de 02 équipes de facilitateurs à raison de trois facilitateurs par équipe ;
- Répartition des zones à diagnostiquer et des tâches aux membres des différentes équipes ;
- Mise à disposition des équipes d'une check-list du DPNV ;
- Elaboration du calendrier de descentes.

Les DPNV ont permis entre autres de réaliser le profil historique des différentes communautés et d'identifier les problèmes par secteur selon le cheminement suivant:

- L'Assemblée Villageoise d'introduction (AV) ;
- L'identification des Groupes Socio-Professionnels (GSP) ;
- La réalisation de la cartographie participative du village en GSP ;
- La mise en commun et la consolidation de la cartographie ;
- L'identification des problèmes et atouts par secteur et par GSP avant la synthèse en AV ;
- L'analyse des problèmes pour la recherche des causes et des effets ainsi que les possibilités de solutions ;
- L'analyse de faisabilité appliquée à chaque possibilité de solution pour distinguer les solutions endogènes des solutions exogènes ;
- L'élaboration de la planification des solutions endogènes.

♦ Phase de consolidation des données des diagnostics et cartographie

Un atelier de consolidation des données a permis de compléter les informations collectées aussi bien sur l'institution communale que l'espace urbain et les villages de la zone rurale. Cette consolidation s'est déroulée comme suit :

- Etablissement à l'aide des matrices, de la situation de référence de l'Institution communale et par secteur dans l'espace urbain communal et la zone rurale ;
- Transmission desdites situations de référence aux sectoriels pour pré-consolidation sectorielle ;
- Tenue de l'atelier de consolidation ;
- Synthèse des matrices de consolidation et élaboration des cartes thématiques existantes et potentialités (hydraulique, santé, éducation, ressources naturelles, électricité, transport, ...) ;
- Projet de PUGT.

♦ Phase de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

Cet atelier qui s'est déroulé en présence d'un cadre du PNDP a regroupé l'Exécutif Municipal, les sectoriels, le comité de pilotage et des membres de la commission de passation des marchés.

Les activités de planification ont été conduites selon les étapes suivantes :

- Restitution des cadres logiques;
- Approfondissement des cadres logiques en atelier et restitution en plénière;
- Présentation des sources de financement et leurs circuits de mobilisation par Monsieur le Maire;
- Elaboration du tableau de planification stratégique sur quatre ans ;
- Elaboration du cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) ;
- Priorisation des investissements et élaboration de la programmation annuelle (PIA) ;
- Réalisation de l'évaluation environnementale stratégique sommaire du PIA ;
- Elaboration d'un plan de passation de marché pour la première année ;

♦ Phase de mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Cette étape qui s'est déroulée après la présentation et la validation de la planification et de la programmation, a essentiellement consisté en un rappel à l'assistance des responsabilités de cet organe, du profil des membres, des outils à utiliser ainsi que la périodicité de production des rapports. La désignation des membres du comité communal de suivi a été laissée à la sagesse de l'assistance, sous la coordination de Monsieur le Maire.

A- Résultats du DIC

Le Diagnostic de l'Institution communale relève que pour les aspects de déchiffrages relatifs à son organisation, cette structure fait face à quelques problèmes dont la résolution est indispensable pour lui permettre de mettre en œuvre de manière durable son PCD ; il s'agit de :

- L'insuffisance de personnels techniquement qualifiés ;
- L'insuffisance quantitative du personnel communal ;
- L'inexistence d'un plan formel de gestion des ressources humaines (formation et recrutement) ;
- L'utilisation peu judicieuse du personnel disponible ;
- Le profil de carrière des Agents de la Commune non formellement défini et suivi ;
- L'existence des arriérés de cotisations sociales des Agents vis-à-vis de la CNPS et de reversement du DIPE ;
- L'existence de trois mois d'arriérés de salaire pour le personnel.

B- Résultats du DEUC

Le DEUC a permis de présenter la physionomie de la zone urbaine communale englobant l'espace urbain de Baré dont Melong II. De plus, les potentialités, les problèmes et les propositions de solutions ont été identifiés pour les 28 secteurs ciblés.

C- Résultats du DPNV

Le DPNV a permis d'identifier quelques UP ainsi que les problèmes y liés et des pistes de solutions. Les principales UP de la commune sont : les zones de colline, les zones de plateau, les zones d'exploitation agricole, les zones d'habitats et culture, les bas-fonds, les zones de forêt et les vallées. Outre la caractérisation des UP de la zone rurale, les 28 secteurs de développement ont été analysés et les potentialités, les problèmes et les propositions de solutions ont été identifiés.

LISTE DES ABREVIATIONS

Sigles	Signification
Activité 1/R1	Première activité (1) pour atteindre le premier résultat (R1)
CCSE	Comité Communal de Suivi-Evaluation
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen terme
CDV	Comité de Développement Villageois
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CPA	Chef de Poste Agricole
CPFF	Centre de Promotion de la Femme et de la Famille
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DDAS	Délégation Départementale des Affaires Sociales
DEUC	Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC	Diagnostic Institutionnel Communal
DPNV	Diagnostic Participatif Niveau Villages
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DSDR	Document de Stratégie de Développement Rural
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
EIE	Etude d'Impact Environnemental
EP	Ecole Publique
FEICOM	Fonds Spécial d'Equipeement et d'Intervention Intercommunale
GIC	Groupe d'Initiative Commune
ID	Idem
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
MARP	Méthode d'Action et de Recherche Participative
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINDAF	Ministère des Domaines, Cadastre et des Affaires Foncières
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEE	Ministère de l'Energie et de l'Eau
MINEP	Ministère de l'Environnement, Protection de la Nature et Développement durable
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINFI	Ministère des Finances
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINHDU	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINPOSTEL	Ministère des Postes et Télécommunication
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINTP	Ministère des Travaux Publics
MINTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PCD	Plan Communal de Développement
PIA	Plan d'Investissement Annuel
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PMI	Petite et Moyenne Industrie
PNDP	Programme National de Développement Participatif
POS	Plan d'Occupation des Sol
PSU	Plan Simplifié d'Urbanisme
SDE	Structures Déconcentrées de l'Etat
SEPO	Succès – Echechs – Potentialités - Obstacles
TDR	Termes de Références
UP	Unité de Paysage

LISTE DES TABLEAUX

N° tableau	Intitulé	Page
Tableau 1	Répartition des populations par village et par type de paysage	17
Tableau 2	Principaux impacts sociaux des projets infrastructurels du CDMT	131
Tableau 3	Principaux impacts environnementaux sur les projets de construction du CDMT	135
Tableau 4	Principaux impacts sociaux des projets d'hydraulique (puits, forage, sources aménagées) du CDMT	139
Tableau 5	Principaux impacts environnementaux sur les projets d'hydraulique	141
Tableau 6	Projets structurants	142
Tableau 7	Principaux impacts sociaux des projets de gestion des ressources naturelles	151
Tableau 8	Principaux impacts environnementaux des projets de gestion des ressources naturelles du CDMT	153
Tableau 9	Présentation des ressources mobilisables pour la réalisation du PIA	157
Tableau 10	Composition du bureau du comité Communal de suivi-évaluation :	172
Tableau 11	Grille de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du PCD	173
Tableau 12	Indicateurs de suivi-évaluation par rapport aux projets du PIA :	175
Tableau 13	Tableau indicatif du contenu d'un rapport de suivi	180

LISTE DES PHOTOS

N°photo	Intitulé	Page
Photo 1	Hôtel de ville	page de couverture
Photo 2	Vue de l'atelier introductif de la planification communale	4
Photo 3	Diagramme de Venn	10
Photo 4	Atelier sectoriel de planification	46
Photo 5	Restitution des résultats de la mobilisation des ressources par le maire	182

LISTE DES CARTES

N° figures et cartes	Intitulé	Page
Carte n°1	Localisation de la Commune de Baré	15
Carte n°2	Localisation des ressources minières et produits valorisés de la Commune de Baré-Bakem	18
Carte n°3	Localisation des types de paysage de la Commune de Baré-Bakem	19

LISTE DES ANNEXES

N° annexes	Intitulé	Page
Annexe 1	Fiches de projets	184

I-INTRODUCTION

I-INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

La décentralisation dans laquelle les pouvoirs publics du Cameroun sont engagés depuis plusieurs années est un processus irréversible. Il s'agit pour le pouvoir central de transférer la mission générale de développement local et durable vers les collectivités territoriales Décentralisées. Les Communes sont dès lors reconnues comme pôles de développement durable par excellence avec autonomie de gestion et sont par conséquent de véritables acteurs du processus de développement à la base. Cette autonomie permet l'émergence d'une démocratie sociale, fondée sur la participation de toutes les parties prenantes aux activités de développement visant le bien-être de tous et singulièrement celui des populations à la base.

La décentralisation est de fait le socle de la promotion du développement local, de la démocratie participative et de la bonne gouvernance à la base. Afin d'assurer le succès dudit processus, le Gouvernement du Cameroun avec l'aide des partenaires au développement a mis en place le Programme National de Développement Participatif (PNDP) qui à travers ses activités doit permettre aux Communes de participer effectivement au processus progressif de décentralisation, et aux populations rurales de se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement. Pour ce faire, il est indispensable que les Communes se dotent d'un instrument approprié qui leur permettra de s'engager avec plus de lisibilité et de visibilité sur les sentiers du développement. Les plans de développement dans ce contexte sont des outils indispensables.

Le PNDP est l'un des cadres opérationnels de la mise en œuvre des recommandations du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Dans le cadre de la mise en œuvre de sa 2ème phase, le PNDP dans sa composante « Appui au développement local » a pour l'une de ses préoccupations majeures, le recentrage de la responsabilité de la mise en œuvre du Programme sur la Commune pour une vision territoriale de l'espace communal.

Pour accomplir cette mission, le PNDP envisage entre autres l'élaboration des Plans Communaux de Développement qui doivent résulter d'un processus participatif faisant ressortir conformément au DSCE, les axes stratégiques de lutte contre la pauvreté en l'occurrence : le développement des infrastructures, la modernisation de l'appareil de production, le développement humain, le financement de l'économie, l'accroissement de l'offre d'emploi décent, etc.

Dans ce cadre, et en raison des nouveaux défis auxquels les Communes et les communautés encore fragiles et peu outillées devront faire face, il a été prévu un accompagnement à l'élaboration du Plan Communal de Développement qui permettra à la Commune de définir sa vision de développement à l'horizon 2035. Cette vision se décline en des orientations de développement précises au profit des communautés constituant le territoire de la Commune et de l'institution communale en vue d'une perspective de développement durable passant par la bonne gouvernance qui met fin à la navigation à vue. L'accompagnement visant à outiller les communes et les communautés à travers l'élaboration d'un PCD, prescrit une démarche

ditactico-pédagogique. A cet effet, l'OAL Groupement d'Appui pour le Développement Durable (GADD) a été recruté par appel d'offres par la Commune de Baré pour lui apporter une assistance technique appropriée en vue de l'élaboration de son PCD tout en lui léguant les connaissances pour assurer la réplique du processus dès le retrait de l'OAL.

1.2. Objectifs du PCD

1.2.1. Objectif global

Le PCD vise à faire des Communes et des communautés de véritables acteurs du processus de développement durable à la base, à l'aune des exigences de la décentralisation pour lutter contre la pauvreté et créer des emplois sur le territoire communal en vue de l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations.

1.2.2. Objectifs spécifiques

De manière spécifique, le PCD voudrait :

- Outiller l'ensemble des bénéficiaires que sont les Communes et les communautés à pouvoir conduire un processus de planification participative locale ;
- Dresser la situation de référence de l'Institution communale sur les aspects de l'organisation, des ressources humaines, des ressources financières, du patrimoine et des relations que la commune entretient avec différents acteurs de développement ;
- Identifier les atouts, et les problèmes auxquels heurte le fonctionnement efficace et efficace de l'institution communale puis planifier les activités nécessaires à leur résolution ;
- Identifier dans le territoire de la Commune les Unités de Paysage, les ressources naturelles, leur potentialité et les problèmes que pose leur exploitation efficace et durable dans le respect des lois environnementales ;
- Identifier sur l'ensemble du territoire communal et ce, pour les 28 secteurs de développement ciblés, les atouts, les problèmes qui s'y posent ainsi que les solutions planifiées dans le temps et dans l'espace, de manière participative en insistant sur l'accès des populations aux infrastructures sociales de base et de souveraineté que sont : les routes, l'éducation, l'eau potable, les soins de santé de qualité, l'énergie électrique...;
- Développer des stratégies de mobilisation des ressources et du marketing du PCD prenant en compte la collaboration avec tous les acteurs de développement et particulièrement les SDE.

1.3. Structure du document

Le présent document PCD comporte les douze parties suivantes :

- 1- Résumé ;
- 2- Liste des abréviations ;
- 3- Liste des tableaux ;

- 4- Liste des photos
- 5- Liste des cartes
- 6- Introduction ;
- 7- Méthodologie ;
- 8- Résultats des diagnostics participatifs ;
- 9- Problèmes récurrents identifiés et analysés par secteur ;
- 10- Planification stratégique triennale ;
- 11- Plan d'Investissement Annuel ;
- 12- Mécanisme de suivi-évaluation ;
- 13- Conclusions et recommandations ;
- 14- Bibliographie
- 15- Annexes.



Photo n° 2 : Vue de l'atelier introductif de la planification communale

II-MÉTHODOLOGIE

2. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie ayant conduit à l'élaboration du présent PCD a respecté les étapes de la planification participative telles que prescrites par le PNDP à savoir :

- Préparation de l'ensemble du processus de planification participative ;
- Diagnostic participatif (DIC, DEUC, DPNV) ;
- Planification ;
- Mobilisation des ressources ;
- Programmation ;
- Mise en œuvre.

Le détail méthodologique présenté ci-dessous, tout en respectant les grandes étapes énoncées ci-dessus a pris en compte les précisions de la check-list proposée par le PNDP

2.1. Préparation de l'ensemble du processus

La préparation s'est faite tant au niveau du bureau que sur le terrain.

A-Niveau du bureau :

Au niveau du bureau elle a commencé au sein de l'équipe du GADD, et a consisté à :

- Préparer et apprêter toute la logistique de mise en œuvre ;
- Elaborer les éléments administratifs notamment les invitations, les termes de référence des ateliers de prise de contact et de lancement officiel, les ardoises pour les communications, le projet de l'arrêté municipal portant création du Comité de pilotage, le projet de chronogramme de mise en œuvre ;
- Constituer les équipes de facilitateurs qui seront chargés de la mise en œuvre et les mettre à niveau à travers entre autres la restitution de l'atelier de formation des OAL pressentis pour mener la planification participative dans les communes retenues. Par ailleurs, les facilitateurs se sont exercés dans la manipulation des outils de collecte de données de base, de diagnostic et de planification participative locale préalablement conçus.

B-Niveau du terrain :

Au niveau du terrain, la préparation s'est articulée autour des séquences ci-après :

- Prise de contact avec l'exécutif municipal suivie de l'information et de la sensibilisation des autorités administratives locales : à ce stade, l'équipe des facilitateurs du GADD a été introduite dans la Commune par le PNDP le 24 Juin 2011.
- Sensibilisation des autres parties prenantes et mise en place du dispositif institutionnel: il était question ici de faire inviter par Monsieur le Préfet du Département du Mounjo toutes les parties prenantes et d'accompagner le Maire dans la mise sur pied du Comité de pilotage (COPIL) dont les membres étaient désignés par le Maire.

- Atelier de lancement officiel : il s'est tenu le 14 Juillet 2011 sous la présidence de Monsieur le Préfet du Département du MOUNGO, permettant ainsi au GADD de réaliser des descentes de sensibilisation des parties prenantes et des populations en vue de les préparer par rapport à leur implication dans le processus.
- Collecte des données de base y compris cartographiques : Elle a consisté en la mise en forme des fiches de collecte et leur administration tant au niveau de l'espace urbain, de l'Institution Communale que de toutes les communautés de la zone rurale. En outre, les infrastructures seront ensuite localisées au GPS en vue de la cartographie.

2.2. Collecte des informations et traitement

Il a été question de collecter et de traiter les données de base sur l'institution communale, l'espace urbain communal et les villages constituant la zone rurale d'une part, et de réaliser le diagnostic participatif sur les mêmes espaces d'autre part. L'ensemble des diagnostics participatifs a été réalisé comme suit :

2.2.1 Diagnostic de l'institution communale

Il s'est déroulé du 13 au 22 Juillet 2011 et a consisté à :

- Recueillir et documenter les informations liées à la situation administrative, financière, patrimoniale et celle des ressources humaines de l'Institution Communale ;
- Analyser et décrire la structure et le mode de fonctionnement des organes de la Commune ;
- Analyser les relations entre l'Institution Communale et les acteurs publics et privés du développement (parties prenantes) au niveau local ;
- Identifier les forces et faiblesses de l'Institution Communale à travers une autoévaluation faite par l'équipe communale (élus et personnel) ;
- Identifier les principaux axes/actions de renforcement structurel et organisationnel de la Commune en vue de la maîtrise du rôle et des compétences qui lui sont confiées par la loi ;
- Restituer les données /informations recueillies au Conseil Municipal ;

La démarche mise en œuvre dans les exercices du Diagnostic Institutionnel proprement dit a permis d'associer les différents membres de l'équipe communale et d'autres personnes ressources en l'occurrence : des citoyens de la Commune de Baré, des partenaires de développement et quelques structures déconcentrées de l'Etat. Les outils de la MARP ont été utilisés, notamment : les observations directes, les entretiens informels, l'utilisation de guides d'entretien.

Les données collectées pendant la phase préparatoire et complétées grâce au diagnostic participatif réalisé sous l'accompagnement des facilitateurs du GADD ont été organisées, synthétisées et leur analyse a permis d'établir une situation de référence et de dégager les difficultés auxquelles bute le bon fonctionnement organisationnel de l'Institution.

En vue de la restitution et la validation des données du DIC, les étapes suivantes ont été suivies:

- Présentation de la synthèse des données de base de l'Institution Communale;
- Présentation des résultats du DIC ;
- Echanges en vue de la détermination des principaux axes de renforcement de la commune ;
- Complément des informations et validation du DIC.

2.2.2 Diagnostic de l'espace urbain communal :

Tout comme dans le cas de l'institution communale, la collecte des données de base dans l'espace urbain communal a été faite grâce à des matrices conçues à cet effet. Elle a permis de rédiger quelques notes de synthèse, de réaliser entre autres une esquisse de carte de l'espace urbain de Baré-Bakem et la localité de Mélong II.

Les exercices du diagnostic de l'espace urbain (DEUC) se sont adressés aux membres de l'équipe communale, à plusieurs personnes ressources extérieures : la population, les partenaires au développement présents sur le territoire de la Commune, les membres de divers corps de métiers, les responsables des Structures Déconcentrées de l'Etat (SDE), etc.

La phase de dépouillement, traitement, analyse des données du DEUC pour chaque secteur et chaque corps de métier a consisté essentiellement en l'organisation par le GADD, avec la participation de quelques membres du COPIL, des données collectées pendant la phase préparatoire et complétées grâce au diagnostic participatif et à travers une triangulation des informations issues des différentes sources consultées. Diagnostic Participatif au Niveau des Villages de la zone rurale :

Deux phases principales ont sous-tendu la réalisation du DPNV à savoir : la préparation et le diagnostic participatif proprement dit.

La préparation s'est déroulée dès le 25 Juillet 2011 et a essentiellement consisté à convenir avec les populations sur la logistique liée à l'hébergement et à l'intendance ainsi que sur le chronogramme effectif de la réalisation du DPNV s'étendant du 1^{er} Mars au 13 Septembre 2011.

Le DPNV proprement dit s'est articulé autour de quatre points principaux que sont :

- l'identification participative des Unités de Paysage avec leurs atouts/potentialités et les contraintes/problèmes y liés ainsi que les contraintes/problèmes et atouts/potentialités de chacun des 28 secteurs prescrits ;

- L'analyse de tous les problèmes en recherchant les causes, les effets et les différentes possibilités de solutions (solutions endogènes et exogènes) ;
- La planification des solutions endogènes ;
- La mise sur pied du Comité de Concertation chargé du suivi de la mise en œuvre des actions planifiées

Identification des problèmes et potentialités par Unité de Paysage et par secteur :

Elle s'est faite selon les articulations suivantes :

- L'Assemblée Villageoise d'introduction (AV) ;
- L'identification des Groupes Socioprofessionnels (GSP) et marginaux éventuels;
- La réalisation de la cartographie participative du village en GSP ;
- La mise en commun et consolidation de la cartographie et enfin;
- L'identification des problèmes et atouts par Unité de Paysage et pour chacun des 28 secteurs par GSP avant la synthèse en AV.

L'analyse des problèmes pour chaque aspect et chaque secteur s'est faite en Groupes Mixtes et les matrices de causes et effets ont été utilisées pour l'analyse simple des problèmes et pour des approfondissements, des arbres à problèmes ont été utilisés pour identifier les causes les plus profondes et ceci pour 8 secteurs précis à savoir. L'Education de Base, la Santé Publique, la Culture, l'Eau et l'Energie, la Communication, les Affaires Sociales, les Travaux Publics et l'Environnement.

La recherche des solutions a suivi l'analyse simple qui a été complétée par l'analyse de faisabilité qui, appliquée à chaque possibilité de solution a permis de distinguer les solutions endogènes des solutions exogènes. Etant entendu que les solutions endogènes sont celles que les populations peuvent et doivent entreprendre tandis que les solutions exogènes sont celles qu'elles ne peuvent pas implémenter.

Seules les solutions endogènes ont été planifiées dans le cadre des DPNV étant donné la difficulté pour les populations de la zone rurale à pouvoir résoudre certains problèmes dont les solutions ne sont pas à leur portée.

2.2.3 Planification des solutions endogènes et identification de quelques aspects socio environnementaux:

L'élaboration de la planification des solutions endogènes s'est faite en Groupes Mixtes (GM) permettant aux populations de déterminer pour les problèmes de chaque secteur : les activités à conduire, les Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV), les périodes de réalisation des activités décrites, les responsables les ressources nécessaires ainsi que et les coûts y relatifs. L'identification des aspects socio environnementaux relatifs à la réalisation des projets identifiés a complété les planifications.

2.2.4 Mise en place de la structure de coordination (CC)

Cette activité s'est déroulée en AV à la suite de l'atelier de planification. Elle a consisté à recenser grâce au diagramme de Venn l'ensemble des organismes de développement présents dans les communautés et d'identifier la nature de leurs relations. Il a ensuite été question d'identifier la structure qui par son dynamisme serait à même de coordonner les activités de développement planifiées ou à défaut d'en constituer une dénommée « CC ».

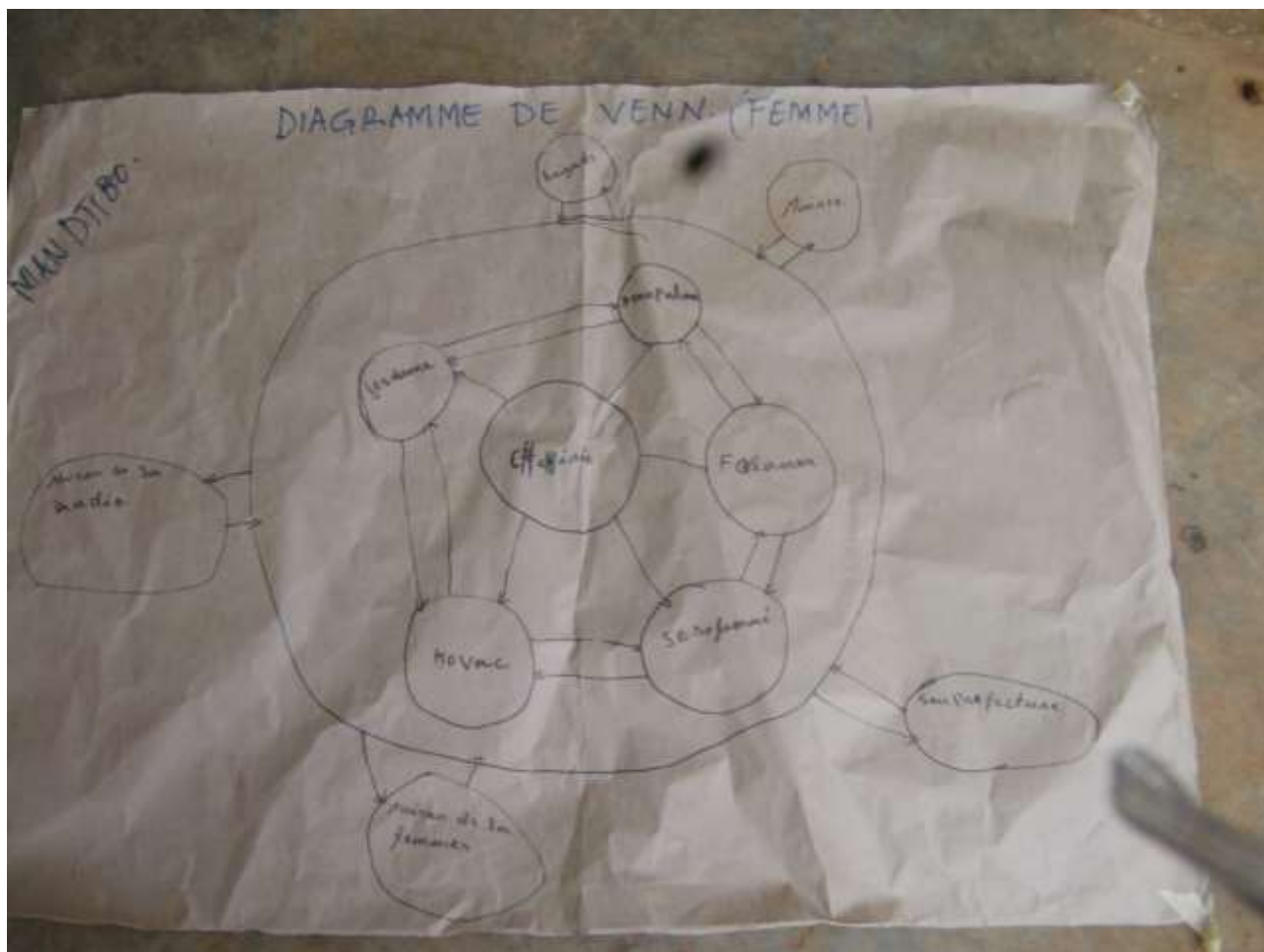


Photo n°3 : Diagramme de Venn

2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

Cette séquence a consisté en la préparation et en la consolidation proprement dite.

La phase préparatoire s'est déroulée dès le 13 Septembre 2011, et à cette occasion, toutes les matrices de collecte de données de tous les diagnostics (DIC, DEUC, DPNV) ont été ordonnées et clarifiées.

La consolidation proprement dite a été conduite en assemblée générale des parties prenantes le 14 Octobre 2011 et consistait à présenter en guise de restitution les synthèses des données préalablement consolidées par les sectoriels. Les articulations suivantes ont été observées :

- Présentation des résultats de diagnostic des Unités de Paysage et ressources naturelles de la Commune (espace urbain et zone rurale), faisant ressortir les problèmes et les idées de plan d'utilisation et de gestion durable des terres ;
- Présentation des résultats des données de base et des diagnostics pour chacun des 28 secteurs prescrits sur l'ensemble de l'espace urbain et des communautés des zones rurales ;
- Présentation des résultats des données de base des corps de métier de l'espace urbain ;
- Présentation des résultats des données de base et du diagnostic de l'Institution communale ;

2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

Cet atelier a pour objectif de réaliser la planification stratégique sur quatre ans et d'en déduire le Plan d'Investissement Annuel de la Commune au regard des résultats approfondis de tous les diagnostics ainsi que le Cadre de Dépenses à Moyen Terme. Cinq séquences ont ponctué cette phase à savoir : la préparation, la restitution des données approfondies des diagnostics, la planification, la mobilisation des ressources et la programmation.

▪ Préparation de l'atelier de planification

Il a été question de transmettre les matrices des données consolidées de tous les diagnostics ainsi que les cadres logiques aux sectoriels pour appréciation et approfondissement. Dans le même temps, les matrices des données consolidées du DIC ont été transmises à la Commune pour le même travail d'approfondissement.

▪ Restitution des données approfondies

Comme première séquence de l'atelier de planification tenu les 06,07 et 08 Décembre 2011, elle a consisté en la restitution des données approfondies du DIC, du DEUC, du DPNV. Au cours de cette restitution, des idées de projets ont été confirmées et leur priorisation a permis de déboucher sur la planification.

▪ Planification

A ce niveau, les cadres logiques pour chacun des problèmes identifiés ont été consolidés et approfondis en atelier sectoriel puis restitués en plénière, et la programmation stratégique quadriennale a été élaborée, ainsi que les mesures en faveur des populations vulnérables.

▪ Mobilisation des ressources

Il s'est agi ici pour le Maire de faire la démonstration de ses aptitudes et possibilités à mobiliser les ressources financières à travers la présentation des sources de financement et leurs circuits de mobilisation. Il faut relever que la disponibilité des ressources financières est indispensable pour envisager la planification des activités de mise en œuvre du PCD dont le coût estimatif global est de **8 573 537 000 FCFA** dont **132 110 000 FCFA** pour le renforcement institutionnel, **8 435 227 000 FCFA** pour la réalisation des investissements par secteur sur le

territoire de la Commune et **4 000 000 de FCFA** pour les investissements au profit des personnes vulnérables.

▪ **Programmation**

La programmation annuelle déduite de la planification stratégique et prenant en compte les ressources mobilisables a tourné autour des points suivants : priorisation des investissements, élaboration du PIA, identification des responsables, estimation du coût des projets et les sources de financement, élaboration du CDMT et élaboration du PPM pour la 1ère année et la budgétisation.

2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Le suivi évaluation procède de la bonne gouvernance et permet d'anticiper sur les dérapages lors de la mise en œuvre du PCD en prenant à temps des mesures correctives en cas d'insatisfaction.

Le mécanisme de suivi à mettre en place a consisté essentiellement à définir les responsabilités, à proposer le profil des acteurs, à concevoir les outils et à arrêter la périodicité de la production des rapports et leur contenu.

Les explications ont permis de retenir que le suivi-évaluation participatif va être conduit par un organe dont les responsabilités sont :

- Programmation des activités communales ;
- Suivi de l'exécution des activités ;
- Evaluation des impacts socio-économiques et environnementaux.

Cet organe a pour acteurs :

- Le Maire et le reste de l'exécutif communal ;
- L'Agent communal de développement ;
- Le Comité de suivi ;
- Les OAL et prestataires ;
- Le Conseil Municipal.

Les outils de suivi-évaluation participatif sont les suivants :

- Tableau de suivi des actions planifiées ;
- Calendrier des réunions ;
- Tableau de perception du bien-être

Les rapports de suivi-évaluation seront produits selon les fréquences suivantes :

- Rapport trimestriel ;
- Rapport semestriel avec évaluation des impacts socio-économiques ;
- Rapport annuel.

III.PRÉSENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3. PRÉSENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1- Localisation de la commune

La Commune de Baré-Bakem est située dans le Département du Moungo, Région du Littoral du Cameroun. Elle a été créée en 1993 par Décret N° 93/221 du 25/11/93 mais n'est fonctionnelle que depuis 1996. Sa superficie est de 200 km² répartie dans 02 cantons (Bareko et Bakem) avec 21 villages ; le centre urbain comprend 10 quartiers (A, B, C, D, E, F, A bis, B bis, E bis, F bis) auxquels s'ajoutent les quatre quartiers de la zone de Mélong II quartiers (1, 2, 3, 4) qui a toutes les caractéristiques d'un espace urbain. La population de la Commune de Baré est estimée à 16 485 habitants¹ soit environ 82,42 habitants par Km².

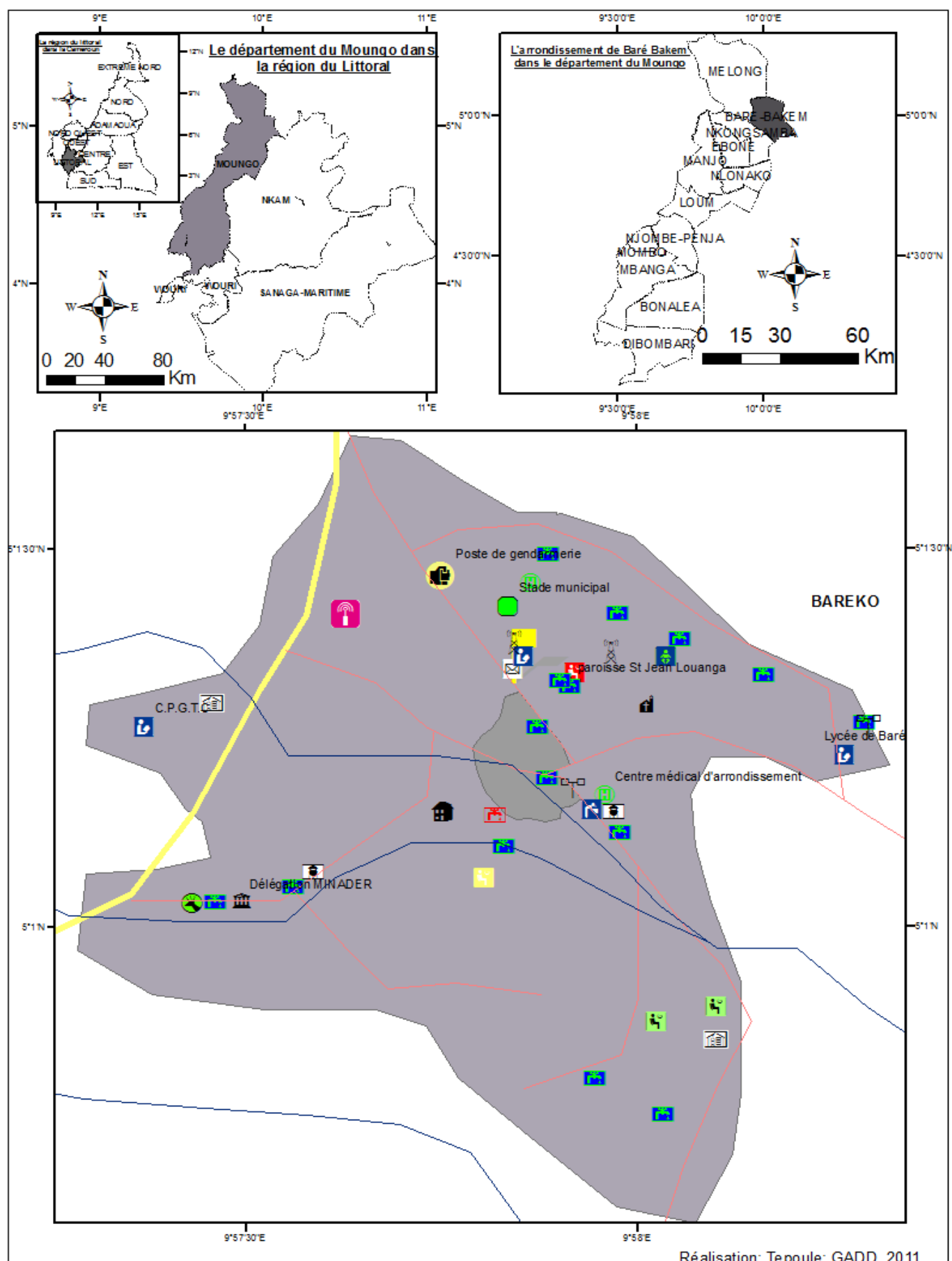
La Commune de Baré est limitée :

- Au Nord par Mélong ;
- Au Sud par Nkongsamba II^{ème} ;
- A l'Est par le fleuve Nkam ;
- A l'Ouest par Nkongsamba II^{ème} et Nkongsamba I^{er}.

La ville de Baré est située à environ 120. Km de Douala (Capitale régionale) et environ 10 Km de Nkongsamba (Chef-lieu du Département du Moungo).

¹ Selon le dernier recensement général de la population et habitat du Cameroun

Carte n°1 : Localisation de la Commune de Baré-Bakem



3.2- Milieu biophysique

3.2.1- Climat

Le climat sur toute l'étendue du territoire de la commune de Baré-Bakem est partout le même. C'est un climat de type équatorial avec 02 saisons bien tranchées à savoir : une saison des pluies allant de Mars à Octobre et une saison sèche allant de Novembre à Février.

3.2.2- Sols

Le sol de la Commune est volcanique de couleur noire par endroit et est exploité par une agriculture péri-urbaine à 40%. Les citadins pratiquent à près de 90% une intense activité agricole dominée par les productions vivrière et maraîchère.

3.2.3- Relief

Le relief de la commune de Baré-Bakem est de manière générale accidenté, constitué de collines, de plateaux, de bas-fonds et de vallées. Toutes ces zones sont propices à la pratique de l'agriculture et de l'élevage.

3.2.4- Hydrographie

La Commune de Baré-Bakem est arrosée en partie par le fleuve Nkam et par 6 cours d'eau respectivement dénommés : « NJOH », « MOON », « POH », « MBIMBA », « MACOMBE » et « MOMBE ». Il faut signaler la présence de nombreuses chutes sur certains de ces cours d'eau dont une seule est aménagée, celle dénommée chute d'Ekou-Nkam. La ressource en eau des cours d'eau sert à plusieurs usages notamment : l'eau de boisson, la lessive, le lavage des voitures et des motos et d'autres travaux de ménage.

3.2.5- Flore et Faune

La végétation naturelle de la Commune de Baré-Bakem est faite de forêt primaire, de forêt secondaire, des savanes herbacées et arbustives. En raison de la pratique d'une agriculture intensive, on observe également des plantes cultivées notamment : les caféiers robusta, les palmiers à huile, et des fruitiers divers.

Grâce à la présence d'une végétation diversifiée, la faune de la Commune de Baré-Bakem est suffisamment fournie en gibier varié dont les gorilles, les chimpanzés, singes, buffles, porc-épic, biches, serpents etc.....Par ailleurs, grâce à ses cours d'eau on y rencontre aussi de nombreuses variétés de poissons d'eau douce.

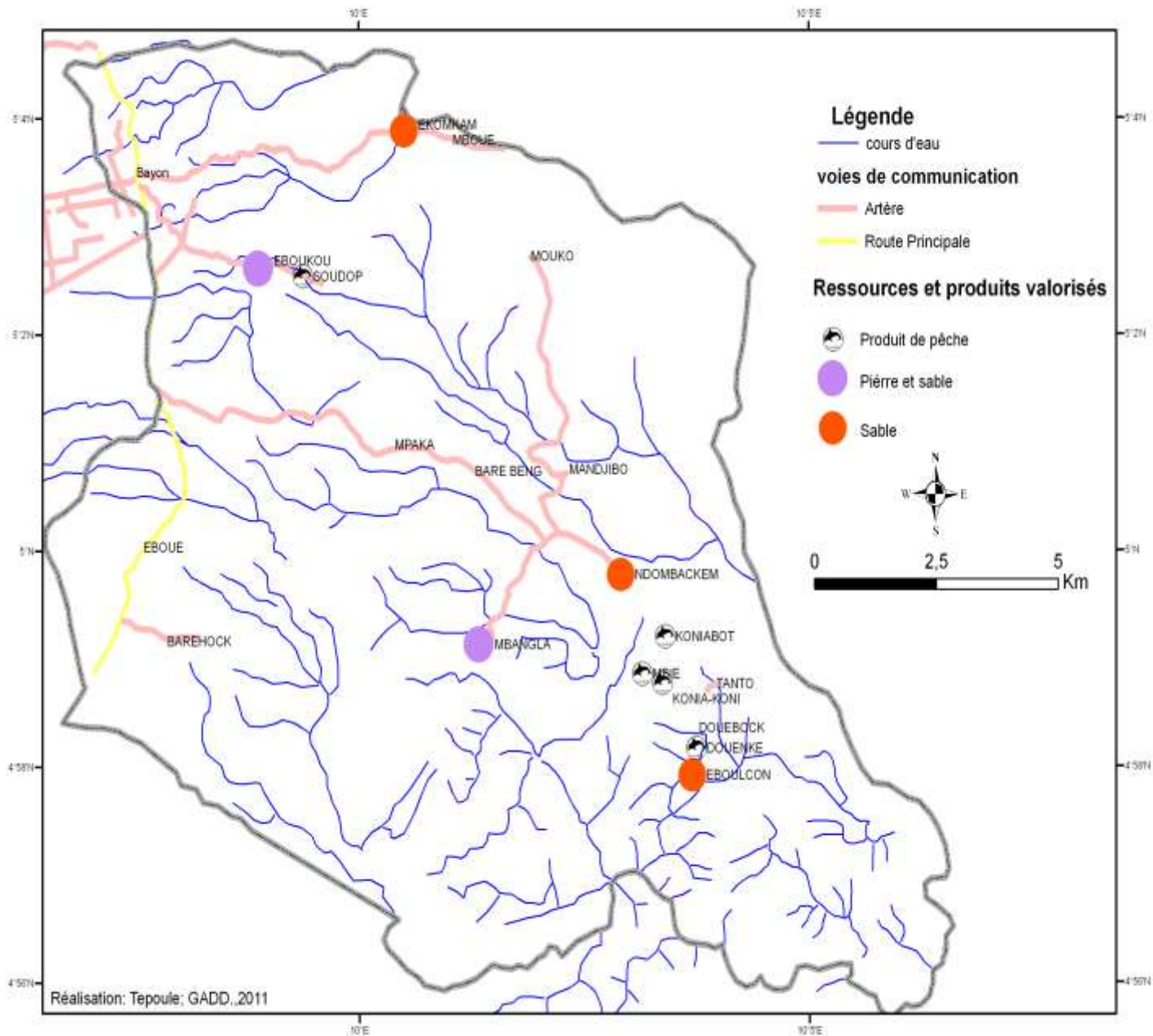
Le tableau ci-dessous présente quelques caractéristiques des différents types de paysage.

Tableau n° 1 : Répartition des populations par village et par type de paysage

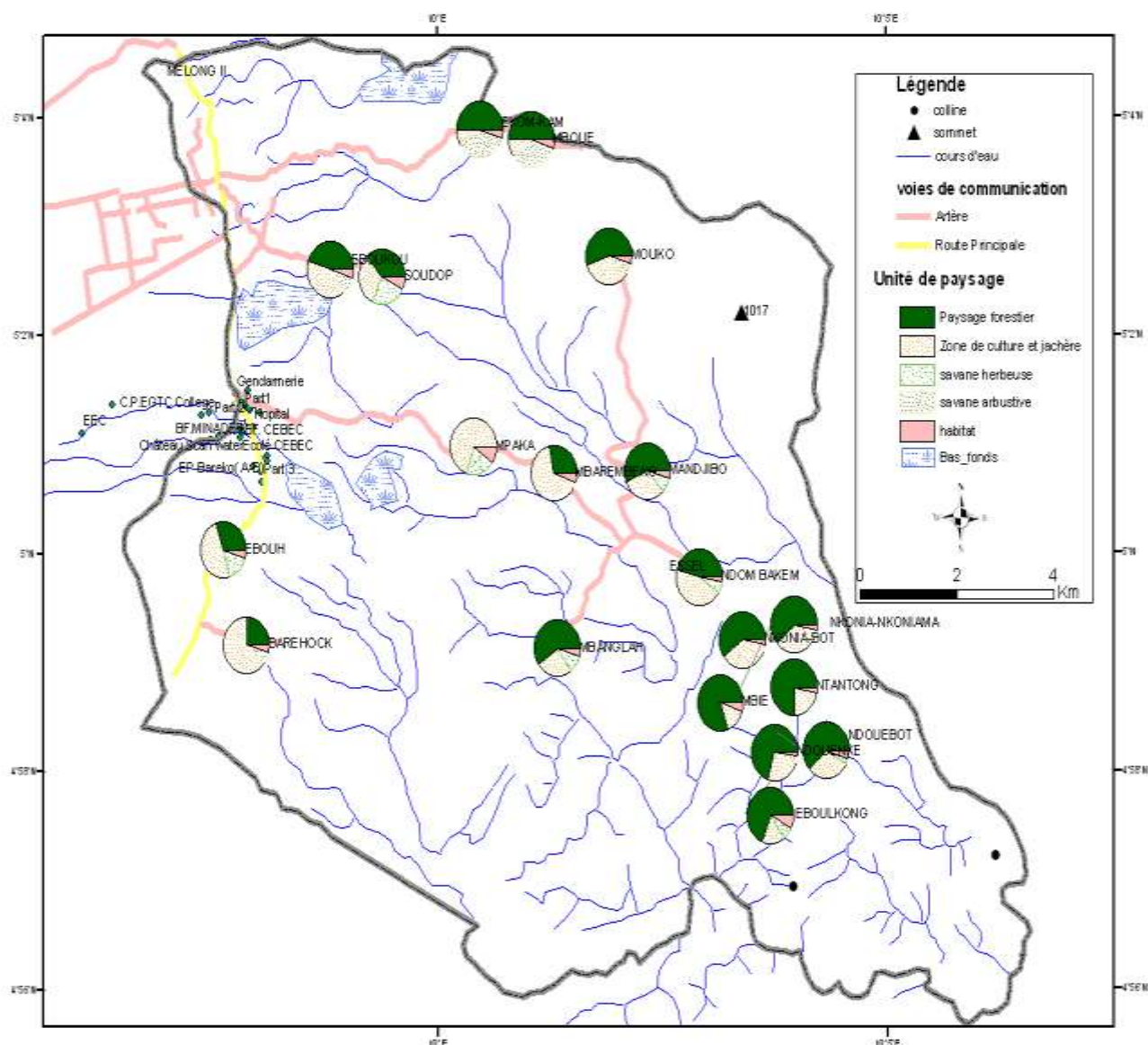
N°	Village	Population	Types de végétation				
			Forêt primaire (%)	Forêt secondaire (%)	Plantes cultivées et herbacées (%)	Savane herbeuse (%)	Savane arbustive (%)
1	Bayon	253	00	00	70	30	00
2	Ekou-Nkam	394	30	20	10	10	30
3	Mandjibo	200	45	20	35	10	5
4	Mbanglah	104	30	30	25	10	5
5	Eboulh	1589	10	20	50	10	10
6	Ndouebot	57	50	12	30	3	5
7	Nkonianké	307	50	12	30	3	5
8	Eboulkong	81	50	30	10	5	5
9	Mboué	69	30	20	10	00	40
10	Mpaka	192	00	00	70	15	15
11	Eboukou	67	20	25	40	00	15
12	Mouko	287	40	15	35	4	6
13	NKonia-Nkoniamama	153	50	12	30	3	5
14	Mbie	73	65	15	15	2	3
15	Nkoniam-Bot	188	45	15	33	3	4
16	Ndom Bakem	215	40	6	45	3	6
17	Barehock	1848	15	10	65	4	6
18	Soudop	77	25	10	30	00	35
19	Mbarembeng	542	15	17	60	3	5
20	Ndouenké	95	58	12	24	2	4
21	Ntantong	30	60	15	22	1	2
22	Baré	7512	00	00	10	05	00
23	Melong II	3000	05	00	20	15	10
TOTAL		17331					

3.2.6- Carte des ressources naturelles de la Commune

Carte n°2 : Localisation des ressources minières et produits valorisés de la Commune de Baré-Bakem



Carte n°3 : Localisation des types de paysage de la Commune de Baré-Bakem



3.3- Milieu humain

3.3-1. Quelques repères historiques de la Commune

La commune de BARE est née de la scission de celle de Mélong en 1993. La localité de Baré tire son essor de la période de la domination du Cameroun par les Allemands. Pendant la construction du chemin de fer Douala-Nkongsamba que les Allemands voulaient poursuivre jusqu'à Dschang, les colons avaient créé une de leur base à Baré, base à partir de laquelle ils prospectaient les régions du Moungo et de la Menoua. Cette construction du chemin de fer a entraîné le recrutement de nombreuses populations dans la région de l'Ouest, qui finalement se sont installées dans le Moungo, et notamment dans les localités constituant les cantons Bareko et Bakem à la faveur de l'hospitalité des chefs de cantons en place. Cette immigration explique le caractère cosmopolite actuel de la population de la ville de Baré et de la Commune du même nom

en général. Ledit caractère a une incidence indéniable sur le développement socio économique et culturel de la collectivité territoriale décentralisée qu'est Baré, et naturellement sur la situation actuelle de l'institution communale.

Chaque communauté du territoire de la Commune a une histoire spécifique.

3.3-2. Populations

Selon le recensement général de la population du Cameroun de 2005, la population de la Commune de Baré- est estimée à 16 485 âmes dont 7 931 hommes et 8 554 femmes. En milieu rural comme en zone rurale, les femmes sont toujours plus nombreuses que les hommes. Cette dominance de la population féminine est en corrélation directe avec la situation générale du Cameroun, et donc toutes les stratégies de développement de la Commune de Baré devraient tenir absolument compte de l'aspect genre.

On note au sein de la population de la Commune la présence des couches vulnérables essentiellement constituées de handicapés, des personnes âgées et des populations dites « marginales » principalement les Mbororos.

3.3-3. Ethnies

Les principales ethnies présentes sur le territoire de la Commune de Baré sont constituées des Mbos, des Bakem et des Bamiléké. Etant donné le caractère cosmopolite de la localité, on recense également des représentants d'autres ethnies originaires de la plupart des autres Régions du pays.

3.3-4. Religion

La Commune de Baré est multiconfessionnelle ; en effet, certaines populations sont attachées aux rites traditionnels qui côtoient allègrement les religions séculaires que sont le catholicisme, le protestantisme et l'islam. Toutefois, on y dénombre plusieurs dénominations religieuses dont plusieurs se recrutent parmi les églises réformées et les églises nouvelles ou réveillées.

3.3-5. Principales activités économiques

3.3-5.1. Agriculture

L'économie de la commune de BARE est essentiellement agricole. L'agriculture périurbaine est une réalité dans Baré, surtout faite des cultures maraichères. L'encadrement des producteurs est assuré aussi bien par les ONG que par les services du MINADER représentés dans la ville de Baré par la Délégation d'Arrondissement dudit Ministère et dans les zones rurales par les Postes Agricoles dont on dénombre quatre (04).

3.3-5.2. Élevage et pêche

L'élevage de la volaille, du porc et des petits ruminants est pratiqué par les populations de Baré à petite échelle et de manière traditionnelle et semi-moderne. Les Bororo cependant, conduisent l'élevage du gros bétail dans les zones de pâturage menacées de désertification et soumises à de nombreux conflits agropastoraux.

La pêche quant à elle est pratiquée dans les cours d'eau qui arrosent la Commune et de manière plus intense dans le Nkam.

3.3-5.3. Chasse

A côté de l'agriculture et de la pêche, les activités de chasse sont pratiquées par les populations de la Commune dans les forêts primaires et secondaires qui y sont présentes. Cette activité pratiquée sans réglementation se heurte souvent aux répressions des Agents de la faune ; toutefois, de nombreux types de gibier sont souvent capturés en l'occurrence : les gorilles, les chimpanzés, singes, buffles, porc –épics, biches, serpents etc.

3.3-5.4. Exploitation forestière

Le territoire communal de Baré a une forêt qui s'allonge jusqu'à la commune voisine de Nkondjock dans le département du Nkam. Jadis cette forêt nantie de nombreuses essences était exploitée par les forestiers. Aujourd'hui, les essences recherchées sont devenues rares et c'est ainsi que cette forêt est soumise aux abattages anarchiques, hors contrôle du poste forestier qui manque des moyens logistiques et humains de surveillance.

3.3-5.5. Artisanat

L'activité artisanale est plus ou moins développée à Baré, notamment dans les centres urbains de Baré et de Melong II. Ces activités sont diversifiées malgré tout. On dénombre ainsi les mécaniciens, les soudeurs métalliques, les couturiers, les vanniers, les savetiers, etc. Il est tout de même certain que les artisans de Baré ne sont pas organisés.

3.3-5.6. Commerce

Le commerce est pratiqué par toutes les couches sociales et concerne les vivres tant frais que cuits, les produits de pêche et de chasse et les articles manufacturés. Les activités commerciales sont plus intenses les jours de marché de Baré et Melong II et qui ont lieu respectivement tous les Jeudis et Mardis.

Avec l'émergence du commerce flottant, l'espace urbain est marchand de même que certains points situés aux de la route nationale qui traverse la Commune. Il existe cependant deux grands pôles dénommés Marché de Baré et carrefour Yimo.

3.3-5.7. Industrie

En matière d'industrie, la Commune de Baré demeure pauvre. On y rencontre cependant, des usines à café et des pressoirs à huile encore artisanaux.

3.3-5.8. Services

Les services présents dans la Commune sont de tous ordres notamment les Services Déconcentrés de l'Etat, les services privés et les services du domaine de l'informel. Il faut noter que l'ensemble de ces services sont faiblement représentés bien que la Commune soit logée dans le Chef-lieu de l'Arrondissement de Baré.

3.4- Principales infrastructures par secteur

3.4-1. Education

Sur le plan de l'éducation, la Commune de Baré bénéficie des ordres d'enseignement suivants : éducation de base, enseignement secondaire, et enseignement post primaire professionnalisant.

3.4-1.1. Education de base

Dans le secteur de l'éducation de base, la Commune compte sur son territoire 27 écoles maternelles et primaires publiques et privées. Sur son espace urbain on dénombre 11 de ces structures contre 16 dans l'ensemble de la zone rurale.

Si au niveau de l'espace urbain la couverture en infrastructure d'éducation de base est relativement acceptable, elle ne l'est point dans les communautés des zones rurales où lesdites structures sont non seulement très inégalement réparties dans les différents groupements, mais en plus sous-équipées. Elles ne disposent pas de suffisamment de point d'eau potable pour celles qui en possèdent, ni d'énergie électrique, ni de latrines et bien d'autres infrastructures pouvant offrir aux apprenants un cadre idéal d'apprentissage.

3.4-1.2. Enseignements secondaires

Dans le secteur des enseignements secondaires, la Commune compte sur son territoire 5 établissements d'enseignement général et technique publics et privés. Sur son espace urbain on dénombre 3 de ces structures contre 2 dans l'ensemble de la zone rurale dont l'un n'est pas encore opérationnel, il s'agit du CES de Bakem.

Il ressort de manière générale que la couverture en infrastructure d'enseignement secondaire est lâche et plus remarquable dans la zone rurale. Toutefois, signalons la présence d'une SAR/SM à Bakem. Tout comme dans l'éducation de base, les infrastructures offrant des commodités d'apprentissage sont quasi insuffisantes si elles ne sont simplement pas absentes.

3.4-2. Santé

La commune de Baré est subdivisée en 04 aires de santé et compte un Centre Médicalisé d'Arrondissement (CMA) et 03 Centres de Santé Intégrés (CSI). On note l'insuffisance de personnel qualifié (médecin, infirmiers et Aides-soignants). Les formations sanitaires sont peu équipées et dépourvues pour la plupart des aménagements sensibles tels que les points d'eau potable, l'électricité et les infrastructures de traitement des déchets; ils ont en outre une faible capacité d'accueil des malades.

3.4-3. Hydraulique

Les efforts dans l'approvisionnement en eau potable du territoire de la Commune de Baré sont sensibles. En effet, chaque groupement bénéficie de quelques points d'eau même s'ils sont inégalement répartis dans les communautés, insuffisants et sujets à de nombreux dysfonctionnements dus aux pannes répétées. Pour combler le déficit en eau potable provoqué par ces insuffisances dans l'approvisionnement, les populations se contentent d'utiliser l'eau des rivières de potabilité très douteuse. A d'autres endroits où des efforts ont été fournis par la municipalité pour la réalisation des forages et des adductions d'eau, ils sont non fonctionnels comme c'est le cas de la SCAN WATER de Mandjibo, les forages de Mpaka et le système d'adduction d'eau de Barehock. On constate que dans de nombreux cas, ces infrastructures sont abandonnées aux populations sans la mise en place d'un comité pour assurer la pérennisation des ouvrages. La grande prévalence des maladies hydriques dans les consultations sanitaires est évocatrice du sous-équipement en infrastructures hydrauliques ou du moins du mauvais fonctionnement de celles existantes.

3.4-4. Electrification

Le périmètre urbain bénéficie du réseau électrique classique d'AES/Sonel caractérisé par son extension très limitée. En ce qui concerne les zones rurales, la plupart des communautés ne bénéficient ni de l'énergie électrique conventionnelle, ni de toute autre source de production d'énergie électrique.

3.4-5. Réseau routier et voirie urbaine

Deux systèmes sont identifiés : les grands axes (nationale N°5 et l'ancienne route reliant Baré à Nkongsamba), des rues urbaines bitumées et complétées par des routes et pistes rurales. L'accès dans certains quartiers reste difficile car on note une insuffisance de rigoles et des ouvrages d'assainissement dans la ville.

Les tronçons routiers qui existent sur l'espace urbain sont en mauvais état et leur entretien est lâche ;

3.4-6. Marchés et structures de stockage

Le secteur commercial dans la Commune de Baré dispose d'un marché central dans son centre urbain avec juste deux hangars. De manière générale, Le secteur commercial dans le territoire de la Commune est caractérisé par

- L'absence totale de marchés construits ;
- L'éloignement des points de ravitaillement ;
- L'occupation presque totale des voies publiques par les marchands ambulants chaque Jeudi de la semaine (jour officiel du marché de Baré).

3.4-7. Équipements sportifs et de loisir

Sur le plan du sport, la ville de Baré dispose d'une aire de jeu tenant lieu de terrain de football qui reste non aménagée. En ce qui concerne les infrastructures de loisir, la Commune en est pratiquement dépourvue. Toutefois en matière d'infrastructures hôtelières, on n'y rencontre que trois auberges de qualité assez moyenne avec 16 chambres.

3.4-8. Espaces verts/sites touristiques

Les espaces verts entretenus ne sont pas présents dans la Commune de Baré

En ce qui concerne les sites touristiques, on y dénombre de nombreuses potentialités ; cependant, seule la chute d'Ekou-Nkam est aménagée et constitue le seul pôle touristique de la Commune

3.4-9. Etablissements touristiques

La Commune de Baré ne dispose pas de structures touristiques à proprement parler. On y rencontre 03 Auberges avec 16 chambres. Toutefois le potentiel touristique est fort et est constitué des chutes, des

3.4-10. Services administratifs

On dénombre dans la Commune de Baré quelques structures administratives du niveau des Arrondissements notamment la Sous-préfecture, et les représentations d'arrondissement des différents ministères en fonction au Cameroun et ayant ce niveau de déconcentration dans leur organigramme.

3.5- Principales potentialités et ressources de la Commune

Les principales potentialités et ressources de la Commune s'évaluent en termes de chutes sur certains cours d'eau, de forêts, de carrières de pierre et de sable et surtout le sol fertile et propice à la pratique d'une grande gamme de cultures.

En matière de productions agricoles, outre les cultures vivrières, on note en bonne place dans la Commune le cacao et surtout le caféier robusta, culture de rente qui jadis constituait la source de revenu par excellence ; de plus en plus aujourd'hui, on remarque un engouement encourageant pour la culture du palmier à huile qui brille par la présence de nombreuses unités artisanales d'extraction de l'huile de palme et de l'huile de palmiste.

IV- SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DU DIAGNOSTIC

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1- Synthèse du DIC

4.1.1 Synthèse des principales forces et faiblesses de la gestion des ressources humaines de la Commune de Baré

Forces	Faiblesses
-Chef de l'Exécutif municipal disponible et bien engagé dans le processus de la décentralisation ; -Personnel communal engagé malgré le retard dans leur rémunération ; -Tenue régulière des commissions d'avancement du personnel ; -Recrutement en cours d'un Agent technique et d'un Agent financier avec l'appui du PNDP.	Insuffisance de personnels techniquement qualifiés
	Insuffisance quantitative du personnel communal
	Inexistence d'un plan formel de gestion des ressources humaines (formation et recrutement)
	Utilisation peu judicieuse du personnel disponible
	Existence de trois mois d'arriérés de salaire pour le personnel
	Existence des arriérés de cotisations sociales des Agents vis-à-vis de la CNPS et de reversement du DIPE
	Profil de carrière des Agents de la Commune non formellement défini et suivi

Source : DIC

4.1.2 Synthèse des principales forces et faiblesses de la gestion des ressources financières de la Commune de Baré

Forces	Faiblesses
Existence d'un fichier/répertoire des contribuables	Insuffisance des ressources financières propres de la commune ;
	Faibles montants des Centimes Additionnels Communaux (CAC) reçus ;
	Traitement peu équitable de la dette vis-à-vis des prestataires de services et des fournisseurs
	Les services communaux ne sont pas formellement consultés lors de l'élaboration du budget (élaboration peu participative du Budget communal)
	Insuffisance de maîtrise dans la détermination de certaines prévisions budgétaires (certaines lignes de crédits et de dépenses sont sous ou surestimées)
	Non perception des droits d'abattage sur l'abattoir de Barehok ;
	Faible taux d'exécution des budgets de la commune (recettes et dépenses effectives), du fait notamment de l'insuffisance de performance dans l'organisation et la gestion du système de recouvrement ;
	Faible capitalisation de certaines ressources naturelles par l'institution Communale (pertes de recettes fiscales du fait de l'exploitation non contrôlée des carrières de sable et des ressources forestières)
	Insuffisance de maîtrise dans la gestion de la trésorerie de la Commune (fréquentes tensions de trésorerie, salaires impayés) ;

Source : DIC

4.1.3 Synthèse des principales forces et faiblesses de la gestion du patrimoine de la Commune de Baré

Forces	Faiblesses
Existence d'un bâtiment d'hôtel de ville neuf pour le siège pour la Mairie ;	Exigüités de la structure abritant la recette municipale (pas de bureaux pour abriter ses services d'appui, et notamment la caisse)
	Equipement de la Recette municipale défectueux et/ou insuffisant
	Situation patrimoniale de la bibliothèque municipale confuse ;
	Gestion inefficace du véhicule de liaison de la Commune (absence de chauffeur professionnel) ;
Existence du matériel informatique au secrétariat de la Mairie, au Bureau du Maire et chez le Receveur municipal	Aucune disposition claire n'est prise pour assurer le remplacement en temps réel des immobilisations amorties ou obsolètes (absence de provisions pour les amortissements)
	Inventaire du patrimoine communal non exhaustif
	Délabrement total de l'abattoir municipal de BARE ;

Existence d'un véhicule de liaison et d'un camion benne pour la Mairie	Etat d'amortissement avancé du camion Benne et du véhicule de liaison de la Commune
	Difficultés de mobilité des responsables pour des interventions sur le terrain (défaut d'un véhicule tout terrain et de moto de service)
	Difficultés d'entretien et/ou d'ouverture des routes et pistes communales de collecte faute d'engins de génie civil alors que l'économie de la commune est essentiellement agricole

Source : DIC

4.1.4 Synthèse des principales forces et faiblesses de l'organisation et du fonctionnement de la Commune de Baré

Forces	Faiblesses
Existence d'une décision du Chef de l'Exécutif organisant les tâches des membres de l'Exécutif communal, ainsi que leurs jours de permanence obligatoire à la Mairie par semaine	Absence permanente du premier Adjoint au Maire, qui n'a même pas prêté serment depuis 04 ans
	Indisponibilité fréquente du Deuxième Adjoint au Maire
	Laxisme de certains membres du Conseil municipal, qui ne maîtriseraient pas leurs rôles (seulement 06 conseillers sur 25 étaient présent à l'atelier de lancement officiel de l'élaboration du PCD de la commune) ; rôle d'interface entre la Commune et les potentiels partenaires peu assuré (notamment la population qu'ils représentent)
	Existence des arriérés dans le paiement des frais de sessions des commissions techniques du conseil municipal
Pertinence des analyses et des propositions faites par les commissions techniques du Conseil municipal	Insuffisance de maîtrise dans la gestion temporelle des activités par le personnel communal (défaut de planification périodique des tâches à exécuter);
	Faible performance des Agents communaux en poste du fait d'un excès de cumul des fonctions par la plupart ;
	Les délais de traitement des dossiers par la Commune sont en général longs, du fait entre autres des insuffisances au niveau des ressources humaines
	La Commune de BARE n'a pas d'organigramme fonctionnel alors que des modèles à adapter ont été proposés par l'Etat
	Les postes de travail de la Commune ne sont pas décrits et les Agents en service n'ont pas de cahiers de charges précis
	La Commune de BARE n'a pas de règlement intérieur
	La Commune de BARE n'a plus de boîte postale, elle n'a pas d'E-mail et encore moins un site web
	La communication interne est essentiellement informelle au sein des services et entre les différents services de la Mairie;
	Inexistence des réunions formelles de coordination des services et du

	personnel
--	-----------

4.1.5 Synthèse des principales forces et faiblesses de la Gestion de ses relations et du degré actuel d'implication de la Commune de Baré dans le développement local

Forces	Faiblesses
-Existence de conventions de partenariats bénéfiques entre la Commune de BARE et le PDRBA-MN, le PNDP, GADD, FEICOM, ADEID, ...; -Présence d'une société civile active sur le territoire communal (ONG, GIC, associations etc.) ; -Existence de plusieurs SDE partenaires potentiels de la commune sur le territoire communal et dans le département du Mounjo ; -Existence d'un comité de pilotage du PCD Existence d'une volonté politique nationale sur la décentralisation -La promotion de l'économie locale est une activité assignée de par la loi à l'institution communale -L'institution communale est appelée à jouer un rôle actif comme maître d'ouvrage dudit développement local	Baisse de la crédibilité de la Commune de BARE face à ses fournisseurs et prestataires du fait des lenteurs dans le paiement de leurs factures
	Inexistence d'une plate forme de concertation avec les opérateurs économiques et autres acteurs sur les questions de développement socio économique et culturel
	Inexistence de plates formes de concertation avec les communes voisines en matière d'aménagement (intercommunalité)
	Faible développement du partenariat international du fait de l'insuffisance des moyens de suivi, avec comme conséquences l'inexistence de conventions formalisées, l'absence de contrat de jumelage avec des communes ou villes étrangères etc.
	La Commune ne dispose pas de plan d'occupation de ses sols, même pas de plan sommaire d'urbanisme
	Les ressources naturelles de la commune (forêts, carrières...) sont insuffisamment exploitées/capitalisées par l'institution communale
	Insuffisance de promotion des AGR par la Commune de BARE et faible rendement économique et financier de ses rares biens marchands.
	Toutes les compétences transférées par l'Etat ne sont pas exécutées de manière optimale, d'où des insuffisances dans la réalisation des infrastructures et équipements collectifs par la Commune de BARE : -<i>construction, équipement, gestion et entretien des marchés, gares routières et abattoirs ;</i> -<i>mise en valeur des sites touristiques.</i> -<i>création, entretien et gestion des espaces verts, parcs et jardins d'intérêt communal ;</i> -<i>lutte contre l'insalubrité et les nuisances ;</i> -<i>élaboration des plans d'occupation des sols et autres documents d'urbanisme ;</i> -<i>la création, l'entretien et la gestion des cimetières publics ;</i>

4.1.6 Axes de renforcement de la commune

Domaines	Contraintes/difficultés	Axes de renforcement de la Commune
Gestion des ressources humaines de la Commune	Insuffisance qualitative du personnel communal (seulement 4 /14 soit 28 % du personnel permanent sont formés au CEFAM)	Améliorer la qualité du personnel communal
	Insuffisance quantitative du personnel communal	Améliorer l'effectif du personnel communal
	Utilisation peu judicieuse du personnel disponible	Utiliser judicieusement le personnel disponible
	Existence de trois mois d'arriérés de salaire pour le personnel	Eponger les arriérés de salaire du personnel
	Existence d'arriérés de cotisations sociales des Agents vis-à-vis de la CNPS et des arriérés de reversement du DIPE	Solder la dette de cotisations sociales des Agents communaux vis-à-vis de la CNPS et de reversement du DIPE
Gestion des Ressources Financières de la Commune	Insuffisance de ressources extérieures de la Commune	Améliorer le niveau des recettes extérieures de la Commune
	Insuffisance des ressources financières propres de la Commune	Renforcer les ressources financières propres de la Commune
	Insuffisance de maîtrise dans la fixation des prévisions budgétaires (certaines lignes de crédits et de dépenses sont sous ou surestimées)	Améliorer la qualité des prévisions budgétaires de la Commune (plus grande adéquation avec les réalités)
Gestion du patrimoine de la Commune	Exigüité de la structure abritant la recette municipale	Planifier la construction d'un bâtiment pour abriter confortablement la recette municipale
	Equipements de la Recette municipale défectueux et/ou insuffisants	Réfectionner et renforcer les équipements de la Recette municipale de BARE (coffre et autres)
	Situation patrimoniale de la bibliothèque municipale confuse	Définir officiellement le statut patrimonial de la bibliothèque dite municipale de BARE
	Gestion inefficace du véhicule de liaison de la Commune	Améliorer la gestion du véhicule de liaison de la Commune
	Absence de provisions pour les amortissements	Constituer des provisions pour l'amortissement du patrimoine immobilisé
	Inventaire du patrimoine communal non exhaustif	Réaliser un inventaire exhaustif du patrimoine communal et selon les normes en vigueur
	Délabrement total de l'abattoir municipal de BARE	Construire/réfectionner l'abattoir municipal de BARE
	Etat d'amortissement avancé du camion Benne et du véhicule de liaison de la	Remplacer le camion Benne et le véhicule de liaison de la Commune

Domaines	Contraintes/difficultés	Axes de renforcement de la Commune
	Commune	en état d'amortissement avancé
Organisation et fonctionnement de la Commune	Difficultés de mobilité des responsables pour des interventions sur le terrain	Faciliter la mobilité des responsables pour des interventions sur le terrain
	Difficultés d'entretien et/ou d'ouverture des routes et pistes communales de collecte alors que l'économie de la commune est essentiellement agricole	Faciliter l'entretien et l'ouverture des routes et pistes communales de collecte des produits agricoles
	Faibles performances de certains membres du Conseil municipal	Améliorer la performance des membres du Conseil municipal
	Les délais de traitement des dossiers par la Commune de BARE sont en général longs	Raccourcir les délais de traitement des dossiers par la Commune de BARE
	Les postes de travail de la Commune ne sont pas décrits et les Agents en service n'ont pas de cahiers de charges précis ;	Décrire tous les postes de travail de la Commune de BARE et instituer les cahiers de charges pour tous les Agents en service
	Le système de communication de la commune de BARE est défectueux	Renforcer et optimiser le système de communication de la Commune de BARE
Gestion des Relations et du Développement Economique Local de la Commune de Baré-Bakem	Baisse de la crédibilité de la Commune de BARE face à ses fournisseurs et prestataires du fait	Maintenir la crédibilité de la Commune de BARE face à ses fournisseurs et prestataires
	Inexistence d'une plate forme de concertation avec les opérateurs économiques et autres acteurs sur les questions de développement socio économique et culturel ;	Instituer une plate forme de concertation avec les opérateurs économiques et autres acteurs sur les questions de développement socio économique et culturel de la commune
	Inexistence de plates formes de concertation avec les communes voisines en matière d'aménagement (intercommunalité) ;	Instituer des plates formes de concertation avec les communes voisines en matière d'aménagement (intercommunalité) ;
	Inexistence de conventions internationales formalisées et absence de contrat de jumelage avec des communes ou villes étrangères	Négocier et signer des conventions internationales et des contrats de jumelage avec des communes et villes étrangères
	La Commune de BARE ne dispose pas d'un plan d'occupation de ses sols, même pas de plan sommaire d'urbanisme ;	Elaborer un plan d'occupation des sols et à défaut un plan sommaire d'urbanisme pour la Commune de Baré

4.2- Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

4.2.1- Agriculture

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficulté de pratiquer une agriculture rentable	-Difficultés d'accès aux produits phytosanitaires et semences agricoles de bonne qualité -Difficultés des producteurs à se regrouper en GIC -Mauvaise gestion des unités de paysage de l'espace urbain -Faible financement des activités agricoles -Mauvais état des pistes de collecte -Difficultés liées au transport des produits -Faible engouement des jeunes pour les travaux champêtres -Insuffisance de main d'œuvre -Faible utilisation des engrais chimiques -Faibles potentialités associatives -Méconnaissance des techniques culturales valorisant la protection de l'environnement et la restauration des sols	-Taux d'attaque des cultures élevé -Faible productivité -Conflits entre agriculteurs et éleveurs -Faible production -Progression de la pauvreté -Beaucoup de maladies -Vieillesse précoce de la population -Difficulté d'évacuation des produits	-Renforcement de l'équipement de la DAA de Baré-Bakem -Création et construction de nouveaux Postes Agricoles -Sensibilisation des producteurs sur l'intérêt de se regrouper -Renforcement des capacités des producteurs sur les techniques culturales valorisant la protection de l'environnement et la restauration des sols - Appuis divers (Intrants agricoles, assistance régulière du CPA, semences améliorées) -Entretien des routes et des pistes de collecte -Construction des cases communautaires

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.2- Elevage pêche et Industrie Animale

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficulté de pratiquer un élevage rentable	-Rareté des produits vétérinaires de meilleure qualité -Coûts élevés des traitements vétérinaires -Manque de moyens financiers -Absence de races améliorées -Absence d'un service d'encadrement -Vol des bêtes -Divagation de bêtes	-Pauvreté des éleveurs	-Verrats de race améliorée -Construction d'une provenderie -Création d'une clinique vétérinaire - Appuis divers (Intrants d'élevage, assistance régulière des SDE locaux d'élevage,) -Moyens financiers -encadrement par un vétérinaire -Enclos modernes -Formation en élevage

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.3- Santé

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité dans la ville de Baré et de nombreux villages de la zone rurale	-Absence de microscope au laboratoire du CMA -Grande fréquence des cambriolages -Délabrement des latrines -Coupure intempestive du courant électrique -Retards dans la rémunération de certains personnels -Insuffisance du personnel qualifié -Affairisme de certains personnels présents -Absence de Centre de santé dans certains villages -Eloignement de la structure sanitaire la plus proche -Insuffisance d'équipement dans les structures de santé existantes	- Recours fréquents aux transferts des cas de maladies hors de la ville -Retards dans l'obtention des résultats d'exams de laboratoire -Coûts élevés des traitements -Consultation des charlatans -Aggravement des maladies	-une boîte à chirurgie dans le CMA et les autres formations sanitaires -un microscope -3 IDE dans le CMA et les autres formations sanitaires -Un groupe électrogène dans le CMA et les autres formations sanitaires -Une barrière de sécurité dans le CMA -Une morgue municipale -Prise en charge de 3 personnels -Création d'une case de santé ou d'une structure de soin de santé dans les villages -Equiperment des Centres de santé existant dans la Commune

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.4- Travaux Publics

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés de déplacements des hommes et des biens dans la ville de Baré et en zone rurale	-Etroitesse de rues (quartiers A et A bis) -Présence des rochers sur la piste du quartier cailloux -Mauvais état des pistes de desserte des quartiers E et E bis -Buses bouchées par endroits -Présence des nids de poules -Mauvais état des routes -Buses bouchées par endroits -Piste de collecte impraticable -Ponts en matériaux semi définitifs -Etroitesse des routes	-Difficultés d'accès dans certains quartiers -Difficultés de circulation -Perte post récolte -Coût de transport élevé -Difficulté d'évacuation des produits et bien -Déplacement difficile -Perte post récolte -Coût de transport élevé -Difficulté d'évacuation des produits et biens	-Aménagement des rigoles -Bitumer l'axe du quartier F -Entretien des 3 axes secondaires bitumés -Création d'un comité d'entretien de chaque quartier -Aménagement des routes et construction des ponts -ouverture des pistes de collecte

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.5- Education de Base

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité dans la ville de Baré et certains villages de la zone rurale	-Insuffisance des tables bancs dans les écoles -Absence de salles de classe propres aux écoles maternelles -Délabrement des plusieurs bâtiments -Absences des points d'eau dans les écoles publiques -Absence de latrines dans les écoles de la ville -Irrégularités dans les paiements des salaires des maîtres de parents -Conflits entre les responsables des APEE et les conseils d'établissements -Réduction du paquet minimum -Absence d'une maternelle -Insuffisance du personnel qualifié -Absence de blocs administratifs, d'aire de jeu, de latrines, de points d'eau -Insuffisance du paquet minimum -Insuffisance des tables bancs et bureaux -Non permanence des enseignants due à l'inconfort du village	-Existence des classes jumelées -Insuffisance d'encadrement des élèves par les enseignants -Trop grand recours à l'utilisation des maîtres de parents -Difficultés d'insertion dans la vie socio - professionnelle -Taux d'échec aux examens élevé -Délinquance juvénile -Oisiveté des jeunes -Grossesses précoces et indésirées chez les filles -Exode rural -Sous scolarisation -Faible niveau des élèves	Pour chaque école : - 1 point d'eau - 40 tables bancs - 2 Salles de classe - 5 Tablettes - 40 chaises 6 Latrines -Création et construction d'autres écoles primaires publiques -Création et construction d'une école maternelle dans chaque village bénéficiaire d'une école primaire -Offre des commodités en termes de latrines, de point d'eau et d'électricité dans les écoles primaires

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.6- Culture

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficulté à promouvoir et valoriser les potentiels culturels du milieu	- Carence de promotion des activités à caractère socioculturel dans l'espace urbain communal -Associations existantes non répertoriées -Difficultés dans la gestion de la bibliothèque municipale -Non maîtrise de la gestion des foyers communautaires par leurs promoteurs ; -Absence de foyer culturel -Manque d'incitatives	-Faible fréquence d'organisation des activités culturelles dans la ville -Faible intégration de la population cosmopolite résidente -La gérante de la bibliothèque se déclare peu motivée - Faible valorisation des potentiels culturels du milieu -Disparition de certaines valeurs	-Promotion des activités à caractère socioculturel dans l'espace urbain communal -Construction des foyers culturels -Organisation régulière des festivals -Organisation des associations et les former au montage de projets en agriculture, gestion de groupes et leadership -Règlement des conflits au sein des associations -Création des espaces et

	-Manque d'encadrement -Alimentation culturels	culturelles	structures culturels
--	--	-------------	----------------------

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.7- Promotion de la Femme et de la Famille

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
- Difficultés d'accès à l'encadrement pour la promotion et l'épanouissement de la femme et de la jeune fille	-Faible fréquentation par les femmes de leur centre de formation -Difficultés à payer les frais de formation -Faibles revenus des femmes exerçant dans le petit commerce ou l'agriculture -Faible organisation des femmes en associations - Faible pouvoir d'achat des femmes en général -Manque de moyen financier -La femme dépend financièrement de l'homme -Absences d'un centre de promotion de la femme -Domination de l'homme sur la femme	- Peu de projets sont portés par les femmes de Baré - Insuffisance de formation pour les femmes -Vulnérabilités de la femme -Conflit dans les ménages -Existence de plus d'unions libres	-Appui à la formation des associations -Facilitation de l'obtention des bourses de formation aux femmes et jeunes filles démunies -Création, construction et équipement d'une délégation d'arrondissement à Baré -Création, construction et équipement d'un centre de promotion de la femme à Baré -Amélioration des mécanismes d'information et de sensibilisation des familles des femmes victimes des violences

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.8- Affaires Sociales

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Insuffisance d'encadrement des personnes vulnérables	-Insuffisance de leur prise en compte dans les stratégies de développement -Insuffisance de leur intégration sociale -Présence des personnes vulnérables -Insuffisance d'encadrement -Ignorance de la procédure à suivre pour bénéficier de la prise en charge accordée par l'Etat	-Développement des sentiments de frustration chez la plupart -Dégradation des conditions de vie des groupes spécifiques	-Création d'un service déconcentré des affaires sociales dans la ville de Baré (Service d'Arrondissement des Affaires Sociales) -Constitution d'un répertoire des personnes vulnérables -Appuis aux personnes vulnérables -Renforcement des capacités des personnes vulnérables en montage des projets générateurs de revenus

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.9- Eau et Energie

4.2.9.1 Eau

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficulté d'accès à l'eau potable dans certaines localités de la ville et de la zone rurale	-Mauvais fonctionnement des systèmes d'adduction d'eau -Disfonctionnement de certains robinets -Absence de robinets dans le quartier A (bis) -Absences de point d'eau potable -Absences de comité de positionnement -Absences de moyen -Manque des AGR -Insuffisance de moyens financiers -Absence d'un réseau AEP, forage, puits	-Consommation d'une eau de potabilité douteuse -Exposition aux maladies hydriques -Fréquences des maladies hydriques -Consommation d'eau potable impropre -Exode rural -Mauvaise condition de vie	-Installation d'une borne fontaine dans chaque école publique -Réhabilitation des réseaux défectueux -Construction de quatre points d'eau pour chaque communauté -Réalisation de l'extension des réseaux d'eau existants

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.9.2 Energie

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés d'accès à l'énergie électrique dans certaines localités de la ville et de la zone rurale	-Absence des lampadaires dans les sous-quartiers -Absence d'un bureau AES/SONEL dans la ville -Faible extension du réseau existant -Manque total d'électricité -Manque des AGR -Insuffisance de moyens financiers -Non exploitation de toutes les potentialités de production de l'énergie électrique propre	-Lenteur dans les services des hôpitaux -Déplacement population pour régulariser les factures -Retard scolaire -Difficultés d'utilisation des appareils usuels -Insécurité -Exode rural -Mauvaise condition de vie	-Eclairage public de tout l'espace urbain -Création d'un Bureau local d'AES SONEL -Extension du réseau existant -Exploitation des ressources naturelles en termes microcentrales, éoliennes et solaires pour la production de l'énergie électrique

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.10- Enseignements Secondaires

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés d'accès à une éducation secondaire de qualité dans le territoire de la Commune de Baré	-Insuffisance de matériels et équipements ; - Insuffisance des points d'eau ; - Insuffisance des latrines dans les écoles - Pléthore des enseignants dits des parents dans les établissements -Insécurité dans les établissements secondaires (Absence de clôture) -Aires de sports non conformes - Insuffisance de pratique sportive par les élèves -Réduction du budget de fonctionnement -Projet de reboisement inachevé -Absence de CES dans la zone rurale -Faible effectif	-Taux d'échecs scolaires élevés -Déperditions scolaires -Insuffisance du nombre d'évaluations périodiques des élèves -Exode rural -Suspension du cursus scolaire après le primaire	-6 salles de classes -350 Tables bancs -1 bâtiment administratif -1 point d'eau -1 aire de jeux -5 latrines -1 Clôture -15 salles de classes à électrifier -8 salles de classe à réfectionner -Affectation des enseignants -Construction de 02 salles de classe en urgence pour le CES de Bakem - Construction de 02 salles de classe et une salle d'atelier pour le CETIC de Baré

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.11-Emploi et Formation Professionnelle

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle	-Inexistence de projets structurants au niveau communal -Manque de financement des projets initiés par des jeunes -Difficultés d'accès aux semences maraîchères de qualité par les jeunes maraîchers -Sites de productions agricoles des jeunes peu propices -Absence de structure d'encadrement -Nombre très réduit d'habitants	-Oisiveté -Chômage -Délaissement des jeunes -Délinquance juvénile -Exode rural -Délinquance	-semences de bonne qualité -viabilisation des bas fonds marécageux -Octroi de moto pompes aux jardiniers -viabilisation du carrefour YIMO en y construisant des hangars et boutiques -organisation des producteurs urbains -Création et construction des Centres de Formation Professionnelle

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.12-Tourisme

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés de développement des activités touristiques dans la Commune	-Absence d'une action significative de promotion du tourisme -Faible intérêt de la Commune	-Absence des recettes touristiques -Faible développement de la zone rurale	-Besoin de financement pour augmentation de la capacité d'accueil ; -Construction d'au moins un hôtel -Création et construction d'un office du tourisme -Création d'un service d'encadrement -Valorisation des sites touristiques

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.13-Forêts et Faune

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés de Capitaliser les ressources financières produites par la forêt et la faune	-Inefficacité du système étatique local de contrôle ; -Insuffisance du personnel forestier qualifié -Insuffisance de matériels et équipements d'intervention des forestiers en place -Méconnaissance des lois forestières et fauniques -Mauvais état des voies d'accès -Exploitation anarchique des ressources forestières -Non respect des lois -Braconnage	- Non perception des taxes liées à la coupe du bois - perte des recettes de l'Etat et de la Commune -Destruction anarchique des ressources forestières -Transformation par des menuisiers de la ville des essences d'origine douteuse -Sous exploitation des ressources forestières	-Personnel qualifié -Armes et munition - Aménagement des voies d'accès -Création d'un jardin botanique/Zoologique -Promotion du reboisement des espaces

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.14-Environnement, Protection de la Nature et Développement Durable

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés d'accès aux services environnementaux dans la Commune	-Absence des services d'entretien et collecte des déchets -Faibles réalisation des clubs des Amis de la nature -Absence d'un plan de reboisement	-Insuffisance de prise en compte des aspects socio environnementaux dans la conduite des activités au sein de la commune -Rareté des projets environnementaux -Insuffisance d'espace vert -Faible attraction par les	-Dépôts de 10 bacs à ordures -Création d'un centre de compostage -Encadrement de proximité -Mise sur pied des services d'entretien, de collecte et de traitement des déchets -Elaboration d'un plan de

	-Manque d'information des missions du MINEP -Ignorance -Absence d'encadrement technique	touristes -Milieu peu assaini -Absence jardin botanique -Service non reboisé et embelli -Non utilisation des ordures ménagères	reboisement -Sensibilisation permanente des populations pour un changement de mentalité et la prise de conscience sur les méfaits des dégradations et de l'insalubrité
--	---	--	---

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.15-Habitat et Développement urbain

Problème reformulé	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés d'accès à un habitat décent	-Absence de plan d'urbanisation -Insuffisance de promotion du développement urbain et d'un habitat confortable dans la Commune - Les rues sont étroites et irrégulières -Insuffisance des latrines -Mauvaise utilisation des latrines -Non respect des règles d'hygiène autour des habitations -Prolifération des quartiers à habitat spontané Faible maîtrise du processus de développement urbain et de l'habitat de Baré	-Concentration des habitations à certains points de l'espace urbain -Rareté des habitations modernes -Occupation anarchique de l'espace urbain -Promiscuité dans certains quartiers -Degré d'insécurité préoccupante - L'implantation de maisons et autres infrastructures dans l'emprise des voies publiques -Prolifération des quartiers à habitat spontané	-Nécessité d'élaborer un plan d'occupation des sols (ou un plan sommaire d'urbanisme à défaut) -Appui à la valorisation des matériaux locaux -Assainissement et aménagement d'un parking pour les engins lourds au carrefour Vilan -Construction d'un hôtel municipal -Construction des hangars sur l'espace YIMO -Construction des boutiques sur l'espace YIMO -Entretien de la voirie urbaine en terre et reprofilage complet plus fosses exutoires des routes du quartier 4 -Aménagement de 01 ponceau et l'axe reliant le quartier B au quartier D -Réalisation des travaux d'embellissement de la ville et aménagement par extension du jardin public -Bitumage de l'axe quartier A-Lycée de Baré -Bitumage de l'axe quartier B-Bis RN 5 -Bitumage de l'axe quartier F-Route CACEP -Bitumage de la RN 2-Chefferie Baréhock -Aménagement de la route Baréhock-Essel -Construction d'un ouvrage d'art (Pont reliant le Lycée de Baré à la communauté -Construction d'une Station service

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.16-Domaine, Cadastre et Affaires foncières

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés d'extension des projets de développement dans l'espace communal	- Insuffisance du patrimoine terrien de la Commune - Inexistence de la Carte urbaine et sa délimitation - Absence du plan cadastral - Recrutement réduit de personnel d'appui - Inefficacité de gestion de l'espace urbain - Désordres fonciers - Conflits entre les voisins - Insuffisance de moyens financières - Manque d'information sur la procédure des affaires foncières - Faible demande d'obtention de titre foncier	- Existence litige foncier dans l'espace urbain - Projets communaux limités	- Réduction du nombre de litiges fonciers dans l'espace urbain - Augmentation des projets communaux - Faible demande d'obtention de titre foncier

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.17-Recherche scientifique et innovation

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Accès limité aux avantages liés aux progrès de la recherche scientifique	- Les instituts de recherche sont très éloignés des populations - Les résultats de la recherche ne sont pas vulgarisés auprès des populations	- Non bénéfice des avantages des avancées technologiques	Création de dépôts pour écoulement permanent de semences et matériel animal améliorés

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.18-Commerce

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés de développement des activités commerciales dans la Commune de Baré	- Absence de place de marché bien construite - Eloignement des points de ravitaillement - Ecoulement difficile des produits	- Précarité de la situation des commerçants - Difficultés de collecte des taxes auprès des marchands ambulants - Développement des actes de banditisme par les désœuvrés - Manque à gagner - Pauvreté	- Un responsable du marché - Organiser les ventes - Délocaliser les revendeurs le long de l'axe principal de la ville - Aménager les aspects socio environnementaux (assainissement, latrines)

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.19- Jeunesse et éducation civique

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés à permettre à la jeunesse de s'épanouir	-Faible degré de participation des jeunes dans les processus de prise des décisions -Absence d'un centre de promotion de la jeunesse -Eloignement du centre le plus proche -Manque de sensibilisation des jeunes sur les projets gouvernementaux	-Abandon précoce de l'école par les jeunes - Précarité de la situation de la jeunesse dans la commune -Taux élevé du chômage des jeunes dans la commune -Oisiveté -Délinquance juvénile -Sexualité précoce	-un C A F -un centre de formation

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.20- Sport et Education Physique

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficulté de pratique d'une éducation physique de qualité	-Insuffisance des infrastructures sportives -Méconnaissance des bienfaits de la pratique du sport sur la santé -Insuffisance d'incitation à la pratique du sport de compétition -Les travaux champêtres sont les seules activités physiques -Absence d'aires de jeux	-Développement des maladies cardiovasculaires -Insuffisance de développement des activités de sport et d'éducation physique -Fréquence de maladies musculaires	Aires de jeux

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.21-PM.E ; entreprises économie sociale et artisanat

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés de développement des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat	-Insuffisance des actions menées pour la promotion des petits commerçants -Réticences et désordres au sein des corps de métiers (conducteurs des motos-taxis) -Difficultés d'organisation des commerçants ambulants et les conducteurs -Aucune activité n'est vraiment florissante dans l'espace communale -Absence de P M E -Absence de pressoirs modernes -Artisanat non vulgarisé -Absence d'encadrement -Difficultés d'obtenir des produits de transformation de bonne qualité	-Insuffisance de développement des activités génératrices des revenus -Faible niveau technique de base des artisans	- développement des activités génératrices des revenus -Renforcement du niveau technique de base des artisans -Amélioration des rendements -Abondement de l'activité -Quatre pressoirs à huile modernes sur le territoire de la Commune

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.22-Industrie mines et développement technologique

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés d'accès au service du secteur	- Difficultés d'accès à la matière première - Impôts très élevés - Coupures intempestives de courant électrique - Carrière non exploités - Retard considérable dans le domaine de la technologie - Manque d'appuis de l'Etat	- Rentabilité faible - Retard dans la livraison des services	Besoin de Création d une Station services dans la ville de Baré

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.23- Transports

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés d'accès et de circulation dans la Commune	- Inexistence d'une gare routière appropriée - Moyens de transport publics de la ville de Baré peu appropriés - Insuffisance d'organisation des motos taximen - Non maîtrise du code de la route par les motos taximen - Mauvais état des routes - Mauvais état des véhicules de transport	- Faible recette communale - Taux élevé des accidents - Non respect du code de la route - Refus des transporteurs de desservir certaines zones de la ville quand il pleut - Ralentissement dans le processus d'atteinte de certains objectifs de développement de l'économie locale - Coût élevé du transport - Rareté des moyens de transport - Acheminement difficile des produits divers	- Aménagement d'une gare routière appropriée dans la ville de Baré - Aménagements des voies de desserte

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.24- Poste et Télécommunication

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficulté à bénéficier des services de PTT	- Insuffisance du personnel au télé centre communautaire - Irrégularité de demande des services de PTT par la population - Insuffisance des équipements au télé centre communautaire - Instabilité des réseaux	- Fonctionnement peu optimal des services des postes et télécommunication de Baré - Appels téléphoniques peu confortables	- 10 ordinateurs - 1 téléphone international - 1 appareil d'émission et réception de fax - 1 écran géant

	téléphoniques -Perturbation permanente des réseaux orange et MTN -Sous information		-1 groupe électrogène -2 imprimantes -Une antenne de relais au réseau téléphonique
--	--	--	--

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.25- Communication

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
-Difficultés d'accès aux divers services de communication	-Vétusté du matériel de production de la radio communautaire privée existante -Coûts élevés de diffusion des communiqués par rapport au niveau de vie de la population, d'où le découragement de la plupart ; -Insuffisance du matériel et équipement de la radio -laxisme du personnel -Difficultés d'accès aux medias -Absence d'une radio communautaire de services publics -Absence d'organes de presse -Instabilité des fréquences radios	-Insuffisance des recettes ; -Difficultés à honorer les engagements vis-à-vis des prestataires/fournisseurs de la radio ; -Faible rémunération du personnel -respect tardif des engagements -Communication de masse peu efficiente dans la localité -Sous information -Faible performance de la radio communautaire privée locale « la voix de la diversité »	-Matériel de production : console numérique, platine, ordinateurs -Matériel de bureau -Téléviseur -Connexion internet -Réfection de la peinture -Recyclage du personnel à la gestion d'une radio communautaire -Appui supplémentaire de la mairie pour le paiement des salaires du personnel -Une antenne relais de télévision

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.26- Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficultés d'accès à certains services publics dans la Commune	-Insuffisance des Services déconcentrés de l'Etat dans la commune de Baré -Nombreux postes vacants faute de personnel -Majorité des chefs de service ne résident pas dans la commune	- Encombrement des services existants par les usagers - Lenteurs dans les services -Insécurité dans les quartiers	Structures d'accueil pour les SDE et d'accommodation pour les Agents publics - Centres d'état

	- Insuffisance des personnels qualifiés - Manque d'équipement adéquat - Bâtiments de Services inachevés - Absence d'un centre d'état civil - Eloignement du centre d'état civil le plus proche - Absence d'un comité de vigilance	- Présence d'enfants sans actes de naissance - Etablissement tardif des actes d'état civil - Difficultés d'établissement des actes d'état civil	civil
--	--	---	-------

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.27-Enseignement Supérieur

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficulté d'insertion des jeunes Diplômés du supérieur dans la vie active	- Délaissement des jeunes - Insuffisance des projets des Jeunes - Activités des jeunes peu rentables - Moyens et financement limités pour l'enseignement supérieur - Mauvaise orientation - Hébergement difficile	- Avenir des Jeunes peu sécurisant - Abandon des études - Chômage - Oisiveté - Activités des jeunes peu rentables	- Création d'établissements d'enseignement supérieur dans la ville - Création des emplois pour l'insertion des jeunes diplômés - Encadrement de la jeunesse

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

4.2.28-Travail et sécurité sociale

Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
Difficulté à assurer la sécurité sociale aux travailleurs ruraux et des secteurs privés	- Instabilité des salaires des personnels du Télé centre Communautaire - Difficultés dans le paiement des personnels vacataires - Méconnaissance des stratégies et des procédures	- Laxisme dans les services - Carrières peu garanties - Faible rentabilité des services - Retraite non assurée - Avenir incertain	- Régulariser le traitement salarial de tout le personnel - Nécessité d'affilier tout les travailleurs ruraux et des secteurs privés à la CNPS

Source : consolidation approfondie du diagnostic de l'espace urbain et des villages des zones rurales

V- PLANIFICATION STRATÉGIQUE

5. PLANIFICATION STRATÉGIQUE

5.1. Vision et objectifs du PCD

Le PCD vise à faire des Communes et des communautés de véritables acteurs du processus de développement durable à la base, à l'aune des exigences de la décentralisation pour lutter contre la pauvreté et créer des emplois sur le territoire communal en vue de l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations.

De manière spécifique, le PCD voudrait :

- Outiller l'ensemble des bénéficiaires que sont les Communes et les communautés à pouvoir conduire un processus de planification participative locale ;
- Dresser la situation de référence de l'Institution communale sur les aspects de l'organisation, des ressources humaines, des ressources financières, du patrimoine et des relations que la commune entretient avec différents acteurs de développement ;
- Identifier les atouts, et les problèmes auxquels heurte le fonctionnement efficace et efficient de l'institution communale puis planifier les activités nécessaires à leur résolution ;
- Identifier dans le territoire de la Commune les Unités de Paysage, les ressources naturelles, leur potentialité et les problèmes que pose leur exploitation efficiente et durable dans le respect des lois environnementales ;
- Identifier sur l'ensemble du territoire communal et ce, pour les 28 secteurs de développement ciblés, les atouts, les problèmes qui s'y posent ainsi que les solutions planifiées dans le temps et dans l'espace, de manière participative en insistant sur l'accès des populations aux infrastructures sociales de base et de souveraineté que sont : les routes, l'éducation, l'eau potable, les soins de santé de qualité, l'énergie électrique...;
- Développer des stratégies de mobilisation des ressources et du marketing du PCD prenant en compte la collaboration avec tous les acteurs de développement et particulièrement les SDE.



Photo n° 4 : Un atelier sectoriel de planification

5.2. Cadre logique

Il s'agit des matrices décrivant la stratégie de chacun des projets identifiés à travers les différents diagnostics que sont le DIC, le DEUC et les DPNV.

L'ensemble des cadres logiques est consigné dans les matrices ci-dessous :

5.2.1- Cadres logiques des axes de renforcement de l'institution communale

Problème n°1 : Inefficacité de la gestion des ressources humaines disponibles

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Réduire les faiblesses relevées dans la situation et la gestion des Ressources Humaines disponibles à travers la mise en place d'un plan formel de gestion des ressources humaines (recrutement, formation et utilisation) en vue de l'amélioration qualitative et quantitative du personnel, ainsi que son traitement salarial					
Objectif spécifique 1	Améliorer la qualité du personnel communal dès Janvier 2013	-01 Plan formel de gestion des ressources humaines (recrutement, formation et utilisation) -Effectif croissant du personnel diplômé du CEFAM			Les services administratifs et financiers de la Commune	Volonté du maire et de l'exécutif communal
Objectif spécifique 2	Améliorer l'effectif du personnel communal dès Janvier 2013	-01 plan formel de gestion des ressources humaines (recrutement, formation et utilisation) -Effectif croissant du personnel diplômé du CEFAM			Les services administratifs et financiers de la Commune	rémunération incitative du personnel qualifié
Objectif spécifique 3	Utiliser judicieusement le personnel disponible dès Décembre 2012	-01 plan formel de gestion des ressources humaines (recrutement, formation et utilisation) -01 note de redéploiement du personnel			Les services administratifs et financiers de la Commune	Volonté du maire et de l'exécutif communal
Résultats 1	Au moins 50% de l'effectif du personnel sont formés au CEFAM	- 01 état des besoins en personnel qualifié -01 liste des bénéficiaires de stage au CEFAM			Les services administratifs et financiers de la Commune	Intégrité du personnel commis à cette opération
Résultats 2	L'effectif du personnel communal est revu à la hausse au regard des postes à pourvoir	-Effectif croissant du personnel diplômé du CEFAM			Les services administratifs et financiers de la Commune	
Résultats 3	Le personnel communal est judicieusement redéployé	-01 état de lieu des postes occupés -01 note de redéploiement			Les services administratifs et financiers de la Commune	
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Identification des besoins en personnel qualifié	x	x	x	50 000	-Bonnes stratégies de mobilisation des ressources -Mise en application de l'organigramme
Activités 2/R1	Mise en place d'un calendrier de mise en stage et mise des bénéficiaires en formation au CEFAM	x	x	x	500 000	S'assurer de la disponibilité des sources de financement
	Sous-total R1				550 000	S'assurer de la disponibilité des sources de financement
Activités 1/R2	Identification des postes à pourvoir et recrutement du personnel adéquat	x	x	x	50 000	S'assurer de la disponibilité des sources de financement
Activités 1/R3	Identification du personnel et des postes occupés et réalisation du	x	x	x	100 000	S'assurer de la disponibilité des sources de financement

	redéploiement approprié					
GRAND TOTAL 1	Sous-total R1+C1/R2+C1/R3				700 000	

Source : Planification communale

Problème n°2 : Difficulté à maîtriser la gestion des ressources financières nécessaires au fonctionnement de la Commune et à l'élaboration du budget communal

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'apport des ressources financières à travers la maîtrise des sources de financement internes et externes et en élaborant de manière participative, un budget communal réaliste			
Objectif spécifique 1	Améliorer le niveau des recettes extérieures de la Commune dès 2013	01 fichier actualisé et informatisé des ressources extérieures	Les archives des services administratifs et financiers de la Commune	Mauvaises stratégies de lobbying
Objectif spécifique 2	Renforcer les ressources financières propres de la Commune dès Décembre 2012	01 fichier actualisé et informatisé des ressources intérieures	Les archives des services administratifs et financiers de la Commune	Mauvaise gestion des fonds propres de la commune collectés
Objectif spécifique 3	Améliorer la qualité des prévisions budgétaires de la Commune dès 2013	01 note de service invitant toutes les parties prenantes à l'atelier de confection des projets de budgets	Les archives des services administratifs et financiers de la Commune	Mauvaise volonté de l'Exécutif municipal à Impliquer les services communaux et de la recette municipale
Objectif spécifique 4	Amélioration de la stratégie de sécurisation des fonds collectés auprès des contribuables	-01 PV de la réunion d'élaboration de la stratégie de collecte et de sécurisation des fonds	Les archives des services administratifs et financiers de la Commune	- Mauvaise volonté de l'exécutif communal
Résultats 1	Répertoire des ressources financières extérieures de la Commune assorti des différentes contributions estimées	-01 liste des potentiels partenaires nationaux et internationaux -01 stratégie de renforcement des contacts et de négociations	Les archives des services administratifs et financiers de la Commune	- Mauvaise volonté de l'exécutif communal
Résultats 2	Répertoire des ressources financières propres de la Commune élaboré assorti des différentes contributions estimées	-01 liste des ressources financières propres de la Commune (sites marchands, forêts, carrières, abattoirs...) -01 stratégie de collecte des taxes	Les archives des services administratifs et financiers de la Commune	- Mauvaise volonté de l'exécutif communal
Résultats 3	Liste des parties prenantes dressée et leur présence aux ateliers participatifs d'élaboration des projets de budgets formalisée	-01 liste des parties prenantes aux ateliers participatifs d'élaboration des projets de budgets -01 note de service convoquant la séance d'élaboration des projets	Les archives des services administratifs et financiers de la Commune	- Mauvaise volonté de l'exécutif communal

Résultats 4	La stratégie de sécurisation des fonds collectés auprès des contribuables est améliorée	-01 PV de la réunion d'élaboration de la stratégie de collecte et de sécurisation des fonds -Outils de collecte et de gestion des ressources des contribuables			Les archives des services administratifs et financiers de la Commune	- Mauvaise volonté de l'exécutif communal
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Identification de tous les potentiels partenaires nationaux et internationaux	X	x	x	500 000	Implication du personnel communal
Activités 2/R1	Renforcement des contacts et des négociations avec tous ces potentiels partenaires	X	x	x	500 000	Implication du personnel communal
	Sous-total R1	X	x	x	1 000 000	
Activités 1/R2	Identification de toutes les ressources financières propres de la Commune	X	x	x	500 000	Implication du personnel communal
Activités 1/R2	Développement des stratégies de collecte des taxes (sites marchands, forêts, carrières, abattoirs...)	X	x	x	500 000	Implication du personnel communal
	Sous-total R2	X	x	x	1 000 000	
Activités 1/R3	Identification de toutes les parties prenantes aux ateliers participatifs d'élaboration des projets de budgets et les solliciter explicitement en temps opportun	X	x	x	1 000 000	Implication du personnel communal
Activités 1/R4	Organisation d'une réunion d'élaboration de la stratégie de collecte et de sécurisation des fonds collectés auprès des contribuables	X	x	x	200 000	Implication du personnel communal
Activités 2/R4	Suivi de l'utilisation rigoureuse de tous les documents de collecte et de gestion des ressources des contribuables	X	x	x	200 000	Implication du personnel communal
	Sous-total R4				400 000	
Total R4						
GRAND TOTAL 2		Sous-total R1+ Sous-total R2+C1/R3+ Sous-total R4			3 400 000	

Source : Planification communale

Problème n°3: Difficulté à gérer le patrimoine de la Commune

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Rendre efficace la gestion du patrimoine communal par l'amélioration de la répartition des bureaux aux différents services et l'utilisation appropriée du matériel roulant			
Objectif spécifique 1	Aménager pour la Recette Municipale un local plus spacieux et mieux équipé dès 2016	01 local approprié dans le centre urbain de Baré pour la Recette Municipale et ses services connexes	Les archives des services administratifs et financiers de la Commune	Absence de consultation des personnes-ressources du MINEP et MINH DU
Objectif spécifique 2	Maîtriser et améliorer l'administration de tout le patrimoine immobilier et mobilier de la Commune et particulièrement celle de la bibliothèque municipale et de l'abattoir dès 2012	01 répertoire du patrimoine de la Commune	Les archives des services administratifs et financiers de la Commune	Faible implication du personnel communal
Objectif spécifique 3	Construire un hangar au marché de Mbarembeng équipé entre autres de 04 bacs à ordures et d'un réseau d'eau potable dès 2012	01 hangar ,04 bacs à ordures, 01 réseau d'eau potable	Les archives des services administratifs et financiers de la Commune	Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Résultats 1	Un local approprié est aménagé pour la Recette Municipale et ses services connexes	-01 état de lieu de l'actuel local de la Recette Municipale -01 requête de financement du projet d'aménagement des locaux de la Recette Municipale -01 DAO -01 Comité de gestion pour le suivi de l'exécution des travaux -01 local approprié pour la Recette Municipale et ses services connexes	Les archives des services administratifs et financiers de la Commune	Mauvaise exécution des travaux
Résultats 2	La situation et la gestion de tout le patrimoine communal sont connues et améliorées, particulièrement celle de la bibliothèque municipale et de l'abattoir municipal de Baré	-01 répertoire de tout le patrimoine communal 01 projet de réorganisation de la bibliothèque municipale -01 état de lieu de l'actuel abattoir municipal -01 requête de financement du projet de construction/réfection de l'abattoir municipal -01 DAO -01 Comité de gestion pour le suivi de l'exécution des travaux -01 abattoir municipal refait	Les archives des services administratifs et financiers de la Commune	- Mauvaise volonté de l'exécutif communal

Résultats 3	Un hangar est construit au marché de Mbarembeng équipé de 04 bacs à ordures et d'un réseau d'eau potable	-01 étude de faisabilité -01 DAO -01 hangar équipé de 04 bacs à ordures et d'un réseau d'eau potable			Les archives des services administratifs et financiers de la Commune	Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Réalisation du diagnostic de l'actuel local de la Recette Municipale	X	X	X	100 000	Personnes ressources du MINEP et du MINHDU
Activités 2/R1	Montage d'une requête de financement du projet d'aménagement des locaux de la Recette Municipale et passation de marché	X	X	X	600 000	S'assurer de la disponibilité des ressources
Activités 3/R1	Mise en place d'un comité de gestion qui doit suivre l'exécution des travaux	X	X	X	200 000	S'assurer de la disponibilité des ressources
Activités 4/R1	Exécution des travaux d'aménagement des locaux de la Recette Municipale	X	X	X	2 600 000	S'assurer de la disponibilité des ressources
	Sous-total R1				3 500 000	
Activités 1/R2	Etablissement du répertoire de tout le patrimoine communal	X	X	X	300 000	Volonté de l'exécutif communal
Activités 2/R2	Réorganisation de la bibliothèque municipale de Baré	X	X	X	500 000	S'assurer de la disponibilité des ressources
Activités 3/R2	Réalisation du diagnostic de l'actuel abattoir municipal	X	X	X	50 000	S'assurer de la disponibilité des ressources
Activités 4/R2	Montage d'une requête de financement du projet de construction/réfection de l'abattoir municipal et passation de marché	X	X	X	375 000	S'assurer de la disponibilité des ressources
Activités 5/R2	Mise en place d'un comité de gestion qui doit suivre l'exécution des travaux	X	X	X	100 000	S'assurer de la disponibilité des ressources
Activités 6/R2	Exécution des travaux de construction/réfection de l'abattoir municipal	X	X	X	4 900 000	S'assurer de la disponibilité des ressources
	Sous-total R2				6 225 000	

Activités 1/R3	Réalisation d'une étude de faisabilité et passation de marché	X	X	X	560 000	
Activités 2/R3	Construction d'un hangar équipé de 04 bacs à ordures et d'un réseau d'eau potable	X	X	X	6 440 000	
	Sous-total R3				7 000 000	
GRAND TOTAL 3	Sous-total R1+ Sous-total R2+ Sous-total R3				16 725 000	

Source : Planification communale

Problème n°4 : Difficulté à rendre efficace l'organisation et le fonctionnement de la Commune

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'organisation fonctionnelle de la commune à travers la mise sur pied d'un organigramme fonctionnel et le suivi des activités tant du personnel ordinaire que de l'Exécutif Municipal			
Objectif spécifique 1	Réfectionner la Benn communale dès 2012	01 Benn fonctionnelle	-Les services administratifs et financiers de la Commune -Garage	Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Objectif spécifique 2	Acquérir un véhicule de fonction pour le Maire dès 2013	01 véhicule de fonction pour le Maire	-Les services administratifs et financiers de la Commune	
Objectif spécifique 3	Acquérir une Moto Sport de service dès 2013	01 Moto Sport de service pour la Mairie	-Les services administratifs et financiers de la Commune	
Objectif spécifique 4	Faciliter l'ouverture et l'aménagement des routes et pistes de collecte des produits agricoles par l'acquisition d'un engin de Génie Civil approprié début 2014	01 engin de Génie Civil	-Les services administratifs et financiers de la Commune	Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Objectif spécifique 5	Rendre régulier le paiement des frais de sessions des commissions techniques du conseil municipal dès 2012	01 état de paiement pour chaque session	-Les services administratifs et financiers de la Commune	Mauvaise volonté de l'Exécutif communal
Objectif spécifique 6	Améliorer les délais de traitement des dossiers par la Commune dès 2012	-Présence visible des Adjoints au Maire et autres agents communaux	Mairie	Mauvaise volonté de l'Exécutif communal
Objectif spécifique 7	Améliorer le système de communication de la Commune dès 2012	01 babillard	-Les services administratifs et financiers de la Commune	Mauvaise volonté de l'Exécutif communal
Résultats 1	La Benn communale est réfectionnée et opérationnelle	01 Benn en état de marche	-Les services administratifs et financiers de la Commune -Garage de la Commune	Mauvais système de suivi des réfections

Résultats 2	Un véhicule de fonction est acquis pour le Maire	01 Véhicule de fonction pour le Maire	-Les services administratifs et financiers de la Commune -Garage de la Commune			
Résultats 3	Une moto Sport de service est acquise	01 Moto sport de service	-Les services administratifs et financiers de la Commune -Garage de la Commune			
Résultats 4	Engin de génie-civil acquis et voies de collectes entretenues	-01 engin du génie-civil -01 programme d'ouverture et d'entretien des voies de collecte	-Les services administratifs et financiers de la Commune -Garage de la Commune			Caprices du climat
Résultats 5	Paiement des frais de sessions des commissions techniques du conseil municipal devenu régulier	-01 budget des sessions -01 état de paiement	-Les services administratifs et financiers de la Commune			-Mauvaise volonté de l'Exécutif communal
Résultats 6	Délais de traitement des dossiers par la Commune devenus plus courts	-Présence visible des Adjoints au Maire et autres agents communaux	-Les services administratifs et financiers de la Commune			insubordination des Adjoints au Maire
Résultats 7	Communication améliorée	-01 Boîte postale -01 email -01 Site web -01 calendrier des réunions formelles de coordination -01 babillard	PTT Cyber			- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Réalisation du diagnostic et réparation de la Benn communale				5 000 000	-Disponibilité financière
Activités 1/R2	Obtention des factures et passation de marché pour un véhicule de fonction	X	X	X	300 000	-Disponibilité financière
Activités 2/R2	Acquisition d'un véhicule de fonction pour M. le Maire	X	X	X	9 700 000	-Disponibilité financière
	Sous-total R2				10 000 000	-Disponibilité financière
Activités 1/R3	Acquisition d'une moto sport de service pour la Mairie	X	X	X	900 000	-Disponibilité financière
Activités 1/R4	Acquisition d'un engin du génie-civil et Planification des activités d'ouverture et d'entretien des voies de collecte des produits agricoles	X	X	X	60 000 000	
	Sous-total R4				60 000 000	-Disponibilité financière

Activités 1/R5	Planification et budgétisation de toutes les sessions du Conseil Municipal	X	X	X	100 000	-Volonté du Maire -Disponibilité financière
Activités 2/R5	Paiement régulier des frais de sessions annuelles	X	X	X	4 500 000	-Disponibilité financière
	Sous-total R5				4 600 000	
Activités 1/R6	Sensibilisation des conseillers municipaux à travers des réunions afin de les amener à toujours jouer le rôle d'interface entre la Commune et ses potentiels partenaires	X	X	X	0	Engagement des conseillers
Activités 2/R6	Résolution du problème d'absence permanente des Adjointes au Maire en élaborant de manière participative des cahiers de charge	X	X	X	0	Responsabilisation de l'Exécutif Municipal
Activités 3/R6	Renforcement des ressources humaines impliquées dans les procédures de traitement des dossiers à travers le recrutement du personnel qualifié	X	X	X	0	Personnel qualifié recruté
Activités 4/R6	Amélioration de la performance de tous les Agents communaux en poste en leur accordant des stages et ateliers de renforcement des capacités	X	X	X	1 500 000	S'assurer de la disponibilité des ressources financières
	Sous-total R6				1 500 000	
Activités 1/R7	Réouverture de la boîte postale de la Commune, création d'une adresse pour les E-mail et création d'un site web	X	X	X	150 000	Equiper des services en matériel informatique
Activités 2/R7	Amélioration du système de communication interne de la Commune à travers communiqués et affiches	X	X	X	50 000	S'assurer de la disponibilité des ressources financières
Activités 3/R7	Tenue des réunions trimestrielles formelles de coordination des services et du personnel de la Mairie de BARE	X	X	X	200 000	S'assurer de la disponibilité des ressources financières
Activités 4/R7	Reprographie, diffusion de l'organigramme et tenue des réunions d'échange sur son implémentation	X	X	X	75 000	S'assurer de la disponibilité des ressources financières
Activités 5/R7	Mise en place d'une fiche mensuelle de poste	X	X	X	0	
Activités 6/R7	Organisation des ateliers de recyclage du personnel une fois par an	X	X	X	150 000	S'assurer de la disponibilité des ressources financières

Activités 7/R7	Organisation d'une commission d'évaluation et de facilitation des stages de renforcement des capacités du personnel une fois par an	X	X	X	40 000	
Activités 8/R7	Etablissement du calendrier des quatre sessions légales et les diffuser	X	X	X	0	Volonté du Maire
Activités 9/R7	Convocation et tenue des quatre sessions légales	X	X	X	4 500 000	
Activités 10/R7	Etablissement du calendrier des réunions hebdomadaires avec les Adjointes au Maire	X	X	X	0	Engagement de l'Exécutif Municipal
Activités 11/R7	Convocation et tenue des réunions hebdomadaires programmées	X	X	X	100 000	
Activités 12/ R7	Identification des besoins de formation et sélection les bénéficiaires	X	X	X	20 000	
Activités 13/ R7	Réalisation des formations dans les modules relatifs au traitement des dossiers, à la gestion d'un télé centre communautaire et à la tenue des documents comptables	X	X	X	2 000 000	S'assurer de la disponibilité financière
	Sous-total R7					
GRAND TOTAL 4	C 1/R1+ Sous-total R2+C 1/R3+Sous-total R4+Sous-total R5+ Sous-total R6+ Sous-total R7				101 010 000	
					7 285 000	

Source : Planification communale

Problème n°5 : Difficulté pour la Commune à gérer ses relations et faciliter son développement urbain de se faire connaître et de vendre efficacement son image

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer les relations entre la Commune et ses partenaires à travers la mise sur pied d'une plateforme de concertation			
Objectif spécifique 1	Mettre sur pied une plate forme de concertation avec les opérateurs économiques et autres acteurs de développement socio économique et culturel	01 plate forme de concertation avec les opérateurs économiques et autres acteurs de développement socio économique et culturel	-Les services administratifs et financiers de la Commune	Faible implication des opérateurs économiques et de la Société Civile
Objectif spécifique 2	Mettre sur pied des techniques de concertation avec les communes voisines en matière de projets intercommunaux	01 stratégie d'intercommunalité	-Les services administratifs et financiers de la Commune	Mauvaise volonté des autres Exécutifs communaux

Objectif spécifique 3	Rechercher des partenariats et des jumelages avec des communes ou villes étrangères	Partenariats et jumelages avec des communes ou villes étrangères			-Les services administratifs et financiers de la Commune	Mauvaises stratégies de lobbying
Résultats 1	Plate forme de concertation pluri acteurs mise sur pied	-01 liste des acteurs de développement socio-économique -01 document établissant les règles de jeu et fonctionnement de la plate forme de concertation pluri acteurs			-Les services administratifs et financiers de la Commune	Faible collaboration des autres acteurs
Résultats 2	Techniques d'implémentation de l'intercommunalité mises sur pied	Intercommunalité effective			-Les services administratifs et financiers de la Commune	Non respect des engagements par certaines Communes
Résultats 3	Contrats de partenariat et de jumelage signés	Conventions et contrats de partenariat			Projets intercommunaux	
Activités/Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activité 1/R1	Identification de tous les acteurs de développement socio-économique du territoire de la Commune	X	X	X	500 000	-Volonté de la Commune -Disponibilité financière
Activité 2/R1	Tenue d'une assise pour la définition des règles de jeu et la mise en place de la plateforme de concertation pluri acteurs	X	X	X	1 000 000	-Volonté de la Commune -Disponibilité financière
	Sous-total 1				1 500 000	
Activité 1/R2	Institution des plateformes de concertation avec les communes voisines de Melong et Nkongsamba en matière d'aménagement	X	X	X	2 000 000	-Volonté des autres Communes
Activité 1/R3	Négociation et signature des conventions internationales et des contrats de jumelage avec au moins deux des communes et villes étrangères	X	X	X	20 000 000	-Volonté des autres Communes
GRAND TOTAL 5	Sous-total 1 +C (1/R2+1/R3)				22 000 000	

Source : Planification communale

5.2.2- Cadres logiques des problèmes récurrents par secteur

5.2.2-1. Secteur : Agriculture

Problème : Difficulté de pratiquer une agriculture rentable

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer le rendement de l'agriculture par l'amélioration des structures d'encadrement, la vulgarisation de bonnes pratiques agricoles favorisant la restauration des sols et respectant l'environnement ainsi que l'octroi des appuis aux GIC			
Objectif spécifique 1	Sensibiliser les agriculteurs urbains et ruraux sur la nécessité d'adopter de bonnes pratiques agricoles dès 2012	01 TDR des ateliers de sensibilisation	Copie et calendrier de sensibilisation dans les archives de la Commune du MINADER	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Absence du PSU dans la zone urbaine
Objectif spécifique 2	Monter et mettre en œuvre un projet de gestion durable des terres à titre d'unité de démonstration dans chaque communauté de l'espace urbain et de la zone rurale de la Commune dès 2015	01 Requête de financement	Copie de la requête dans les archives de la Commune et du MINADER	-Mauvais engagement et faible appropriation des bénéficiaires
Objectif spécifique 3	Améliorer les infrastructures d'encadrement et marchandes agricoles ainsi que leurs équipements (DAA de Baré-Bakem et des Postes Agricoles créés et à créer, les cases communautaires) dès 2012	Electrification et équipements informatiques de: DAA de Baré-Bakem et des Postes Agricoles 23 cases communautaires construites	Copie des divers documents dans les archives de la Commune et du MINADER	Incapacité des prestataires à rendre service
Objectif spécifique 4	Apporter des appuis financiers et en semences améliorées aux jeunes agriculteurs et organisations des producteurs du territoire de la Commune dès 2012	-GIC recensés -Appuis octroyés	Copie des divers documents dans les archives de la Commune et du MINADER	Détournement des objectifs des appuis
Objectif spécifique 5	Créer 40 ha de palmeraie pour les associations féminines de la Commune dès 2014	40 Ha de palmeraie		Faible implication des bénéficiaires
Résultats 1	Ateliers de sensibilisation tenus	-Liste des agriculteurs urbains -Programme des ateliers de sensibilisation -Aide-mémoires	-Aide-mémoires	-Faible participation des bénéficiaires
Résultats 2	Projets de gestion durable des terres	-Etat de lieu de l'agriculture urbaine et rurale -Requêtes de financement des projets de gestion durable des terres -DAO	Copie des divers documents dans les archives de la Commune et du MINADER	-Faible participation et insuffisance des contributions des bénéficiaires

Résultats 3	DAA de Baré-Bakem, Postes Agricoles et cases communautaires construits et à construire mieux équipés	-Etat de lieu des équipements -DAO -Comité de réception			Copie des divers documents dans les archives de la Commune et du MINADER	-Incapacité des prestataires à rendre service -Faible collaboration avec le MINEP
Résultats 4	Les Organisations de Producteurs et les jeunes agriculteurs ont reçu des appuis	-Appuis aux Organisations de Producteurs et aux jeunes agriculteurs			Copie des divers documents dans les archives de la Commune et du MINADER	Détournement des objectifs des appuis -Faible collaboration avec le MINEP
Résultats 5	40 Ha de palmeraies sont créés	- Espaces d'implantation de 40 ha de palmeraies - Etudes de faisabilité, DAO - 40 Ha de palmeraie			Copie des divers documents dans les archives de la Commune et du MINADER	Détournement des objectifs des appuis
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Identification des producteurs et conduite d'un diagnostic des parcelles urbaines exploitées et des champs des zones rurales	X	X	X	600 000	-Engagement des producteurs -Disponibilité des ressources financières
Activités 2/R1	Organisation de trois ateliers de sensibilisation sur les bonnes pratiques agricoles à raison d'un en milieu urbain et de deux en zone rurale	X	X	X	400 000	-Engagement des producteurs -Disponibilité des ressources financières
Sous-total R1					1 000 000	
Activités 1/R2	Montage de trois requêtes de financement des projets de gestion durable des terres selon les problématiques identifiées	X	X	X	1 100 000	-Disponibilité des ressources financières
Activités 2/R2	Mise en place d'un comité de gestion chargé du suivi de l'exécution des travaux	X	X	X	1 100 000	-Disponibilité des ressources financières
Activités 3/R2	Réalisation des travaux de mise en œuvre de bonnes pratiques culturelles sur le territoire de la Commune	X	X	X	8 400 000	-Disponibilité des ressources financières
Sous-total R2					10 600 000	
Activités 1/R3	Identification des cases communautaires et Postes Agricoles à construire ainsi que les équipements nécessaires et passation des marchés	X	X	X	7 020 000	-Disponibilité des ressources financières
Activités 2/R3	Construction de trois cases communautaires à Mbié, Mbarembeng et Ebouh, ainsi que trois Postes Agricoles avec acquisition des équipements	X	X	X	76 980 000	-Disponibilité des ressources financières

	Sous-total R3				84 000 000	
Activités 1/R4	Octroi des appuis financiers dans le cadre du BIP aux Organisation de Producteurs et aux jeunes agriculteurs	X	X	X	314 000 000	-Disponibilité des ressources financières
Activités 1/R5	Identification des espaces d'implantation des palmeraies et passation de marché	X	X	X	4 200 000	-Disponibilité des ressources financières
Activités 2/R5	Réalisation de 40 Ha de palmeraie	X	X	X	45 800 000	-Disponibilité des ressources financières
	Sous-total R5				50 000 000	
GRAND TOTAL 6	Sous-total R1+ Sous-total R2+ Sous-total R3+ C1/R4+ Sous-total R5				459 600 000	

Source : Planification communale

5.2.2-2. Secteur : Elevage, Pêches et industries animales

Problème : Difficulté de pratiquer un élevage rentable

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer le rendement de l'élevage dans la commune à travers le développement des stratégies de réduction des coûts des intrants vétérinaires			
Objectif spécifique 1	Organiser les éleveurs en GIC ou association dès 2014	-Autorisation de fonctionnement	-Certificat d'inscription au Service Régional COOPGIC -Services de la Préfecture	-lenteur administrative au COOPGIC et dans les Services de la Préfecture -Absence du PSU
Objectifs spécifiques 2	-Monter et mettre en œuvre des projets pour financement des activités d'élevage et organiser des ventes et achats groupés dès 2014	Requête de financement	Copie des projets dans les archives de la Commune et du MINEPIA	Faible implication des bénéficiaires
Objectif spécifique 3	Rendre plus opérationnel les services d'encadrement en créant et en construisant deux CZCSV à Nkonja-Nkoniamama et à Bayon dès 2012	Existence de 02 nouveaux CZCSV	-Texte de création -Rapport du DAEPIA	Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Objectif spécifique 4	Apporter des appuis aux organisations d'éleveurs de la coopérative pastorale et halieutique dès 2012	Fonds pour appuis	Copie des divers documents dans les archives de la Commune et du MINEPIA	Détournement des appuis
Résultats 1	GIC et association légalisés des éleveurs constitués	-Liste des éleveurs urbains -Programme des ateliers de		

		sensibilisation en vue de la constitution des GIC et associations				
Résultats 2	-Dossiers pour financement des activités d'élevage	-Requêtes de financement des projets - Financements -Comités de suivi des travaux relatifs aux ventes et achats			Copie des divers documents dans les archives de la Commune et du MINEPIA	Détournement des appuis
Résultats 3	Les services d'encadrement (MINEPIA) sont plus opérationnels 01 CZCSV (Bayon et Nkoniam-Nkoniam) sont construits et fonctionnels	-Bâtiment de la DAEPIA à Baré -Bâtiment du CZCSV			Rapport du DAEPIA	Détournement des appuis
Résultats 4	Les Organisations d'éleveurs de la coopérative pastorale et halieutique ont reçu des appuis	-Appuis aux organisations d'éleveurs de la coopérative pastorale et halieutique			Copie des divers documents dans les archives de la Commune et du MINEPIA	Détournement des appuis
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Identification des éleveurs	X	X	X	400 000	-Engagement des bénéficiaires -Disponibilité financière
Activités 2/R1	Organisation de deux ateliers de sensibilisation en vue de la structuration des éleveurs à raison d'un atelier à Mbarembeng et un autre à Baré	X	X	X	1 200 000	-Volonté des élus locaux et des bénéficiaires
Sous -total R1					1 600 000	
Activités 1/R2	Recherche des appuis financiers	X	X	X	500 000	Disponibilité financière
Activités 2/R2	Mise sur pied d'un comité de suivi et réalisation des achats groupés des intrants agropastoraux	X	X	X	8 000 000	Disponibilité financière
Sous -total R2					8 500 000	
Activités 1/R3	Construction et équipement de la DAEPIA à Baré	X	X	X	30 075 000	Disponibilité financière
Activités 2/R3	Construction et équipement de 02 CZCSV (Bayon et Nkoniam-Nkoniam)	X	X	X	60 075 000	Disponibilité financière
Sous -total R3					90 150 000	Disponibilité financière
Activités 1/R4	Octroi des appuis aux organisations d'éleveurs de la coopérative pastorale et halieutique	X	X	X	100 000 000	Disponibilité financière
GRAND TOTAL	Sous-Total R1+ Sous-Total R2+ sous -total R3				300 250 000	

5.2.2-3. Secteur : Santé publique

Problème : Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité dans la ville de Baré et de nombreux villages de la zone rurale

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès des populations de l'espace urbain aux soins de santé de qualité à travers le renforcement des équipements et du personnel de la structure de santé existante			
Objectif spécifique 1	Acquérir une boîte à chirurgie, un microscope et un groupe électrogène pour le CMA dès 2015	-01 Boîte chirurgicale -01 Microscope -01 Groupe électrogène	Salle opératoire et laboratoire de la structure de santé	-Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINSANTE
Objectif spécifique 2	Recruter 3 IDE et prendre en charge 3 autres personnes de ladite structure dès 2013	Effectif du personnel en hausse de 03	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINSANTE	Lenteur administrative
Objectif spécifique 3	Construire une barrière de sécurité autour de la formation sanitaire et une morgue municipale dès 2013	- 01 barrière autour du CMA -01 Bâtiment abritant la morgue	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINSANTE	Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Objectif spécifique 4	Solliciter la création des Centres de santé dans la zone rurale dès 2012	-Acte de création des CSI	Archives de la Commune et du District de santé	Lenteur administrative
Objectif spécifique 5	Améliorer l'équipement des centres de santé existants en zone rurale dès 2012	-02 CSI nantis d'équipement de laboratoire et de chirurgie		Personnes ressources du MINSANTE
Résultats 1	Boîte à chirurgie, microscope et groupe électrogène sont acquis	-01 projet d'achat d'une boîte à chirurgie, d'un microscope et d'un groupe électrogène -01 copie de la lettre de soumission du projet à la Mairie -Equipements (Boîte à chirurgie, microscope et groupe électrogène) -01 Comité de réception et de gestion des équipements acquis	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINSANTE	-Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINSANTE
Résultats 2	3 IDE sont recrutés et 3 autres personnes sont prises en charge	-01 demande d'affectation de 3 IDE -01 projet de prise en charge de 3 autres personnes	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINSANTE	-Lenteur administrative -Inefficacité du dispositif de gestion
Résultats 3	Barrière et morgue construites	-01 requête de financement -01 DAO -02 Chantiers (Barrière et morgue)	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune du MINSANTE et du MINH DU	Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Résultats 4	Les actes de création sont obtenus	20 actes de création des CSI	Archives de la Commune et du District de santé	Lenteur administrative
Résultats 5	Les centres de santé existants sont mieux équipés au niveau du	-01 laboratoire équipé et opérationnel -01 bloc de chirurgie opérationnel	Archives de la Commune et du District de santé	-Mauvaise collaboration des personnes ressources du

	laboratoire et de la chirurgie					MINSANTE
Activités/Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Montage d'une requête de financement pour acquisition d'une boîte à chirurgie, d'un microscope et d'un groupe électrogène pour le CMA	X	X	X	100 000	Respect des normes sectorielles dans les études de faisabilité
Activités 2/R1	Montage du DAO et passer de marché	X	X	X	60 000	
Activités 3/R1	Acquisition des équipements	X	X	X	1 840 000	
Sous-total R1					2 000 000	
Activités 1/R2	Sollicitation de l'affectation de 3 IDE	X	X	X	10 000	Respect des normes sectorielles dans les études de faisabilité
Activités 2/R2	Prise en charge des 3 autres personnes	X	X	X	1 520 000	Disponibilité financière
Sous-total R2					1 530 000	
Activités 1/R3	Montage de la requête de financement pour la construction de la barrière et de la morgue municipale	X	X	X	2 535 000	Disponibilité financière
Activités 2/R3	Montage et lancement des DAO	X	X	X	1 521 000	Disponibilité financière
Activités 3/R3	Construction de la barrière et de la morgue municipale	X	X	X	46 644 000	Disponibilité financière
Sous-Total R3					50 700 000	
Activités 1/R4	Rédaction et transmission d'une demande de création de centres de santé s/c de monsieur le Maire	X	X	X	30 000	Respect des normes sectorielles
Activités 2/R4	Identification des sites ou les locaux devant abriter les centres de santé	X	X	X	150 000	Disponibilité financière
Sous-total R4					180 000	
Activités 1/R5	Montage de la requête pour l'achat des équipements de laboratoire et de chirurgie pour les CSI existants en zone rurale	X	X	X	1 200 000	-Personne-ressource -Disponibilité financière

Activités 2/ R5	Soumission du projet à la Mairie en vue de la passation de marché	X	X	X	600 000	-Disponibilité financière
Activités 3/R5	Mise en place des comités de réception et de gestion des équipements acquis	X	X	X	1 200 000	-Disponibilité financière
Activités 4/ R5	Acquisition des équipements	X	X	X	9 000 000	
Sous-Total R5					12 000 000	
GRAND TOTAL 8	S-Total R1+ S-Total R2+ S-Total R3+ S-Total R4+ S-Total R5				54 410 000	

Source : Planification communale

5.2.2-4. Secteur : Travaux publics

Problème : Difficultés de déplacements des hommes et des biens dans la ville de Baré et en zone rurale

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter les déplacements des hommes et des biens dans la ville de Baré et dans la zone rurale à travers l'aménagement des rigoles, le bitumage et l'entretien de certains axes urbains, l'aménagement dans la zone rurale des routes existantes et l'ouverture des pistes de collecte			
Objectif spécifique 1	Reprofilé chaque année 10 km de routes existantes par communauté dès 2015	10 km de routes reprofilés	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINTP	Mauvaises conditions climatiques
Objectif spécifique 2	Ouvrir chaque année 05 km de piste de collecte dans chaque communauté dont la route reliant Mouko à Ekom-Nkam dès 2013	05 km de pistes de collecte ouverts	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINTP	-Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINTP
Objectif spécifique 3	Construire un pont pour relier Ndouenke à Eboulkong dès 2013	01 Pont reliant Ndouenke à Eboulkong	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINTP	-Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINTP
Objectif spécifique 4	Acquérir du petit équipement pour la réalisation des travaux d'entretien selon les principes HIMO	01 pool de petit équipement pour les travaux HIMO	Dossiers relatifs aux petits équipements des travaux HIMO au niveau de la Commune et du MINTP	-Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINTP
Résultats 1	10 km de routes sont reprofilés chaque année dans chaque communauté	-01 équipe de réflexion -Tronçons à reprofiler -Requête de financement, DAO -Comité de gestion -10 km de routes reprofilés	Observation in situ	-Mauvaises conditions climatiques -Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINTP

Résultats 2	Au moins 05 km de piste de collecte sont ouverts chaque année dans chaque communauté	-01 répertoire des tronçons à ouvrir -01 requête de financement -01 DAO -01 Comité de gestion -05 km des pistes de collecte ouverts			Observation in situ	-Mauvaises conditions climatiques -Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINTP
Résultats 3	Pont pour relier Ndouenke à Ebouklong Construit	-01 requête de financement -01 DAO -01 pont reliant Ndouenké à Ebouklong			Observation in situ	-Mauvaises conditions climatiques -Incapacité des prestataires à rendre service
Résultats 4	Petit équipement pour les travaux HIMO acquis	-01 requête de financement -01 DAO -01 pool de Petit équipement			Dossiers relatifs aux petits équipements des travaux HIMO au niveau de la Commune et du MINTP	Choix fantaisiste des prestataires de service
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Tenue d'une réunion à Bare pour la constitution d'une équipe de réflexion sur l'élaboration d'un calendrier général d'entretien routier et d'ouverture des pistes de collecte	X	X	X	50 000	-Disponibilité des ressources financières -Volonté de l'Exécutif communal -Collaboration du MINTP
Activités 2/R1	Confirmation des tronçons à reprofiler à savoir : Essel-Baréhock (4km), Baré-Mouko (8 km), Mélong II-Soudop (3 km) et Mélong II-Mboue (4 km)	X	X	X	2 000 000	-Efficacité des membres des équipes de travail
Activités 3/R1	Reprofilage des routes confirmées après passation des marchés				1 138 000 000	-Disponibilité des ressources financières
	Sous-total R1				1 140 050 000	
Activités 1/ R2	Confirmation des tronçons à ouvrir à savoir : Ndouebot-Ntantong-Mbarembeng-Mbanglah (5 km), Ebouh-Mbanglah (7 km), Ndouebot-Ebouklong (5 km), Mouko –Ekom Nkam (3 km), Eboukou-Mpaka (3 km), Mbarembeng-Mbié (6 km) et Mandjibo-Nkonja-bot (3km).	X	X	X	5 000 000	-Disponibilité des ressources financières -Volonté de l'Exécutif communal -Collaboration du MINTP
Activités 2/ R2	Ouverture des pistes de collecte après passation de marché	X	X	X	1 045 000 000	-Disponibilité des ressources financières -Volonté de l'Exécutif

						communal -Collaboration du MINTP
	Sous-total R2				1 050 000 000	
Activités 1/ R3	Construction du pont pour relier Ndouenke à Eboukong sur la rivière Mpôo après passation de marché	X	X	X	51 000 000	-Volonté de l'Exécutif communal -Collaboration du MINTP
	Sous-total R3				51 000 000	
Activités 1/ R4	Etablissement d'un répertoire du petit équipement	X	X	X	20 000	-Volonté de l'Exécutif communal -Collaboration du MINTP
Activités 2/ R4	Acquisition du petit équipement (Pelles, pioches, pics, machettes, marteaux, masses, massettes...)	X	X	X	2 200 000	-Volonté de l'Exécutif communal -Collaboration du MINTP
	Sous-total R4				2 220 000	
GRAND TOTAL 9	S-Total R1+ S-Total R2+ S-Total R3				2 208 050 000	

Source : Planification communale

5.2.2-5. Secteur : Education de base

Problème : Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité dans la ville de Baré et certains villages de la zone rurale

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer le cadre d'éducation de l'enseignement de base par la réalisation des infrastructures, l'équipement approprié des salles de classe et la création des écoles maternelles pour offrir un bien-être aux apprenants			
Objectif spécifique 1	Construire pour chaque école 1 point d'eau, 6 latrines et 2 Salles de classe dès 2012	1 point d'eau, 6 latrines et 2 Salles de classe par école	Archives de la Commune, et du service de l'éducation de base	Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Objectif spécifique 2	Equiper chaque école de 40 tables-bancs, 5 Tablettes et 40 chaises dès 2012	40 tables-bancs, 5 Tablettes et 40 chaises par école		Choix fantaisiste des prestataires de service
Objectif spécifique 3	Créer et construire pour chaque école publique une maternelle dès 2014	1 maternelle pour chaque école publique existante	Archives de la Commune, et du service de l'éducation de base	Lenteur administrative

Objectif spécifique 4	Construire une école primaire publique à Baré dès 2015	01 salle de classe construite à l'école primaire à Baré			Archives de la Commune, et du service de l'éducation de base	Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Résultats 1	1 point d'eau, 6 latrines et 2 Salles de classe sont réalisés dans chaque école	-Requête de financement -DAO -comités de gestion -1 point d'eau, 6 latrines et 2 Salles de classe par école			Archives de la Commune, et du service de l'éducation de base	Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Résultats 2	Chaque école est équipée de 40 tables-bancs, 5 Tablettes et 40 chaises	Liste des écoles Requête de financement DAO Equipements Comité de gestion			Archives de la Commune, et du service de l'éducation de base	Choix fantaisiste des prestataires de service
Résultats 3	Une maternelle est créée et construite pour chaque village	13 maternelles sont créées et construites			Archives de la Commune, et du service de l'éducation de base	-Lenteur administrative - Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Résultats 4	L'école primaire de Baré est construite	01 salle de classe construite			Archives de la Commune, et du service de l'éducation de base	Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Identification des 27 écoles devant bénéficier chacune de 01 point d'eau, 6 latrines et 2 Salles de classe	X	X	X	320 000	-Disponibilité des ressources financières -Plateforme pluri-acteurs
Activités 2/R1	Mise en place dans chaque école d'un comité de gestion chargé de suivre l'exécution des travaux	X	X	X	64 800 000	-Disponibilité des ressources financières -Plateforme pluri-acteurs
Activités 3/R1	Réalisation après passation des marchés des infrastructures suivantes : 27 points d'eau, 142 latrines et 54 salles de classes	X	X	X	582 880 000	-Disponibilité des ressources financières -Plateforme pluri-acteurs
Sous-total R1					648 000 000	
Activités 1/R2	Etablissement du répertoire des écoles à équiper chacune de : 40 tables-bancs, 5 Tablettes et 40 chaises	X	X	X	200 000	-Disponibilité des ressources financières -Plateforme pluri-acteurs -Qualité du recensement
Activités 2/R2	Montage de la requête de financement pour l'acquisition des équipements	X	X	X	472 500	-Disponibilité des ressources financières -Plateforme pluri-acteurs
Activités 3/	Acquisition de : 40 tables-bancs, 5 Tablettes et	X	X	X	4 052 500	-Disponibilité des ressources

R2	40 chaises après passation des marchés					financières -Plateforme pluri-acteurs
Sous-total R2					4 725 000	
Activités 1/R3	Rédaction d'une demande de création des écoles maternelles dans les 16 écoles de la zone rurale	X	X	X	20 000	Normes sectorielles
Activités 2/R3	Identification des sites ou des locaux devant abriter les écoles maternelles	X	X	X	300 000	Acte de création
Activités 3/R3	Construction des écoles maternelles	X	X	X	80 000 000	Acte de création
Sous-total R3					80 320 000	
Activités 1/R4	Réalisation d'une étude de faisabilité	X	X	X	500 000	Choix fantaisiste des prestataires de service
Activités 2/R4	Passation de marché pour la construction de l'école primaire à Baré	X	X	X	300 000	
Activités 3/R4	Construction de l'école primaire à Baré	X	X	X	9 200 000	-Incapacité des prestataires à rendre service
Sous-total R4					10 000 000	
GRAND TOTAL 10	S-Total R1+ S-Total R2+ S-Total R3				743 045 000	

Source : Planification communale

5.2.2-6. Secteur : Culture

Problème : Difficulté à promouvoir et valoriser les potentiels culturels du milieu

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter la valorisation des potentiels culturels à travers la promotion des activités à caractère socioculturel dans l'espace urbain et la construction des espaces et structures culturels en zone rurale			
Objectif spécifique 1	Organiser régulièrement des festivals et mettre en valeur les potentiels culturels dès 2012	01 festival chaque année	In situ	Faible implication des communautés à la base par les personnes ressources du MINCULTURE
Objectif spécifique 2	Doter chaque communauté d'un foyer culturel dès 2013	23 foyers culturels	-Copie des divers documents de construction des infrastructures dans les archives de la Commune,	-Mauvaise volonté de l'Exécutif communal

			du MINCULTU			
Résultats 1	Les potentiels culturels sont valorisés	-01 répertoire des potentiels culturels -01 répertoire des événements culturels -Répertoire des pistes de rentabilisation des événements culturels en vue du Développement Economique Local (DEL)	-Copie des divers documents de valorisation dans les archives de la Commune, du MINCULTURE et de la radio communautaire			Faible implication des communautés à la base par les personnes ressources du MINCULTURE
Résultats 2	Les foyers culturels sont construits	-01 liste des potentiels culturels -01 répertoire des événements culturels -Répertoire des pistes de rentabilisation des événements culturels en vue du Développement Economique Local (DEL)	-Copie des divers documents de valorisation dans les archives de la Commune, du MINCULTURE et de la radio communautaire			Faible implication des communautés à la base par les personnes ressources du MINCULTURE
Activités/Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Recensement de l'ensemble des événements culturels de la Commune ainsi que les périodes	x	x	x	600 000	Plateforme pluri-acteurs
Activités 2/R1	Elaboration d'un répertoire des événements culturels annuels	x	x	x	1 200 000	Plateforme pluri-acteurs
Activités 3/R1	Mise en place d'un comité de réflexion pour une rentabilisation des événements culturels en vue du Développement Economique Local (DEL)	x	x	x	500 000	Plateforme pluri-acteurs
	Sous-total R1				2 300 000	
Activités 1/R2	Identification de tous les sites de construction des foyers culturels	x	x	x	450 000	Plateforme pluri-acteurs
Activités 2/R2	Montage de la requête de financement pour la construction des foyers culturels	x	x	x	6 300 000	Plateforme pluri-acteurs
Activités 3/R2	Mise en place d'un comité chargé du suivi des travaux	x	x	x	6 300 000	Plateforme pluri-acteurs
Activités 4/R2	Réalisation des constructions après passation des marchés	x	x	x	49 950 000	Plateforme pluri-acteurs
	Sous-total R2				63 000 000	
GRAND TOTAL 11	Sous-total R1+Sous-total R2				65 300 000	

Source : Planification communale

5.2.2-7. Secteur : Promotion de la femme et de la famille

Problème : - Difficultés d'accès à l'encadrement pour la promotion et l'épanouissement de la femme et de la jeune fille

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer les stratégies de promotion de la femme à travers des séances de sensibilisations des associations féminines de l'espace urbain et la création d'un Centre de Promotion de la Femme ainsi que la sensibilisation de ces dernières pour les mariages collectifs			
Objectif spécifique 1	Sensibiliser de manière soutenue les populations et particulièrement les associations féminines sur l'importance de la prise en compte de l'aspect genre dans tous les domaines de développement d'ici fin 2012	01 liste des associations féminines formées	Archives de la Commune et du MINPROFF	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINPROFF
Objectif spécifique 2	Intégration progressive de l'approche genre dans les politiques et programmes de développement	-Eléments de Plaidoyer en faveur de l'intégration de l'approche genre dans les politiques et programmes de développement	Archives de la Commune et du MINPROFF	-Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINPROFF
Objectif spécifique 3	Sensibiliser les associations féminines sur l'importance et l'avantage du mariage collectif d'ici fin 2012	Nombre croissant de mariages collectifs	Archives de la Commune et du MINPROFF	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal
Objectif spécifique 4	Créer, construire et équiper une délégation d'arrondissement de promotion de la femme à Baré dès 2013	01 Délégation d'Arrondissement de la Promotion de la Femme	Archives de la Commune et du MINPROFF	Choix fantaisiste des prestataires de service
Objectif spécifique 5	Créer, construire et équiper un centre de promotion de la femme à Baré dès 2013	01 Centre de Promotion de la Femme	Archives de la Commune et du MINPROFF	Choix fantaisiste des prestataires de service
Objectif spécifique 6	Améliorer les mécanismes d'information et de sensibilisation des familles des femmes victimes des violences	01 répertoire des femmes victimes de des violences sensibilisées	Archives de la Commune et du MINPROFF	-Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINPROFF
Résultat 1	01 programme de sensibilisation réalisé chaque année	-01 répertoire des associations féminines œuvrant dans la ville -01 Comité de réflexion -01 programme de sensibilisation	Archives de la Commune et du MINPROFF	-Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINPROFF

Résultat 2	CPFF créé	-01 demande de création des CPFF -Sites ou locaux garantis identifiés	Archives de la Commune et du MINPROFF		-Lenteur administrative	
Résultat 3	01 programme de sensibilisation réalisé chaque année	-01 répertoire des associations féminines -01 Comité de réflexion -01 programme de sensibilisation	Archives de la Commune du MINPROFF et du MINAS		Partenariat entre la commune et le MINAS	
Résultat 4	Une délégation d'arrondissement de la Promotion de la femme est fonctionnelle à Baré.	-01 Délégation d'Arrondissement de la Promotion de la femme à Baré -01 centre de promotion de la femme à Baré	Archives de la Commune du MINPROFF et du MINAS		Choix fantaisiste des prestataires de service	
Résultat 5	Un centre de promotion de la femme est fonctionnel à Baré	-Nombre croissant des causeries éducatives - Nombre croissant des séances d'écoutes conseils - dépistages	Archives de la Commune du MINPROFF et du MINAS		Choix fantaisiste des prestataires de service	
Résultat 6	Mécanismes d'information et de sensibilisation des familles des femmes victimes des violences améliorés	-spots radio et télévision -Relais communautaires - Affiches	Archives de la Commune du MINPROFF, du MINAS et des services radio et télé		-Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINPROFF et du MINAS	
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activité 1/R1	Organisation des réunions d'information	x	x	x	1 000 000	Engagement des bénéficières
Activité 2/R1	Organisation des associations en réseau et en filières d'activités	x	x	x	500 000	Engagement des bénéficières
Activité 3/R1	Facilitation de la légalisation des associations de femmes	x	x	x	500 000	Engagement des bénéficières
Sous-Total R1					2 000 000	
Activité 1/R2	Intégration progressive de l'approche genre dans les politiques et programmes de développement	x	x	x	500 000	Collaboration parfaite des personnes ressources
Activité 2/R2	Organisation des plaidoyers	x	x	x	1 000 000	Collaboration parfaite des personnes ressources
Sous-Total R2					1 500 000	
Activité 1/R3	Facilitation de l'accès des femmes aux appuis visant leur insertion socio-économique	x	x	x	5 000 000	Collaboration parfaite des personnes ressources
Activité 1/R4	Construction et équipement d'une délégation	x	x	x	30 000 000	-Acte de création

	d'arrondissement à Baré.					-Disponibilité financière -Disponibilité du TF
Activité 1/R5	Construction et équipement d'un centre de promotion de la femme à Baré	x	x	x	90 000 000	Acte de création -Disponibilité financière
Activité 1/R6	Organisation des séances de dépistages	x	x	x	1 000 000	Engagement des bénéficiaires
Activité 2/R6	Organisation des causeries éducatives	x	x	x	1 000 000	Engagement des bénéficiaires
Activité 3/R6	Organisation des séances d'écoutes conseils	x	x	x	1 000 000	Engagement des bénéficiaires
Activité 4/R6	Conception des spots radio à diffuser et téléviser	x	x	x	500 000	Engagement des bénéficiaires
Activité 5/R6	Formation des relais communautaires	x	x	x	2 000 000	Engagement des bénéficiaires
Activité 6/R6	Affichages dans les villages et quartiers	x	x	x	500 000	Engagement des bénéficiaires
Sous-Total R6					6 000 000	
GRAND TOTAL 1212					S-TR1+S-TR2+C 1/R3+C1/R4+C1/R5+STR6	134 500 000

5.2.2-8. Secteur : Affaires sociales

Problème : Insuffisance d'encadrement des personnes vulnérables

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la prise en compte des couches vulnérables dans les stratégies de développement ainsi que leur intégration sociale à travers la création d'un service déconcentré des affaires sociales dans la ville de Baré			
Objectif spécifique 1	Créer et rendre fonctionnel un service déconcentré des affaires sociales dans la ville de Baré (Service d'Arrondissement des Affaires Sociales) dès 2014	01 bâtiment abritant le Service d'Arrondissement des Affaires Sociales	Copie des divers documents dans les archives de la Commune et du MINAS	-Lenteur administrative - Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux -Faible collaboration avec le MINAS
Objectif spécifique 2	Apporter des appuis matériels aux personnes vulnérables de la Commune de	Fonds d'appui	Archives de la Commune et du MINAS	-Absence d'une plateforme pluri-acteurs

	Baré dès 2015				-Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINAS	
Objectif spécifique 3	Organiser des séminaires/ateliers sur l'organisation des personnes vulnérables en associations, ONG, OSP dès 2015	Nombre croissant d'associations des personnes vulnérables	Copie des divers documents dans les archives de la Commune et du MINAS		-Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINAS	
Objectif spécifique 4	Organiser des séminaires/ateliers de formation des personnes vulnérables sur le montage des projets générateurs de revenus dès 2015	Aide-mémoire des activités génératrices de revenus	Copie des divers documents dans les archives de la Commune et du MINAS		-Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINAS	
Résultats 1	Un SDE des affaires sociales est créé et opérationnel	-01 acte de création -01 acte de donation du local ou site pour la construction des bâtiments -01 requête de financement -01 DAO - 01Comité de gestion, 01 Bâtiment	Copie des divers documents dans les archives de la Commune et du MINAS		-Lenteur administrative - Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux	
Résultats 2	Les appuis sont distribués aux personnes vulnérables	01 répertoire des bénéficiaires des appuis	Copie des divers documents dans les archives de la Commune et du MINAS		Détournement des objectifs des appuis	
Résultats 3	Les Séminaires/ateliers sont organisés et les associations créées	01 répertoire des associations des personnes vulnérables	Copie des divers documents dans les archives de la Commune et du MINAS		-Faible collaboration avec le MINAS	
Résultats 4	Les Séminaires/ateliers sont organisés et les projets générateurs de revenus montés	Aide-mémoire des activités génératrices de revenus	Copie des divers documents dans les archives de la Commune et du MINAS		-Faible collaboration avec le MINAS	
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Sollicitation de la création d'un SDE des affaires sociales (Service d'Arrondissement des Affaires Sociales)	X	X	X	20 000	-Volonté politique -Plateforme pluri-acteurs
Activités 2/ R1	Identification du local ou le site pour la construction des bâtiments	X	X	X	50 000	-Acte de création -Disponibilité financière
Activités 3/ R1	Montage de la requête de financement pour la construction du SDE	X	X	X	3 000 000	-Disponibilité financière
Activités 4/ R1	Mise en place d'un comité de gestion qui doit suivre l'exécution des travaux	X	X	X	3 000 000	-Disponibilité financière
Activités 5/ R1	Construction du SDE des affaires sociales (Service d'Arrondissement des Affaires Sociales) après passation des marchés	X	X	X	23 930 000	-Disponibilité financière

Sous-total R1					30 000 000	
Activités 1/R2	Développement des stratégies pour mettre sur pied un fonds pour appuis aux personnes vulnérables	X	X	X	100 000	-Disponibilité financière
Activités 2/ R2	Recensement des personnes vulnérables du territoire de la Commune	X	X	X	200 000	-Disponibilité financière
Activités 3/ R2	Distribution des appuis	X	X	X	7 700 000	-Disponibilité financière
Sous-total R2					8 000 000	
Activités 1/R3	Organisation des réunions d'information	X	X	X	500 000	-Disponibilité financière
Activités 2/ R3	Organisation des personnes vulnérables en associations selon le type de vulnérabilité	X	X	X	500 000	-Disponibilité financière
Activités 3/ R3	Facilitation de la légalisation des organisations des personnes vulnérables	X	X	X	1 000 000	-Disponibilité financière
Sous-total R3					2 000 000	
Activités 1/R4	Organisation des réunions d'information	X	X	X	500 000	-Disponibilité financière
Activités 2/ R4	Identification des activités génératrices de revenu selon le type de vulnérabilité	X	X	X	500 000	-Disponibilité financière
Activités 3/ R4	Organisation des ateliers de formation	X	X	X	1 000 000	-Disponibilité financière
	Sous-total R4				2 000 000	
GRAND TOTAL 13	Sous-total R1+Sous-total R2+ Sous-total R3+ Sous-total R4				42 000 000	

Source : Planification communale

5.2.2-9. Secteur : Energie et Eau

5.2.2.9.1 Eau

Problème : Difficulté d'accès à l'eau potable dans certaines localités de la ville et de la zone rurale

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter à une plus grande frange de la population urbaine et rurale un accès permanent à l'eau potable à travers l'installation d'une borne fontaine dans chaque école publique urbaine, la réhabilitation des réseaux défectueux, la construction de 04 points d'eau potable par communauté de la zone rurale et l'aménagement des sources			
Objectif spécifique 1	Installer une borne fontaine dans chaque école publique dès 2014	11 bornes fontaines fonctionnelles dans les écoles publiques	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINEE	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal - Choix fantaisiste des prestataires de service
Objectif spécifique 2	Réhabiliter les réseaux défectueux dès 2014	16 réseaux d'eau et autres hydrauliques défectueux sont réhabilités	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINEE	Choix fantaisiste des prestataires de service
Objectif spécifique 3	Construire 04 points d'eau potable dans chaque communauté dès 2015	04 points d'eau potable par communauté	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINEE	- Incapacité des prestataires à rendre service
Objectif spécifique 4	Aménager des sources dans les communautés rurales de la Commune disposant des potentialités notamment la source d'eau potable de Mouko et celle d'Ebouh-Baré dès 2012	Au moins 22 sources aménagées	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINEE	Choix fantaisiste des prestataires de service - Incapacité des prestataires à rendre service
Objectif spécifique 5	Etendre le réseau d'eau de Baré à Ebouh dès 2012	01 réseau d'eau à Ebouh	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINEE	- Incapacité des prestataires à rendre service
Objectif spécifique 6	Etendre le réseau d'eau de Mpaka sur les villages Mbarembeng, Mandjibo et Bakem dès 2012	03 extensions du réseau d'eau à Mbarembeng, Mandjibo et Bakem	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINEE	- Incapacité des prestataires à rendre service
Résultats 1	Chaque école publique a une borne fontaine fonctionnelle	- 01 répertoire et localisation de toutes les écoles publiques - 01 état de lieu des possibilités d'installation des bornes fontaines - 11 requêtes de financement - 01 DAO - 11 Comités de gestion	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINEE	- Incapacité des prestataires à rendre service
Résultats 2	Les réseaux défectueux sont réhabilités	- 01 liste de tous les réseaux défectueux et état de lieu	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la	- Incapacité des prestataires à rendre

		-16 requêtes de financement -01 DAO -16 comités de gestion	Commune et du MINEE			service
Résultats 3	04 points d'eau potable sont construits dans chaque communauté	-04 points d'eau dans chaque communauté	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINEE			-Incapacité des prestataires à rendre service
Résultats 4	Au moins 22 sources sont aménagées dont celles de Mouko et d'Ebouh-Baré	-22 études de faisabilité -22 sources aménagées	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINEE			Incapacité des prestataires à rendre service
Résultats 5	L'extension d'eau est réalisée à Ebouh	-01 étude de faisabilité -01 extension d'eau à Ebouh	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINEE			-Incapacité des prestataires à rendre service
Résultats 6	Les villages Mbarembeng, Mandjibo et Bakem ont bénéficié d'une adduction d'eau	-03 études de faisabilité -03 extensions d'eau à Mbarembeng, Mandjibo et Bakem	Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINEE			-Incapacité des prestataires à rendre service
Activités/Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Réalisation du répertoire de toutes les écoles publiques	X	X	X	50 000	-Plateforme pluri-acteurs -Volonté de la Commune
Activités 2/ R1	Réalisation d'un état de lieu des possibilités d'installation des bornes fontaines	X	X	X	550 000	Disponibilité financière
Activités 3/ R1	Montage des requêtes de financement pour chaque installation	X	X	X	5 500 000	Disponibilité financière
Activités 4/ R1	Montage et lancement du DAO	X	X	X	2 750 000	Disponibilité financière
Activités 5/ R1	Mise en place des comités de gestion chargés du suivi de l'exécution des travaux d'installation	X	X	X	5 500 000	Disponibilité financière
Activités 6/ R1	Réalisation des travaux d'installation des bornes fontaines	X	X	X	40 650 000	
SOUS-TOTAL R1					55 000 000	
Activités 1/R2	Réalisation du répertoire et du diagnostic de tous les réseaux défectueux	X	X	X	300 000	-Plateforme pluri-acteurs -Volonté de la Commune
Activités 2/R2	Montage des requêtes de financement des réseaux à réhabiliter	X	X	X	10 000 000	Disponibilité financière
Activités 3/R2	Réhabilitation des réseaux défectueux après passation des marchés	X	X	X	189 700 000	Disponibilité financière
Sous-Total R2					200 000 000	

Activités 1/R3	Identification de tous les sites de construction des points d'eau en zone rurale	X	X	X	500 000	-Plate forme pluri-acteurs -Disponibilité financière
Activités 2/ R3	Réalisation d'un état de lieu des possibilités de construire des points d'eau	X	X	X	1 000 000	-Disponibilité financière
Activités 3/ R3	Montage des requêtes de financement pour chaque infrastructure	X	X	X	35 200 000	-Disponibilité financière
Activités 4/ R3	Construction des points d'eau après passation des marchés	X	X	X	667 300 000	-Disponibilité financière
Sous-Total R3					704 000 000	
Activités 1/ R4	Réalisation des études de faisabilité	X	X	X	5 500 000	-Disponibilité financière
Activités 2/ R4	Aménagement des sources de Mouko et Ebouh	X	X	X	110 000 000	
Sous-Total R4					115 500 000	
Activités 1/ R5	Réalisation des études de faisabilité	X	X	X	350 000	-Disponibilité financière
Activités 2/ R5	Réalisation de l'extension de l'eau à Ebouh	X	X	X	6 650 000	-Disponibilité financière
Sous-Total R5					7 000 000	
Activités 1/ R6	Réalisation des études de faisabilité	X	X	X	1 250 000	-Disponibilité financière
Activités 2/ R6	Réalisation de l'extension de l'eau dans les villages Mbarembeng, Mandjibo et Bakem	X	X	X	23 750 000	-Disponibilité financière
Sous-Total R6					25 000 000	
GRAND TOTAL 14	S-Total R1+ S-Total R2+S-Total R3+S-Total R4+ Total R5+ Total R6				1 106 500 000	

Source : Planification communale

5.2.2.9.2 Energie

Problème : Difficulté d'accès à l'énergie électrique dans certaines localités de la ville

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'accès de plusieurs localités de la ville et de la zone rurale à l'énergie électrique à travers la réalisation de l'éclairage public urbain, l'extension du réseau existant, la création d'un bureau local d'AES SONEL et l'exploitation des possibilités naturelles (microcentrales, éoliennes et solaires)					
Objectif spécifique 1	Etendre l'éclairage public dans les sous-quartiers dès 2013	Nouvelles rues éclairées aux lampadaires		In situ	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Choix fantaisiste des prestataires de service	
Objectif spécifique 2	Etendre le réseau électrique Basse Tension dans le territoire de la Commune dès 2014	Nouvelles lignes électriques basse tension		Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et, du MINEE	Choix fantaisiste des prestataires de service	
Objectif spécifique 3	Faire un plaidoyer pour la création d'un bureau local d'AES SONEL dans la ville dès 2012	Bureau local d'AES SONEL		Copie de la demande dans les archives de la Commune	Absence de collaboration avec la Société civile	
Objectif spécifique 4	Exploiter les ressources naturelles de production d'énergie électrique en termes de microcentrales, éoliennes et solaires dès 2013	Répertoire des chutes exploitables et autres caractéristiques pour les éoliennes et solaires		Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et, du MINEE et des structures spécialisées en énergies renouvelables	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Absence de collaboration avec les personnes ressources appropriées	
Résultats 1	L'éclairage public est fonctionnel dans les sous-quartiers	Nouvelles rues éclairées aux lampadaires		Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINEE	-Incapacité des prestataires à rendre service	
Résultats 2	De nouvelles lignes de basse tension sont construites particulièrement celle allant de Barehock à Essel	Nouvelles lignes basse tension		Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et du MINEE	-Incapacité des prestataires à rendre service	
Résultats 3	Un bureau local d'AES SONEL est opérationnel	Un bureau local d'AES SONEL		Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune, du MINEE et de AES/Sonel régional	Absence de collaboration avec la Société civile	
Résultats 4	L'électricité est produite sur la base des ressources naturelles	Electricité propre disponible dans les communautés		Dossiers relatifs aux infrastructures au niveau de la Commune et, du MINEE et des structures spécialisées en énergies renouvelables	-Incapacité des prestataires à rendre service	
Activités/Ré sultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Etablissement d'un répertoire de toutes les rues à éclairer	X	X	X	200 000	Disponibilité des ressources financières

Activités 2/R1	Réalisation d'un état de lieu des possibilités d'installation des lampadaires	X	X	X	300 000	Disponibilité des ressources financières
Activités 3/R1	Mise en place des comités de gestion chargés du suivi de l'exécution des travaux d'installation de 100 lampadaires	X	X	X	2 500 000	Disponibilité des ressources financières
Activités 4/R1	Réalisation des travaux d'installation de 100 lampadaires après passation des marchés	X	X	X	22 000 000	Disponibilité des ressources financières
SOUS-TOTAL R1					25 000 000	
Activités 1/R2	Identification des itinéraires et quantifier les lignes de basse tension à construire	X	X	X	1 000 000	Disponibilité des ressources financières
Activités 2/R2	Mise en place de 17 comités de gestion chargés du suivi de l'exécution des travaux de construction des lignes électriques dans tous les villages sauf : Mpaka, Ebouh et Barehock	X	X	X	8 000 000	Disponibilité des ressources financières
Activités 3/R2	Réalisation des travaux d'extension des réseaux électriques de Mpaka à Eboulkong et de Barehock à Essel après passation des marchés	X	X	X	151 000 000	Disponibilité des ressources financières
Sous-Total R2					160 000 000	
Activités 1/R3	Sollicitation de la création d'un bureau local AES/Sonel	X	X	X	20 000	
Activités 1/R4	Identification les potentielles sources naturelles de production de l'énergie électrique	X	X	X	1 000 000	-Personnes ressources qualifiées en énergies renouvelables -Disponibilité financière
Activités 2/R4	Montage des requêtes de financement des sources à exploiter	X	X	X	20 000 000	-Disponibilité financière
Activités 3/R4	Montage et lancement des DAO	X	X	X	10 000 000	-Disponibilité financière
Activités 4/R4	Mise en place des comités de gestion chargés du suivi de l'exécution des travaux de construction des lignes électriques	X	X	X	20 000 000	-Disponibilité financière
Activités 5/R4	Réalisation des travaux de construction des sources naturelles de production de l'énergie électrique	X	X	X	149 000 000	-Disponibilité financière
	Sous-Total R4				200 000 000	
GRAND TOTAL 15	S-Total R1+ S-Total R2+C (1/R3)+ S-Total R4				385 000 000	

Source : Planification communale

5.2.2-10.Secteur : Enseignement secondaire

Problème : Difficultés d'accès à une éducation secondaire de qualité dans le territoire de la Commune de Baré

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer le cadre d'éducation des élèves de l'enseignement secondaire des zones urbaine et rurale par la réalisation des infrastructures, l'équipement approprié des salles de classe et l'affectation des enseignants pour les collèges créés en zone rurale pour offrir un bien-être aux apprenants			
Objectif spécifique 1	Construire pour l'enseignement secondaire du territoire de la Commune: 10 salles de classes dont 02 en urgence pour le CES de Bakem, 2 bâtiments administratifs 2 points d'eau, 2 aires de jeux 7 latrines 2 Clôtures et électrifier 20 salles de classes dès 2012	10 salles de classes dont 02 au CES de Bakem, 1 bâtiment administratif 1 point d'eau, 1 aire de jeux, 5 latrines 1 Clôture et 15 installations électriques	Archives de la Commune, et du service de l'enseignement secondaire	-Choix fantaisiste des prestataires de service -Incapacité des prestataires à rendre service
Objectif spécifique 2	Equiper les établissements de 600 tables-bancs dès 2012	600 tables-bancs	Archives de la Commune, et du service de l'enseignement secondaire	-Choix fantaisiste des prestataires de service -Incapacité des prestataires à rendre service
Objectif spécifique 3	Solliciter l'affectation des enseignants dans les collèges créés en zone rurale dès 2012	Effectif croissant des enseignants	Archives de la Commune, et du service de l'enseignement secondaire	-Lenteur administrative
Objectif spécifique 4	Construire 02 salles de classe et une salle d'atelier pour le CETIC de Baré dès 2012	02 salles de classe et une salle d'atelier au CETIC	Archives de la Commune, et du service de l'enseignement secondaire	-Incapacité des prestataires à rendre service
Résultats 1	10 salles de classes dont 02 au CES de Bakem, 2 bâtiments administratifs, 2 points d'eau, 2 aires de jeux, 7 latrines, 2 Clôtures, et 20 salles de classes électrifiées sont réalisés	-01 liste des établissements à équiper -01 requête de financement -01 DAO -Comités de gestion -20 salles de classes électrifiées, 1 bâtiment administratif, 5 latrines 1 point d'eau, 1 aire de jeux, 1 Clôture sont construits		Incapacité des prestataires à rendre service
Résultats 2	600 tables-bancs sont acquis et distribués prioritairement au Lycée de Baré, CES de Melong II et CES de Barehock	-01 liste des établissements à équiper -01 requête de financement -01 DAO -600 tables-bancs -Comités de gestion		Incapacité des prestataires à rendre service
Résultats 3	Des enseignants sont affectés	01 demande d'affectation d'enseignants	Archives de la Commune, du SDE du	-Lenteur administrative

					MINESEC et des établissements	
Résultats 4	02 salles de classe et une salle d'atelier sont construites au CETIC de Baré	-02 salles de classe -01 salle d'atelier			Archives de la Commune, du SDE du MINESEC et des établissements	-Incapacité des prestataires à rendre service
Activités/Résultats	Logique d'intervention sont mis dans l'enseignement secondaire	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Etablissement d'un répertoire des établissements devant bénéficier des infrastructures énoncées ci-dessus	X	X	X	300 000	-Disponibilité des ressources financières -Plate forme pluri-acteurs
Activités 2/ R1	Réalisation des travaux au CES de Bakem, CES de Melong II, CES de Barehock et Lycée de Baré après passation des marchés	X	X	X	114 700 000	-Disponibilité des ressources financières
Sous-total R1					115 000 000	
Activités 1/R2	Etablissement d'un répertoire des établissements dans lesquels seront distribués les tables-bancs dont 600 au CES de Bakem, CES de Melong II, CES de Barehock et Lycée de Baré	X	X	X	200 000	-Disponibilité des ressources financières
Activités 2/ R2	Acquisition et distribution des tables-bancs après passation des marchés	X	X	X	107 800 000	-Disponibilité des ressources financières
Sous-Total R2					108 000 000	
Activités 1/R3	Rédaction et transmission d'une demande d'affectation des enseignants au MINESEC	X	X	X	10 000	-Disponibilité des ressources financières
Activités 1/R4	Construction de 03 salles de classe et 01 salle d'atelier au CETIC de Baré	X	X	X	30 000 000	-Disponibilité des ressources financières
Sous-Total R4					30 000 000	
GRAND TOTAL 16	S-Total R1+ S-Total R2+ C1/R3+ Sous-Total R4				253 010 000	

Source : Planification communale

5.2.2-11.Secteur : Emploi et formation professionnelle

Problème : Difficultés d'insertion des jeunes dans la vie professionnelle

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'insertion des jeunes des villes dans la vie professionnelle à travers le développement des projets structurants l'organisation des producteurs et l'aménagement des sites de productions agricoles					
Objectif spécifique 1	Viabiliser les bas-fonds marécageux dès 2015	Bas-fonds marécageux cultivés			Copie des divers documents d'acquisition dans les archives de la Commune et du MINH DU	- Mauvaise volonté de l'Exécutif - Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINTP, INH DU, MINADER
Objectif spécifique 2	Construire et équiper 02 Centres de Formation Professionnelle à Baré et Melong II dès 2015	02 Centres de Formation Professionnelle			Copie des divers documents d'acquisition dans les archives de la Commune et du MINH DU	- Lenteur administrative - Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Résultats 1	Les bas-fonds marécageux sont rendus propices à la pratique de l'agriculture	-01 répertoire des bas-fonds -01 requête de financement -01 DAO, 01 Comité de gestion -Bas-fonds viabilisés			Copie des divers documents d'acquisition dans les archives de la Commune et du MINH DU	- Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINTP, MINH DU, MINADER
Résultats 2	02 Centres de Formation Professionnelle sont construits et opérationnels	-02 études de faisabilité - 02 CFP			Copie des divers documents d'acquisition dans les archives de la Commune et du MINH DU	- Lenteur administrative - Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Activités/Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/ R1	Etablissement d'un répertoire des bas-fonds marécageux	X	X	X	500 000	
Activités 2/ R1	Mise sur pied d'un comité de suivi des travaux de viabilisation des bas-fonds marécageux	X	X	X	1 500 000	
Activités 3/ R1	Réalisation des travaux de viabilisation des bas-fonds après passation des marchés	X	X	X	28 000 000	Disponibilité des ressources financières
Sous-total R1					30 000 000	
Activités 1/ R2	Sollicitation de la création des CFP	X	X	X	200 000	Disponibilité des ressources financières
Activités 2/ R2	Construction des CFP après passation des marchés	X	X	X	240 000 000	Disponibilité des ressources financières
	Sous-total R2				240 200 000	
GRAND TOTAL 17	S-total R1 + S-total R2				270 200 000	

Source : Planification communale

5.2.2-12.Secteur: Tourisme

Problème : Difficultés de développement des activités touristiques dans la Commune

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter le développement des activités touristiques par la mise en valeur des sites touristiques					
Objectif spécifique 1	Mettre en valeur les sites touristiques dès 2013	Sites touristiques aménagés			-Copie des divers documents de valorisation dans les archives de la Commune, et du MINTOUR	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINTOUR
Objectif spécifique 2	Créer et construire un office du tourisme dès 2013	01 office du tourisme			ID	-Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINTOUR
Résultats 1	Sites touristiques valorisés	-01 répertoire des sites touristiques -01Etat de lieu des sites touristiques -01 DAO -01 Comité de gestion -Sites fréquentés			ID	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINTOUR
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Recensement et diagnostic de l'ensemble des sites touristiques de la Commune	X	X	X	400 000	Plateforme pluri-acteurs
Activités2/ R1	Montage de la requête de financement sur la base des atouts et problèmes identifiés	X	X	X	3 000 000	-Volonté de la commune - Disponibilité des ressources financières -Plate forme pluri acteurs
Activités 3/ R1	Mise en place d'un comité de gestion qui doit suivre l'exécution des travaux	X	X	X	3 000 000	Disponibilité des ressources financières
Activités 4/ R1	Réalisation des travaux de valorisation des sites touristiques	X	X	X	23 600 000	Disponibilité des ressources financières
SOUS-TOTAL R1					30 000 000	
Activités 1/R2	Création et construction d'un office du tourisme	X	X	X	50 000 000	-Volonté de la commune -Engagement des promoteurs
GRAND TOTAL 18	Sous-Total R1+C 1/R2				80 000 000	

Source : Planification communale

5.2.2-13.Secteur : Forêt et faune

Problème : Difficultés de capitaliser les ressources financières produites par la forêt et la faune

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter la capitalisation des ressources financières produites par la forêt et la faune à travers l'aménagement des voies d'accès et l'intensification de la sensibilisation en faveur du respect des règles forestières et fauniques			
Objectif spécifique 1	Aménager les voies d'accès dans les sites forestiers et fauniques dès 2015	Pistes d'accès aux sites forestiers	Archives de la Commune et du MINFOF	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINFOF
Objectif spécifique 2	Créer un jardin botanique/Zoologique dès 2013	01Jardin botanique/Zoologique	Archives de la Commune et du MINFOF	ID
Objectif spécifique 3	Promouvoir le reboisement des espaces dès 2015	Espaces reboisés	Archives de la Commune et du MINFOF	ID
Objectif spécifique 4	Réaliser une Elaborer les éléments d'une tranche d'antenne de sensibilisation hebdomadaire à la radio communautaire dès 2012	01 TDR de la tranche d'antenne	Copie et calendrier de passage dans les archives de la Commune et de radio communautaire	-Faible collaboration des personnes ressources du MINFOF
Objectif spécifique 5	Multiplier et mettre à la disposition des autorités administratives et traditionnelles, des extraits de la loi forestière dès 2012	30 Copies de la loi forestière	Copie de la loi dans les archives de la Commune	ID
Objectif spécifique 6	Organiser des réunions éducatives dès 2012	01 TDR des séances éducatives	Copie et calendrier de sensibilisation dans les archives de la Commune et du MINFOF	ID
Objectif spécifique 7	Améliorer l'équipement des postes forestiers dès 2015	Bureaux des postes forestiers	In situ	-Incapacité des prestataires à rendre service
Résultats 1	L'accès dans les sites forestiers et fauniques est facilité	-Eléments à diffuser -Calendrier des tranches d'antenne	In situ	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINFOF
Résultats 2	Un jardin botanique/Zoologique est créé Les TDR et les éléments à diffuser par voie des ondes sont rédigés	-01 TDR -01 dossier des éléments à diffuser -01 calendrier des tranches d'antenne	Copie et calendrier de passage dans les archives de la Commune et de la radio	ID

			communautaire			
Résultats 3	Des reboisements sont réalisés Les copies de la loi et le calendrier de diffusion auprès des autorités sont préparés	-30 Copies de la loi forestière -01 calendrier de diffusion auprès des autorités	Copie et calendrier de sensibilisation dans les archives de la Commune et du MINFOF			ID
Résultats 4	Une tranche d'antenne de sensibilisation hebdomadaire à la radio communautaire est disponible	Emissions radio	Archives de la radio communautaire			-Mauvaise collaboration des parties prenantes (personnes ressources du MINFOF et les communicateurs)
Résultats 5	Des extraits de la loi forestière sont distribués	30 copies d'extraits de la loi	Affiches			Mauvaise collaboration des personnes
Résultats 6	Les réunions éducatives et de sensibilisation sont tenues	-01 TDR des séances éducatives -01 calendrier de sensibilisation	Rapports			ID
Résultats 7	Les bureaux des postes forestiers sont mieux équipés	Equipements	In situ			-Incapacité des prestataires à rendre service
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
Activités 1/R1	Identification des voies d'accès dans les sites forestiers	X	X	X	400 000	-Volonté de la commune -Disponibilité des ressources financières
Activités2/ R1	Mise en place d'un comité de gestion qui doit suivre l'exécution des travaux	X	X	X	2 000 000	-Disponibilité des ressources financières
Activités 3/ R1	Réalisation des travaux de d'aménagement des voies d'accès dans les sites forestiers après passation des marchés	X	X	X	17 600 000	-Disponibilité des ressources financières
Sous-total R1					20 000 000	
Activités 1/R2	Identification du site pour la création d'un jardin botanique/Zoologique	X	X	X	200 000	Disponibilité des ressources financières
Activités2/ R2	Réalisation des études de faisabilité	X	X	X	5 000 000	Disponibilité des ressources financières
Activités 3/ R2	Création et aménagement d'un jardin botanique/Zoologique après passation des marchés	X	X	X	44 800 000	Disponibilité des ressources financières
Sous-total R2					50 000 000	

Activités 1/R3	Identification des sites pour les reboisements et les réaliser	X	X	X	500 000	Collaboration du MIFOF
Activités 1/R4	Préparation des TDR des tranches d'antenne et les diffuser	X	X	X	50 000	Collaboration du MIFOF et du responsable de la communication de Radio communautaire
Activités 1/R5	Multiplication des extraits de la loi forestière et les distribuer	X	X	X	500 000	-Volonté de la commune -Disponibilité des ressources financières
Activités 1/R6	Préparation des termes de référence des séances éducatives et de sensibilisation et les réaliser	X	X	X	500 000	-Volonté de la commune -Disponibilité des ressources financières
Activité 1/R7	Acquisition des équipements pour les bureaux des chefs de poste		X	X	6 000 000	Disponibilité des ressources financières
GRAND TOTAL 19	Sous-total R1+Sous-total R2+C (1/R3+1/R4+1/R5+1/R6+1/R7)				77 550 000	

Source : Planification communale

5.2.2-14.Secteur : Environnement et Protection de la Nature et du Développement Durable

Problème : Difficultés d'accès aux services environnementaux dans la Commune

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux services environnementaux dans la Commune grâce à la diffusion des informations sur les missions du MINEP et le développement des activités de collecte, de traitement des déchets et de reboisement			
Objectif spécifique 1	Diffuser les informations sur les missions du MINEP dès 2012	Dépliants sur le MINEP	Archives de la Commune et du MINEP	-Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINEP
Objectif spécifique 2	Mettre sur pied des services d'entretien, de collecte et de traitement des déchets dès 2015	-Bacs à ordures -01 Centre de compostage	Archives de la Commune et du MINEP	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINEP
Objectif spécifique 3	Elaborer un plan de reboisement dès 2015	01 plan de réalisation des forêts anthropiques	Archives de la Commune du MINEP, et du MINFOF	-Faible collaboration avec les personnes-ressources du MINEP et MINFOF

Résultats 1	Les stratégies de diffusion et les éléments à diffuser sont préparés	-01 TDR des stratégies de diffusion sur les missions du MINEP -01 Dépliants -01 calendrier des descentes d'information -30 extraits de la loi environnementale			Archives de la Commune du MINEP, et du MINFOF	-Mauvaise collaboration des personnes-ressources du MINEP
Résultats 2	des services d'entretien, de collecte et de traitement des déchets sont créés et opérationnels	-01 comité de réflexion sur le projet -01 requête de financement -01 DAO -01 Comité de gestion -Locaux des services			Archives de la Commune et du MINEP	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINEP
Résultats 3	Le plan de reboisement de la Commune est élaboré	-01 Comité de réflexion -01 requête de financement -01 DAO -01 Comité de gestion -Reboisements anthropiques			Archives de la Commune du MINEP, du MINFOF et du MINDAF	-Faible collaboration avec les personnes-ressources du MINEP et MINFOF
Activités/Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Préparation des TDR des stratégies de diffusion sur les missions du MINEP	X	X	X	300 000	Disponibilité des ressources financières
Activités 2/R1	Production des dépliants et organisation des descentes d'information	X	X	X	500 000	Disponibilité des ressources financières
Activités 2/R1	Multiplication et distribution de la loi environnementale	X	X	X	200 000	Disponibilité des ressources financières
Sous-total R1					1 000 000	
Activités 1/R2	Mise sur pied d'un comité de réflexion sur le projet de création des services d'entretien, de collecte et de traitement des déchets	X	X	X	100 000	Disponibilité des ressources financières
Activités 2/R2	Montage de la requête de financement desdits projets	X	X	X	125 000	Disponibilité des ressources financières
Activités 3/R2	Mise en fonction des services d'entretien, de collecte et de traitement des déchets	X	X	X	2 275 000	Disponibilité des ressources financières
Sous-total R2					2 500 000	
Activités 1/R3	Mise sur pied d'un comité de réflexion sur le projet de reboisement de la Commune	X	X	X	100 000	-Volonté de la Commune -Personne-ressource du MINEP
Activités 2/R3	Montage de la requête de financement dudit projet	X	X	X	7 500 000	Disponibilité financière

Activités 3/R3	Montage et lancement du DAO	X	X	X	4 500 000	Disponibilité financière
Activités 4/R3	Création des espaces de reboisement anthropique	X	X	X	137 900 000	Disponibilité financière
	Sous-total R3				150 000 000	
GRAND TOTAL 20	S-total R1+ S-total R2+ S-total R3				153 500 000	

Source : Planification communale

5.2.2-15.Secteur : Habitat et Développement urbain

Problème : Difficultés d'accès à un habitat décent et aux infrastructures routières et marchandes appropriées

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer les conditions de logement des populations et visiteurs du territoire de la Commune ainsi que leur accès aux infrastructures routières et marchandes en élaborant un plan d'occupation des sols ou un plan sommaire d'urbanisme , en renforçant leur capacités sur l'utilisation appropriée du matériel local , en construisant une auberge communale et en améliorant les infrastructures routières et marchandes			
Objectif spécifique1	Elaborer un plan d'occupation des sols (ou un plan sommaire d'urbanisme) pour la Commune dès 2015	01 POS ou PSU	Archives de la Commune, du MINDAF et du MINH DU	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Faible collaboration des personnes ressources du MINDAF et du MINH DU
Objectif spécifique 2	Sensibiliser les populations sur l'intérêt de l'utilisation appropriée du matériel local dans les constructions dès 2013	01 Programme d'information et de sensibilisation	Archives de la Commune, du MINH DU et de la MIPROMALO	Faible collaboration des personnes-ressources de la MIPROMALO
Objectif spécifique 3	Vulgariser l'utilisation appropriée des matériaux locaux à travers de petites formations dès 2013	01 Aide-mémoire sur les techniques adéquates d'utilisation des matériaux locaux dans les constructions	Archives de la Commune, du MINH DU et de la MIPROMALO -Aide-mémoire	ID
Objectif spécifique 4	Aménager les trois axes reliant la Sous-préfecture au quartier B Bis dès 2013	03 axes et 03 ponceaux aménagés	Archives de la Commune et du MINH DU	-Choix fantaisiste des prestataires de service -Incapacité des prestataires à rendre service
Objectif spécifique 5	Assainir et aménager un parking pour les engins lourds au carrefour Vilan dès 2012	01 parking pour engins lourds au carrefour Vilan	Archives de la Commune et du MINH DU	-Incapacité des prestataires à rendre service

Objectif spécifique 6	Construire une auberge municipale dès 2012	01 Auberge municipale	Archives de la Commune et du MINH DU	ID
Objectif spécifique 7	Construire des hangars sur l'espace YIMO dès 2013	02 Hangars sur l'espace YIMO	Archives de la Commune et du MINH DU	ID
Objectif spécifique 8	Construire des boutiques sur l'espace YIMO dès 2015	08 Boutiques sur l'espace YIMO	Archives de la Commune et du MINH DU	ID
Objectif spécifique 9	Entretien la voirie urbaine en terre et réaliser un reprofilage complet plus fosses exutoires des routes du quartier 4 dès 2015	-01 voirie en terre aménagée -Routes du quartier 4 reprofilées	Archives de la Commune et du MINH DU	-Incapacité des prestataires à rendre service
Objectif spécifique 10	Aménager 01 ponceau et l'axe reliant le quartier B au quartier D dès 2015	01 ponceau et l'axe reliant le quartier B au quartier D	Archives de la Commune et du MINH DU	ID
Objectif spécifique 11	Réaliser les travaux d'embellissement de la ville et aménager par extension le jardin public de Baré-centre dès 2013	01 Jardin public	Archives de la Commune et du MINH DU	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal
Objectif spécifique 12	Bitumer l'axe quartier A-Lycée de Baré dès 2012	01 Axe bitumé (quartier A-Lycée de Baré)	Archives de la Commune et du MINH DU	-Incapacité des prestataires à rendre service
Objectif spécifique 13	Bitumer l'axe quartier B-Bis RN 5 dès 2013	01 Axe bitumé (quartier B-Bis RN 5)	Archives de la Commune et du MINH DU	ID
Objectif spécifique 14	Bitumer l'axe quartier F-Route CACEP dès 2014	01 Axe bitumé (quartier F-Route CACEP)	Archives de la Commune et du MINH DU	ID
Objectif spécifique 15	Bitumer la RN 2-Chefferie Barehock dès 2015	01 Axe bitumé (RN 2-Chefferie Barehock)	Archives de la Commune et du MINH DU	ID
Objectif spécifique 16	Aménager la route Barehock-Essel dès 2015	01 Axe bitumé (Barehock-Essel)	Archives de la Commune et du MIN DUH	ID
Objectif spécifique 17	Construire un ouvrage d'art (Pont reliant le Lycée de Baré à la communauté) dès 2015	01 pont reliant le Lycée de Baré à la communauté)	Archives de la Commune et du MIN DUH	ID
Objectif spécifique 18	Construire une Station-service dès 2015	01 Station-service	Archives de la Commune et du MIN DUH	ID
Résultats 1	POS ou PSU est élaboré	- 01Comité de réflexion -01 DAO -01 Comité de gestion -01 POS ou le PSU	Archives de la Commune et du MINH DU	Disponibilité financière

Résultats 2	Populations au fait de l'intérêt de l'utilisation appropriée des matériaux locaux dans les constructions	-01 TDR de la sensibilisation -01 Programme des ateliers de sensibilisation	Archives de la Commune et du MINH DU	Disponibilité financière
Résultats 3	Techniques d'utilisation appropriée des matériaux locaux acquises par les populations	-01 dossier de modules de formation -01 Aide-mémoire -Habitations améliorées	Archives de la Commune, du MINH DU et de la MIPROMALO	Personne ressource de la MIPROMALO Disponibilité financière
Résultats 4	Axes reliant la Sous-Préfecture au quartier B-Bis est bitumé et les ponceaux aménagés	-01 étude de faisabilité -03 axes bitumés reliant la Sous-préfecture au quartier B-Bis	Archives de la Commune et du MINH DU	Disponibilité financière
Résultats 5	Un parking pour les engins lourds est aménagé au carrefour Vilan	-01 étude de faisabilité -01 parking pour les engins lourds au carrefour Yimo assaini	Archives de la Commune et du MINH DU	Disponibilité financière
Résultats 6	Une auberge municipale est construite	-01 étude de faisabilité -01 Auberge municipale	Archives de la Commune et du MINH DU	Disponibilité financière
Résultats 7	Des hangars sont construits sur l'espace YIMO	-01 étude de faisabilité -02 Hangars sur l'espace YIMO	Archives de la Commune et du MINH DU	Disponibilité financière
Résultats 8	Des boutiques sont construites sur l'espace YIMO	-01 étude de faisabilité -08 Boutiques sur l'espace YIMO	Archives de la Commune et du MINH DU	Disponibilité financière
Résultats 9	La voirie en terre est entretenue et les routes du quartier 4 reprofilées avec fosses exutoires	-Voirie en terre entretenue -Routes du quartier 4 reprofilées avec fosses exutoires	Archives de la Commune et du MINH DU	Disponibilité financière
Résultats 10	01 ponceau et l'axe reliant le quartier B au quartier D sont aménagés	-01 étude de faisabilité -01 ponceau et axe reliant le quartier B au quartier D	Archives de la Commune et du MINH DU	Disponibilité financière
Résultats 11	un jardin public est aménagé à Baré-centre	-01 étude de faisabilité - 01 Jardin public aménagé	Archives de la Commune et du MINH DU	Disponibilité financière
Résultats 12	l'axe quartier A-Lycée de Baré est bitumé	-01 étude de faisabilité -01 Axe bitumé (quartier A-Lycée de Baré)	Archives de la Commune et du MINH DU	Disponibilité financière
Résultats 13	l'axe quartier B-Bis RN 5 est bitumé	-01 étude de faisabilité -01 Axe bitumé (quartier B-Bis -RN 5)	Archives de la Commune et du MINH DU	Disponibilité financière
Résultats 14	l'axe quartier F-Route CACEP est bitumé	-01 étude de faisabilité -01 Axe bitumé (quartier F-Route CACEP)	Archives de la Commune et du MINH DU	Disponibilité financière
Résultats 15	La RN 2-Chefferie Barehock est bitumée	-01 étude de faisabilité -01 Axe bitumé (RN 2-Chefferie Barehock)	Archives de la Commune et du MINH DU	Disponibilité financière
Résultats 16	Route Barehock-Essel aménagée	-01 étude de faisabilité -01 Axe aménagé (Barehock-Essel)	Archives de la Commune et du MINH DU	Disponibilité financière

Résultats 17	Le pont reliant le Lycée de Baré à la communauté est construit	01 pont reliant le Lycée de Baré à la communauté			Archives de la Commune et du MINH DU	ID
Résultats 18	Une Station-service est construite	01 Station-service			Archives de la Commune et du MINH DU	ID
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
Activités 1/R1	Mise sur pied d'un comité de réflexion sur le projet d'élaboration d'un plan d'occupation des sols ou d'un plan sommaire d'urbanisme pour la Commune	X	X	X	100 000	-Personnes ressources -Disponibilité financière
Activités 2/ R1	Mise en place d'un comité de gestion qui doit suivre la réalisation du POS ou du PSU	X	X	X	1 000 000	-Disponibilité financière
Activités 3/ R1	Elaboration du POS ou le PSU après passation des marchés	X	X	X	8 900 000	Disponibilité financière
	Sous-total R1				10 000 000	Disponibilité financière
Activités 1/R2	Elaboration des TDR de l'atelier de sensibilisation et organiser des ateliers de sensibilisation sur l'utilisation des matériaux locaux	X	X	X	400 000	Disponibilité financière
Activités 1/R3	Préparation des modules de formation et dispenser les formations avec des aide-mémoires sur l'utilisation des matériaux locaux	X	X	X	1 000 000	Disponibilité financière
Activités 1/R4	Réalisation de l'étude de faisabilité	X	X	X	5 200 000	Disponibilité financière
Activités 2/R4	Exécution des travaux de bitumage des axes reliant la Sous-préfecture au quartier B-Bis	X	X	X	124 800 000	Disponibilité financière
	Sous-total R4				131 400 000	
Activités 1/R5	Réalisation de l'étude de faisabilité	X	X	X	3 000 000	Disponibilité financière
Activités 2/R5	Exécution des travaux d'assainissement et d'aménagement d'un parking pour les engins lourds au carrefour Yimo	X	X	X	72 000 000	Disponibilité financière
	Sous-total R5				75 000 000	
Activités 1/R6	Réalisation de l'étude de faisabilité	X	X	X	2 400 000	Disponibilité financière

Activités 2/R6	Construction d'une auberge municipale	X	X	X	57 600 000	Disponibilité financière
	Sous-total R6				60 000 000	
Activités 1/R7	Réalisation de l'étude de faisabilité	X	X	X	320 000	Disponibilité financière
Activités 2/R7	Construction des hangars sur l'espace YIMO	X	X	X	7 680 000	Disponibilité financière
	Sous-total R7				8 000 000	
Activités 1/R8	Réalisation de l'étude de faisabilité	X	X	X	600 000	Disponibilité financière
Activités 2/R8	Construction des boutiques sur l'espace YIMO	X	X	X	14 400 000	Disponibilité financière
	Sous-total R8				15 000 000	
Activités 1/R9	Réalisation des études de faisabilité	X	X	X	2 800 000	Disponibilité financière
Activités 2/R9	Entretien de la voirie en terre et du reprofilage des routes du quartier 4 avec fosses exutoires	X	X	X	53 200 000	Disponibilité financière
	Sous-total R9				56 000 000	
Activités 1/R10	Réalisation de l'étude de faisabilité	X	X	X	2 000 000	Disponibilité financière
Activités 2/R10	Aménagement de 01 ponceau et l'axe reliant le quartier B au quartier D	X	X	X	48 000 000	Disponibilité financière
	Sous-total R10				50 000 000	
Activités 1/R11	Réalisation de l'étude de faisabilité	X	X	X	3 600 000	Disponibilité financière
Activités 2/R11	Exécution des travaux d'embellissement de la ville et d'aménagement par extension du jardin public à Baré-centre	X	X	X	68 400 000	Disponibilité financière
	Sous-total R11				72 000 000	
Activités 1/R12	Bitumage de l'axe quartier A-Lycée de Baré sur 2 km après passation des marchés	X	X	X	120 000 000	Disponibilité financière
	Sous-total R12				120 000 000	

Activités 1/R13	Bitumage de l'axe quartier B-Bis -RN 5 sur 1,7 km après passation des marchés	X	X	X	130 000 000	Disponibilité financière
	Sous-total R13				130 000 000	
Activités 1/R14	Bitumage de l'axe quartier F-Route CACEP sur 1,3 km après passation des marchés	X	X	X	100 000 000	Disponibilité financière
	Sous-total R14				100 000 000	
Activités1/R15	Bitumage de la RN 2-Chefferie Barehock sur 1,5 km après passation des marchés	X	X	X	120 000 000	Disponibilité financière
	Sous-total R15				120 000 000	
Activités 1/R16	Aménagement de la route Barehock-Essel sur 4 km après passation des marchés	X	X	X	8 000 000	Disponibilité financière
	Sous-total R16				8 000 000	
Activités 1/R17	Construction du pont reliant le Lycée de Baré à la communauté après passation des marchés	X	X	X	50 000 000	ID
	Sous-total R17				50 000 000	
Activités 1/R18	Construction d'une Station-service à Baré après passation des marchés	X	X	X	42 000 000	Disponibilité financière
	Sous-total R18				42 000 000	
GRAND TOTAL 21	Sous-total R1+ C1/R2+ C1/R3+S-Total R5+ S-Total R6+ S-Total R7+ S-Total R8+ S-Total R9+ S-Total R10+ S-Total R11+ S-Total R12+ S-Total R13+ S-Total R14+ S-Total R15+ S-Total R16+ Sous-total R17+ Sous-total R18				1 082 400 000	

Source : Planification communale

5.2.2-16.Secteur : Domaines, cadastre et affaires foncières

Problème : Faible engouement des populations de la Commune à solliciter un titre foncier

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'obtention du certificat de propriété grâce aux causeries éducatives sur les procédures et l'importance dudit document					
Objectif spécifique	Mettre à la disposition des populations les informations sur les procédures et l'importance du titre foncier dès 2012	30 Extraits des procédures d'obtention des titres fonciers			Archives de la Commune et du MINDAF	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Mauvaise collaboration avec les personnes-ressources du MINDAF
Résultats	Procédures et importance du titre foncier diffusées	Nombre croissant de demande de TF			Archives de la Commune et du MINDAF	-Mauvaise collaboration avec les personnes-ressources du MINDAF
Activités/Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R	Préparation et diffusion des extraits des procédures d'obtention des certificats de propriété foncière et du titre foncier	X	X	X	200 000	Réceptivité des populations
Activités 2/R	Organisation chaque année deux réunions de concertation et causeries éducatives dans chaque groupement sur les procédures et l'importance du certificat de propriété foncière	X	X	X	1 800 000	Volonté de la Commune Disponibilité des ressources financières
GRAND TOTAL 22	C (1/R1+2/R1)				2 000 000	

Source : Planification communale

5.2.2-17.Secteur: Recherche scientifique et innovations

Problème : Accès limité aux avantages liés aux progrès de la recherche scientifique

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Elargir la possibilité d'accès aux avantages liés aux progrès de la recherche scientifique en vulgarisant les résultats de la recherche auprès des populations et en créant des dépôts pour écoulement permanent de semences et matériel animal améliorés			
Objectif spécifique 1	Multiplier les voies d'information sur les résultats du secteur de la recherche scientifique et innovations dès 2014	-Supports d'information	Copie des divers documents d'information dans les archives de la Commune, de la radio communautaire et	-Absence d'une plateforme pluri-acteurs -Faible collaboration des personnes

			du MINRESI			ressources du MINRESI
Objectif spécifique 2	Mettre à la disposition des utilisateurs les variétés et espèces à haut rendement dès 2015	Semences et matériel animal améliorés	Copie des divers documents d'information dans les archives de la Commune, de la radio communautaire et du MINRESI			-Faible collaboration des personnes ressources du MINRESI
Résultats 1	Stratégies d'information conçues et mises en application	-01 répertoire des résultats de la recherche -Tranches d'antenne à la radio communautaire -Dépliants	Copie des divers documents d'information dans les archives de la Commune, de la radio communautaire et du MINRESI			- Faible collaboration avec les personnes ressources du MINRESI et de la radio communautaire
Résultats 2	Variétés et espèces végétales et animales à haut rendement disponibles auprès des producteurs	Semences de base de céréales. de tubercules, de légumineuse Poussins d'un jour de chair et de pondeuses Dépôts pour écoulement de semences et matériel animal améliorés	Copie des divers documents d'information dans les archives de la Commune, de la radio communautaire et du MINRESI			Faible collaboration avec les personnes ressources du MINRESI
Activités/Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Identification des résultats du secteur	X	X	X	200 000	-Collaboration avec le MINRESI
Activités 2/ R1	Préparation des éléments pour les tranches d'antenne radio diffusées et des dépliants	X	X	X	100 000	-Collaboration avec le MINRESI
	Sous-total R1				300 000	
Activités 1/R2	Production des semences de base de céréales (riz et maïs) de tubercules (Pomme de terre et manioc) de légumineuse (Haricot et soja)	X	X	X	10 000 000	-Disponibilité financière
Activités 2/ R2	Production des poussins d'un jour de chair et de pondeuses	X	X	X	30 000 000	-Disponibilité financière
Activités 3/ R2	Mise sur pied des dépôts pour écoulement de semences et matériel animal améliorés	X	X	X	20 000 000	-Disponibilité financière Collaboration avec le MINRESI
	Sous-total R2				60 000 000	
GRAND TOTAL 23	S-Total R1+ S-Total R2				60 300 000	

Source : Planification communale

5.2.2-18.Secteur : Commerce

Problème : Difficultés de développer les activités commerciales dans le territoire de la Commune

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter le développement des activités commerciales à travers la construction des structures marchandes appropriées et une organisation de l'occupation des espaces marchands					
Objectif spécifique 1	Doter les marchés dont ceux de Baré, Melong II et Mbarembeng, de bâtiments et de structures d'assainissement socio-environnementales appropriées dès 2012	-02 hangars au moins par marché -08 boutiques au moins par marché -02magasins au moins par boutique -04 bacs à ordure et 01 réseau d'eau potable par marché			-Copie des divers documents de réorganisation des espaces marchands dans les archives de la Commune	-Choix fantaisiste des prestataires de service Non prise en compte des exigences du POS ou du PSU
Objectif spécifique 2	Réorganiser les espaces marchands dès 2012	Abords des axes routiers mieux attribués au commerce			-Copie des divers documents de réorganisation des espaces marchands dans les archives de la Commune	Faible collaboration des personnes-ressources du MINHDU et du MINCOMMERCE
Résultats 1	Les marchés sont construits	-01 Liste des espaces marchands -01 état des lieux des espaces marchands -01 DAO -Chantiers des marchés (eau potable, bacs à ordure, hangars, boutiques et magasins)			-Copie des divers documents de réorganisation des espaces marchands dans les archives de la Commune	Choix fantaisiste des prestataires de service
Résultats 2	Les espaces marchands sont judicieusement organisés et occupés	-01 Comité de réflexion sur les mesures incitatives -01 Délibération communale			-Copie des divers documents de réorganisation des espaces marchands dans les archives de la Commune	ID
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Identification de tous les marchés de l'espace communal	X	X	X	300 000	-Plateforme pluri-acteurs -Disponibilité des ressources financières
Activités 2/R1	Montage des requêtes de financement	X	X	X	4 550 000	
Activités 3/R1	Montage et lancement du DAO	X	X	X	2 730 000	-Disponibilité des ressources financières
Activités 4/R1	Construction des marchés	X	X	X	83 420 000	-Disponibilité des ressources financières
Sous-total R1					91 000 000	

Activités 1/R2	Recensement et diagnostic de l'ensemble des espaces marchands de l'espace communal	X	X	X	500 000	-Disponibilité des ressources financières
Activités 2/R2	Réorganisation des occupations desdits espaces en dégagant les abords des axes routiers	X	X	X	300 000	-Disponibilité des ressources financières
Sous-total R2					800 000	
GRAND TOTAL 24	S-total R1+S-totalR2				91 800 000	

Source : Planification communale

5.2.2-19.Secteur : Jeunesse et Education Civique

Problème : Difficultés à permettre à la jeunesse de s'épanouir

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la situation de la jeunesse dans la Commune par la création des structures d'encadrement et l'appui aux initiatives des jeunes			
Objectif spécifique 1	Doter la commune de Baré-Bakem d'infrastructures d'encadrement des jeunes	les bâtiments des structures d'encadrement	Archives de la Commune	Volonté de l'Exécutif Municipal
Objectif spécifique 2	Créer des emplois à travers l'appui aux initiatives des jeunes dès 2016	Faible taux de chômage	Archives de la Commune	Volonté de l'Exécutif Municipal
Objectif spécifique 3	Accroître le degré de participation des jeunes dans les processus de prise des décisions dès 2012	Effectif croissant des jeunes au sein des instances de décision de la Commune	Archives de la Commune	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal
Résultat 1	les structures d'encadrement des jeunes sont visibles et fonctionnelles	Effectif des jeunes encadrés	Archives de la Commune	Volonté de l'Exécutif Municipal
Résultats 2	De nombreux jeunes s'auto emploies	-Répertoire des possibilités d'emplois rémunérés -Emplois développés -Jeunes en activité	Archives de la Commune	Volonté de l'Exécutif Municipal
Résultats 3	L'effectif des jeunes au sein des instances de décision de la Commune est amélioré	Effectif croissant des jeunes responsables Effectif croissant des jeunes impliqués dans le processus de prise de décision	Archives de la Commune	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal

Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activité 1/R1	Construction et équipement d'un centre multifonctionnel de promotion des jeunes	X	X	X	100 000 000	Volonté de l'Exécutif et disponibilité financière
Activité 2/R1	Création de 05 centres d'alphabétisation dotée de matériel didactique	X	X	X	10 000 000	Volonté de l'Exécutif et disponibilité financière
Sous-total R1					110 000 000	
Activités 1/ R2	Financement des microprojets des jeunes	X	X	X	30 000 000	Volonté de l'Exécutif et disponibilité financière
Activités 2/ R2	Appui au fonctionnement et à la fédération de nouvelles associations et création d'un conseil communal de la jeunesse	X	X	X	5 000 000	Volonté de l'Exécutif et disponibilité financière
Activités 3/ R2	Organisation des activités de vacance	X	X	X	2 000 000	Volonté de l'Exécutif et disponibilité financière
Sous-total R2					37 000 000	
Activité 1/R3	Développement des stratégies pour amener les jeunes à être responsables	X	X	X	1 000 000	Volonté de l'Exécutif et disponibilité financière
Activité 2/R3	Implication des jeunes dans le processus de prise de décision	X	X	X	500 000	Volonté de l'Exécutif et disponibilité financière
Sous-total R3					1 500 000	
GRAND TOTAL X	S-Total R1+ S-Total R2++ S-Total R3				148 500 000	

Source : Planification communale

5.2.2-20.Secteur : Sport et éducation physique

Problème : Difficultés d'organisation des activités sportives et de loisirs sains

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter la pratique des activités sportives et de loisirs par l'accroissement des infrastructures sportives			
Objectif spécifique	Accroître les infrastructures sportives dès 2016	-01 Stade de football de dimensions olympiques -01 complexe sportif	Observations visuelles	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal - Choix fantaisiste des

					prestataires de service	
Résultats	Le nombre d’infrastructures sportives est accru	-01 liste des infrastructures -Requêtes de financement -DAO -Comités de suivi des travaux	Copie des divers documents dans les archives de la Commune, de la DDSPORT		-Choix fantaisiste des prestataires de service	
Activités/ Résultats	Logique d’intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activité 1/R	Identification des espaces qui porteront les infrastructures à construire (01 stade de football, 01 complexe sportif)	x	x	x	100 000	Disponibilité des ressources financières
Activité 2/R	Montage de la requête de financement des projets de construction des infrastructures identifiées	x	x	x	4 000 000	Disponibilité des ressources financières
Activités 3/ R	Réalisation des travaux de construction des infrastructures sportives	x	x	x	75 900 000	Disponibilité des ressources financières
GRAND TOTAL 26				80 000 000		

Source : Planification communale

5.2.2-21.PM.E ; économie sociale et artisanat

Problème : Difficultés à obtenir des produits de transformation de bonne qualité

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la transformation artisanale des produits de base à travers l'organisation des artisans en vue de l'utilisation des équipements de transformation plus performants			
Objectif spécifique 1	Organiser les artisans et les corps de métiers présents dès 2013	01 répertoire des structures formelles des différents corps de métiers	Archives de la Commune et PM.E ; entreprises économie sociale et artisanat	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Absence d'une plateforme multi acteurs
Objectif spécifique 2	Mettre sur pied des unités communales performantes de transformation des produits de base dès 2014	04 Pressoirs	Archives de la Commune et PM.E ; entreprises économie sociale et artisanat	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Incapacité des prestataires à rendre service

Objectif spécifique 3	Renforcer les capacités des membres des organisations de l'économie sociale dès 2013	-01 Aide-mémoire contenant les fiches techniques de conception des projets et de leur gestion	Archives de la Commune et PM.E ; entreprises économie sociale et artisanat	-Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINTP et du MINPMEESA
Objectif spécifique 4	Mettre des crédits d'investissement à la portée des membres des organisations de l'économie sociale dès 2013	Fonds d'appui dans le cadre du BIP	Archives de la Commune et PM.E ; entreprises économie sociale et artisanat	-Lenteur administrative - Détournement des objectifs des appuis
Objectif spécifique 5	Organiser au moins une fois par an une foire des produits de l'artisanat dès 2014	01 foire des produits de l'artisanat chaque année	Archives de la Commune et PM.E ; entreprises économie sociale et artisanat	-Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINPMEESA et des PME
Objectif spécifique 6	Créer au sein de la Commune un bureau qui s'occupe du recensement des artisans et des organisations de l'économie sociale dès 2013	01 bureau communal de recensement des artisans et des organisations de l'économie sociale	Archives de la Commune et PM.E ; entreprises économie sociale et artisanat	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal
Objectif spécifique 7	Créer et équiper une vitrine artisanale dès 2014	01 Vitrine artisanale	Archives de la Commune et PM.E ; entreprises économie sociale et artisanat	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Mauvaise collaboration des personnes ressources du MINPMEESA et des PME
Résultats 1	Les artisans et les corps de métiers sont regroupés et organisés	-01 liste des artisans et divers corps de métiers formellement regroupés en filière	Archives de la Commune et PM.E ; entreprises économie sociale et artisanat	Engagement des artisans
Résultats 2	Des pressoirs à huile performants sont installés	-01 liste des producteurs d'huile de palme -01 requête de financement -01 DAO -01 Comité d'achat et de gestion -04 pressoirs	Archives de la Commune et PM.E ; entreprises économie sociale et artisanat	Disponibilité des ressources financières
Résultat 3	Les membres de ces organisations ont leur capacité renforcée et maîtrisent les techniques de conception des projets et de leur gestion	-Sessions de formation -01 aide-mémoire contenant les fiches techniques de conception des projets et de leur gestion	-Rapports des ateliers de formation -Aide-mémoire	Volonté de la commune et des membres
Résultat 4	Les crédits d'investissement sont disponibles pour les membres des organisations de l'économie sociale	Appuis dans le cadre du BIP	Archives de la Commune et PM.E ; entreprises économie sociale et artisanat	Disponibilité des ressources financières
Résultat 5	Une foire des produits de l'artisanat est organisée au moins une fois par an	01 foire des produits de l'artisanat chaque année	-In situ -Archives de la Commune et PM.E ; entreprises économie	Disponibilité des ressources financières

			sociale et artisanat			
Résultat 6	un bureau qui s'occupe du recensement des sociale artisans et des organisations de l'économie est crée au sein de la Commune	01 bureau communal de recensement des artisans et des organisations de l'économie sociale	-In situ -Archives de la Commune et PM.E ; entreprises économie sociale et artisanat			Volonté de la commune
Résultat 7	Une vitrine artisanale est crée	01 Vitrine artisanale	-Archives de la Commune et PM.E ; entreprises économie sociale et artisanat			Disponibilité des ressources financières
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Recensement de tous les artisans et divers corps de métiers et facilitation de leur organisation formelle en filière	X	X	X	0	Coopération des différentes parties prenantes
Activités 1/R2	Identification des producteurs d'huile de palme	X	X	X	200000	Disponibilité financière
Activités 2/R2	Montage de la requête de financement du projet de construction de quatre pressoirs	X	X	X	1000000	Disponibilité financière
Activités 3/R2	Montage et lancement du DAO	X	X	X	500 000	Disponibilité financière
Activités 4/R2	Mise en place d'un comité d'achat et de gestion des pressoirs	X	X	X	1000000	Disponibilité financière
Activités 5/R2	Installation des pressoirs	X	X	X	7 300 000	Disponibilité financière
	Sous-total R2				9 550 000	
Activités 1/R3	Identification des besoins en formation et renforcement des capacités des membres des organisations aux techniques de conception des projets et de leur gestion	X	X	X	5 000 000	Disponibilité financière
Activités 1/R4	Octroi des crédits dans le cadre du BIP aux membres des organisations	X	X	X	10 000 000	Disponibilité financière
Activités 1/R5	Organisation d'une foire exposition vente des produits artisanaux une fois par an	X	X	X	1 000 000	Disponibilité financière
Activités 1/R6	Création au sein de la mairie d'un bureau qui s'occupe du recensement des artisans	X	X	X	3 000 000	Disponibilité financière
Activités 1/R7	Création et équipement d'une vitrine artisanale	X	X	X	30 000 000	Disponibilité financière
GRAND TOTAL 27	C1/ R1+Sous-total R2+ C1/R3+ C1/R4+ C1/R5+ C1/R6+ C1/R7				58 000 000	

Source : Planification communale

5.2.2-22.Secteur : Industrie mines et développement technologique

Problème : Difficultés à développer les activités minières dans la Commune

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter le développement des activités minières dans la commune de Baré Bakem					
Objectif spécifique 1	Structurer l'exploitation des carrières existantes dès 2015	01 Comité de gestion des carrières			Archive de la commune	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Absence d'intérêt des exploitants des carrières
Objectif spécifique 2	Valoriser le potentiel des carrières inexploitées dès 2015	Nouvelles carrières exploitées			Archive de la commune	-Absence d'intérêt des exploitants des carrières
Résultats 1	l'exploitation des carrières existantes est structurée	01 organisation formelle d'exploitation des carrières			Archive de la commune	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Absence d'intérêt des exploitants des carrières
Résultats R2	De nouvelles carrières sont exploitées	Nombre en hausse de carrières nouvellement exploitées			Archive de la commune	-Volonté de la Commune -Engagement des exploitants des carrières
Activités/Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Etablissement d'un répertoire des carrières existantes	X	X	X	100 000	Volonté de la Commune
Activités 2/R1	Organisation des équipes d'exploitants de carrières	X	X	X	200 000	Volonté de la Commune
Activités 3/R1	Acquisition du matériel pour les équipes structurées	X	X	X	10 000 000	Disponibilité financière
	Sous-total R1				10 300 000	
Activités 1/R2	Etablissement d'un répertoire des carrières inexploitées	X	X	X	100 000	Disponibilité financière
Activités 2/R2	Montage des projets d'exploitation et valoriser les carrières	X	X	X	11 000 000	Disponibilité financière
	Sous-total R2				11 100 000	
GRAND TOTAL 28	Sous-total R1 + Sous-total R2				21 400 000	

5.2.2-23.Secteur : Transports

Problème : Difficulté à contenir les lacunes du système des transports publics

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Maîtriser le système de transport public en aménageant une gare routière appropriée dans la ville de Baré					
Objectif spécifique	Construire une gare routière appropriée dans la ville de Baré dès 2012	-01 plan de construction -01 gare routière			Archives de la Commune, du MINDAF et du MINH DU	Choix fantaisiste des prestataires de service
Résultat	Une gare routière appropriée est construite dans la ville de Baré	01 gare routière			In situ	-Incapacité des prestataires à rendre service
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R	Identification et sécurisation par un TF de l'espace de construction de la gare routière	X	X	X	1 000 000	-Synergie avec le secteur des Travaux publics -Prise en compte des prescriptions du POS ou PSU
Activités 2/ R	Construction de la gare routière après passation des marchés	X	X	X	55 000 000	Disponibilité financière
GRAND TOTAL 29	C (1/R1+2/R1+3/R1+4/R1+5/R1)				56 000 000	

Source : Planification communale

5.2.2-24.Secteur : Poste et télécommunication

Problème : Difficulté à bénéficier des services de PTT

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer les services de télécommunication à travers l'équipement du télé-centre communautaire			
Objectif spécifique	Equiper le télé-centre communautaire d'ordinateurs, téléphone international, appareil d'émission et réception de fax écran géant, groupe électrogène et imprimantes dès 2012	-10 ordinateurs, 2 imprimantes -1 téléphone international -1 appareil d'émission et réception de fax -1 écran géant -1 groupe électrogène	Archives de la Commune et du télé-centre communautaire	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal

Résultats	Le télé-centre communautaire est équipé et fonctionnel	-01 DAO -10 ordinateurs, 1 écran géant -1 téléphone international -1 appareil d'émission et réception de fax -1 groupe électrogène, 2 imprimantes			De visu au télé-centre	-Incapacité des prestataires à rendre service
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R	Identification des besoins en équipements du télé-centre	X	X	X	50 000	-Plate-forme pluri-acteurs -Disponibilité financière
Activités 2/ R	Mise sur pied d'un comité chargé de la réception et de la gestion des équipements acquis	X	X	X	8 000 000	-Disponibilité financière
Activités 3/ R	Acquisition des équipements nécessaires pour le télé-centre communautaire après passation des marchés	X	X	X	71 950 000	-Disponibilité financière
GRAND TOTAL 30	C (1/R+2/R+3/R)				80 000 000	

Source : Planification communale

5.2.2-25.Secteur : Communication

Problème : Faible performance de la radio communautaire locale « la voix de la diversité »

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à la communication par la radio communautaire en améliorant son équipement et recyclant son personnel en vue de réduire le coût de diffusion des communiqués			
Objectif spécifique1	Equiper la radio communautaire du matériel performant de production dès 2013	-Console numérique, platine, -Ordinateurs -Matériel de bureau -Téléviseur -Connexion internet -Réfection de la peinture -Recyclage du personnel à la gestion d'une radio	Archives de la Commune et de la radio communautaire	-Absence d'une Plate-forme pluri-acteurs -Absence de collaboration avec les personnes ressources de la radio communautaire
Objectif spécifique 2	Recycler le personnel à la gestion d'une radio communautaire	Personnel recyclé	Archives de la Commune et de la radio communautaire	-Absence d'une Plate-forme pluri-acteurs

Résultats 1	La radio communautaire est équipée et performante	-DAO -Equipements suivants : -Console numérique, platine, -Ordinateurs -Matériel de bureau -Téléviseur -Connexion internet -Réfection de la peinture -Recyclage du personnel à la gestion d'une radio communautaire			De visu à la radio	-Incapacité des prestataires à rendre service
Résultats 2	Le personnel est recyclé et efficace	-01 liste des besoins en formation -01 liste du personnel à recycler -Ateliers de renforcement de capacité				-Incapacité des prestataires à rendre service
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Identification des besoins en équipements	X	X	X	50 000	Plate-forme pluri-acteurs
Activités 2/ R1	Montage de la requête de financement	X	X	X	1 500 000	
Activités 3/ R1	Lancement du DAO	X	X	X	750 000	Disponibilité financière
Activités 4/ R1	Mise sur pied d'un comité chargé de la réception et de la gestion des équipements acquis	X	X	X	1 500 000	Disponibilité financière
Activités 5/ R1	Acquisition des équipements nécessaires pour la radio communautaire	X	X	X	11 200 000	Disponibilité financière
	Sous-total R1				15 000 000	
Activités 1/R2	Identification des besoins en formation	X	X	X	50 000	Disponibilité financière
Activités 2/ R2	Identification du personnel à recycler	X	X	X	-	
Activités 3/ R2	Octroi des financements pour les ateliers de renforcement de capacité	X	X	X	2 000 000	Disponibilité financière
	Sous-total R2	X	X	X	2 050 000	
GRAND TOTAL 31	S-total R1 + S-total R2	X	X	X	17 050 000	

Source : Planification communale

5.2.2-26.Secteur : Administration territoriale et décentralisation

Problème : Difficultés d'accès à certains services publics dans la ville de Baré et d'établir des actes d'Etat-Civil dans la zone rurale

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à certains services publics par la création des autres SDE dans l'espace urbain et la création des centres locaux d'état-civil dans la zone rurale			
Objectif spécifique 1	Solliciter la création d'autres Services Déconcentrés de l'Etat dès 2012	Demandes de création de nouveaux SDE	Archives des services concernés et de la Mairie	-Lenteur administrative
Objectif spécifique 2	Equiper les SDE existants dès 2013	SDE existants équipés	Archives des services concernés et de la Mairie	-Lenteur administrative - Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Objectif spécifique 3	Solliciter la création des centres locaux d'état-civil dès 2012	Nombre croissant des centres locaux d'état-civil	Archives de la Préfecture et de la Mairie	-Lenteur administrative
Objectif spécifique 4	Créer et construire des structures communales d'accommodation pour les Agents publics dès 2015	Structures communales d'accommodation	Archives de la Préfecture et de la Mairie	- Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Objectif spécifique 5	Créer et construire un commissariat de sécurité publique dès 2013	01 commissariat de sécurité publique	Archives de la Préfecture et de la Mairie	-Lenteur administrative - Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Résultats 1	D'autres SDE sont créés	-Copies des demandes écrites -Locaux	Archives des services concernés et de la Mairie	- Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Résultats 2	Les SDE existants sont équipés	- Requêtes -01 DAO -Equipements des SDE	Archives des services concernés et de la Mairie	-Incapacité des prestataires à rendre service
Résultats 3	De nouveaux centres locaux d'état-civil sont créés	-Copies des demandes écrites -Locaux	Archives des services concernés et de la Mairie	-Lenteur administrative
Résultats 4	Des structures communales d'accommodation pour les Agents publics sont créées et construites	-Surfaces sécurisées pour la construction des structures communales d'accommodation pour les Agents publics -Acte de création et structures communales d'accommodation pour les Agents publics	Archives de la Mairie	- Choix fantaisiste des prestataires et mauvaise exécution des travaux
Résultats 5	Un commissariat de sécurité publique est créé et construit	-01 surface sécurisée pour la construction d'un commissariat de sécurité publique -01 acte de création et commissariat de sécurité publique	Archives de la Mairie	-Incapacité des prestataires à rendre service

Activités/Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Identification des locaux ou des surfaces sécurisées pour abriter les SDE	X	X	X	200 000	Volonté politique
Activités 2/R1	Création et construction des SDE pour les Ministères concernés	X	X	X	49 800 000	Volonté politique
	Sous-total R1	X	X	X	50 000 000	
Activités 1/R2	Réalisation d'un diagnostic des SDE existants				200 000	Disponibilité financière
Activités 2/R2	Montage de la requête de financement dudit projet	X	X	X	5 000 000	Disponibilité financière
Activités 3/R2	Montage et lancement du DAO	X	X	X	3 000 000	Disponibilité financière
Activités 4/R2	Acquisition des équipements	X	X	X	91 800 000	Disponibilité financière
	Sous-total R2				100 000 000	
Activités 1/R3	Identification des infrastructures devant abriter les centres d'Etat-Civil	X	X	X	200 000	Disponibilité financière
Activités 2/R3	Rédaction et transmission d'une demande au MINATD	X	X	X	10 000	Disponibilité financière
	Sous-total R3				210 000	
Activités 1/R4	Identification des surfaces sécurisées pour la construction des structures communales d'accommodation pour les Agents publics	X	X	X	200 000	Disponibilité financière
Activités 2/R4	Création et construction desdites structures communales d'accommodation pour les Agents publics	X	X	X	199 800 000	Disponibilité financière
	Sous-total R4				200 000 000	
Activités 1/R5	Identification des surfaces sécurisées pour la construction d'un commissariat de sécurité publique	X	X	X	200 000	Disponibilité financière
Activités 2/R5	Création et construction d'un commissariat de sécurité publique	X	X	X	49 800 000	Disponibilité financière
	Sous-total R5				50 000 000	
GRAND TOTAL 32	S-total R1+ S-total R2 + S-total R3+ Sous-total R4+ Sous-total R5				400 210 000	

Source : Planification communale

5.2.2-27.Secteur : Enseignement supérieur

Problème : Difficulté d'insertion des jeunes Diplômés du supérieur dans la vie active (RAS)

5.2.2-28.Secteur : Travail et sécurité sociale

Problème : Difficulté à assurer la sécurité sociale aux travailleurs ruraux et des secteurs privés

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation		
Objectif global	Faciliter l'accès des travailleurs ruraux à la sécurité sociale et à la pension retraite					
Objectif spécifique	Aider les travailleurs ruraux à s'affilier à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale dès 2015	-01 demande d'affiliation à la CNPS -01 plaidoyer -Nombre de travailleurs ruraux affiliés à la CNPS	-Copie des divers documents de plaidoyer en faveur de l'affiliation des travailleurs libéraux à la CNPS dans les archives de la Commune, du MINTSS	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Mauvaise collaboration des personnes ressources de la CNPS		
Résultats	Les travailleurs ruraux sont affiliés à la CNPS	-01 Comité de réflexion -01 liste des différentes catégories de travailleurs	-Copie des divers documents de plaidoyer en faveur de l'affiliation des travailleurs libéraux à la CNPS dans les archives de la Commune, du MINTSS	-Mauvaise collaboration des personnes ressources de la CNPS		
Activités/Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R	Mise en place d'un comité de réflexion sur le plaidoyer en faveur des travailleurs ruraux	x	x	x	200 000	Plateforme pluri-acteurs
Activités 2/ R	Recensement des catégories de travailleurs ruraux et leurs spécificités	x	x	x	100 000	Volonté politique
Activités 3/ R	Montage des éléments du plaidoyer	x	x	x	50 000	Volonté politique
GRAND TOTAL 33	C (1/R1+2/R1+3/R1)			350 000		

Source : Planification communale

5.2.3- Cadre logique relatif aux personnes vulnérables

Problème : Difficulté à prendre en compte les problèmes des populations vulnérables

Désignation	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter la prise en compte des problèmes des populations vulnérables			
Objectif spécifique 1	Faire un plaidoyer pour la création d'un centre social à Baré dès 2012	01 acte de création d'un centre social à Baré	-Archives de la Mairie de Baré -Archives de la DDAS/Moungo	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Faible collaboration des personnes ressources de la DDAS/Moungo
Objectif spécifique 2	Faciliter le regroupement des personnes vulnérables en association/GIC/ONG/OSP dès 2012	GIC/ONG/OSP pour personnes vulnérables	-Archives de la Mairie de Baré -Archives de la DDAS/Moungo -Archives du Registre des coopératives	Faible collaboration des personnes ressources de la DDAS/Moungo
Objectif spécifique 3	Renforcer les capacités des personnes vulnérables sur le montage des projets aux activités génératrices de revenus dès 2012	-Ateliers de renforcement des capacités -aide-mémoire contenant les canevas de projets aux AGR	Archives de la DDAS/Moungo	Faible collaboration des personnes ressources de la DDAS/Moungo
Objectif spécifique 4	Accorder des appuis aux personnes vulnérables de la commune de Baré dès 2015	01 demande d'appuis dans le cadre du BIP	-Archives de la Mairie de Baré -Archives de la DDAS/Moungo	-Détournement des objectifs des appuis -Faible collaboration des personnes ressources de la DDAS/Moungo
Résultats 1	Plaidoyer réalisé en vue d'obtenir la création d'un centre social à Baré	-01Comité de réflexion sur le plaidoyer -01 liste des personnes vulnérables et leurs spécificités -01 dossier relatif aux éléments du plaidoyer -01 acte de création d'un centre social	-Archives de la DDAS/Moungo	- Mauvaise volonté de l'Exécutif communal -Faible collaboration des personnes ressources de la DDAS/Moungo
Résultats 2	Les associations des personnes vulnérables sont créées et légalisées	-Séminaires ou ateliers sur le regroupement des personnes vulnérables -Associations des personnes vulnérables /GIC/ONG/OSP	-Archives de la DDAS/Moungo	Faible collaboration des personnes ressources de la DDAS/Moungo
Résultats 3	Les personnes vulnérables sont aptes à monter des projets aux activités génératrices de revenus	-Ateliers de renforcement des capacités -aide-mémoire contenant les canevas de projets aux activités génératrices de revenus -Projets aux activités génératrices de revenus au profit des personnes	-Archives de la DDAS/Moungo	Faible collaboration des personnes ressources de la DDAS/Moungo

		vulnérables				
Résultats 4	Des appuis sont accordés aux personnes vulnérables	01 demande d'appuis dans le cadre du BIP			-Archives de la Mairie -Archives de la DDAS/Moungo	Détournement des objectifs des appuis
Activités/ Résultats	Logique d'intervention	Moyens			Coût (C)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
Activités 1/R1	Mise en place un comité de réflexion sur le plaidoyer en faveur des personnes vulnérables	X	X	X	0	Disponibilité financière
Activités 2/ R1	Recensement des personnes vulnérables et leurs spécificités	X	X	X	50 000	Disponibilité financière
Activités 3/ R1	Montage des éléments du plaidoyer et solliciter l'acte de création d'un centre social	X	X	X	150 000	Disponibilité financière
Activités 4/ R1	Choix et viabilisation d'un site de construction du Centre social	X	X	X	1 000 000	Disponibilité financière
Activités 5/ R1	Sollicitation et aménagement d'un bâtiment communal pour abriter le centre social	X	X	X	1 000 000	Disponibilité financière
Sous-total R1					2 200 000	
Activités 1/R2	Organisation des séminaires ou ateliers sur le regroupement des personnes vulnérables en association/GIC/ONG/OSP	X	X	X	200 000	Disponibilité financière
Activités 2/ R2	Accompagnement des personnes vulnérables dans le regroupement en association/GIC/ONG/OSP	X	X	X	800 000	Disponibilité financière
Sous-total R2					1 000 000	
Activités 1/R3	Organisation au niveau de la Mairie de deux séminaires ou ateliers sur le montage des projets aux activités génératrices de revenus	X	X	X	200 000	Disponibilité financière
Activités 2/ R3	Accompagnement des personnes vulnérables dans le montage des projets aux activités génératrices de revenus	X	X	X	800 000	Disponibilité financière
Sous-total R3					2 000 000	
Activités 1/R4	Recherche des d'appui pour les personnes vulnérables dans le cadre du BIP	X	X	X	0	Disponibilité financière
Activités 2/ R4	Octroi des appuis à 20 personnes vulnérables chaque année	X	X	X	2 000 000	Disponibilité financière
Sous-total R4					2 000 000	
GRAND TOTAL 34	Sous-total R1+ Sous-total R2+Sous-total R3+Sous-total R4				5 400 000	

Source : Planification communale

5.3. Coût estimatif du PCD

5.3.1 Récapitulatif des coûts estimatifs du PCD

A- INSTITUTION COMMUNALE

DESIGNATION	COÛT DES INVESTISSEMENTS	COÛT DES ATELIERS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION	COÛT TOTAL
ASPECT DES RESSOURCES HUMAINES	0	700 000	700 000
ASPECT DES RESSOURCES FINANCIERES	0	3 400 000	3 400 000
ASPECT DU PATRIMOINE COMMUNAL	16 725 000	0	16 725 000
ASPECT DE L'ORGANISATION COMMUNALE	70 900 000	13 385 000	84 285 000
ASPECT DES RELATIONS	0	22 000 000	22 000 000
TOTAL	87 625 000	39 485 000	127 110 000

Source : Planification communale

B- ESPACE COMMUNAL PAR SECTEUR

N°	SECTEURS	COÛT DES INVESTISSEMENTS	COÛT DES ATELIERS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION	COÛT TOTAL
1	Agriculture	458 600 000	1 000 000	459 600 000
2	Elevage, Pêches et industries animales	198 650 000	1 600 000	200 250 000
3	Santé publique	66 230 000	180 000	66 410 000
4	Travaux publics	2 208 050 000	-	2 208 050 000
5	Education de base	743 045 000	-	743 045 000
6	Culture	63 000 000	2 300 000	65 300 000
7	Promotion de la femme et de la famille	120 000 000	14 500 000	134 500 000
8	affaires sociales	42 000 000	8 000 000	50 000 000
9	eau et énergie			-
9.1	Eau	1 185 002 000	-	1 185 002 000
9.2	Energie	385 020 000	20 000	385 040 000
10	Enseignement secondaire	253 010 000	10 000	253 020 000
11	Emploi et formation professionnelle	270 200 000	-	270 200 000
12	Tourisme	80 000 000	-	80 000 000
13	Forêt et Faune	77 550 000	1 050 000	78 600 000
14	Environnement et	153 500 000	1 000 000	154 500 000

	protection de la nature			
15	Développement urbain et habitat	1 081 000 000	1 400 000	1 082 400 000
16	Domaines et affaires foncières	-	2 000 000	2 000 000
17	Recherche scientifique et innovations	60 300 000	300 000	60 600 000
18	Commerce	91 000 000	800 000	91 800 000
19	Jeunesse	145 000 000	3 500 000	148 500 000
20	Sport et Education Physique	80 000 000	0	80 000 000
21	PM.E ; entreprises économie sociale et artisanat	40 000 000	19000000	59 000 000
22	Industrie mines et développement technologique	21 400 000	0	21 400 000
23	Transport	56 000 000	0	56 000 000
24	Poste et télécommunication	80 000 000	0	80 000 000
25	Communication	17 050 000	2 050 000	19 100 000
26	Administration territoriale décentralisation et maintien de l'ordre	400 000 000	210 000	400 210 000
27	Travail et sécurité sociale	350 000	350 000	700 000
28	Enseignement supérieur	-	-	-
TOTAL		8 375 957 000	59 270 000	8 435 227 000

Source : Planification communale

C- PERSONNES VULNERABLES

COÛT DES INVESTISSEMENTS	COÛT DES ATELIERS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION	COÛT TOTAL
4 000 000	2 200 000	6 200 000

Source : Planification communale

5.3.2 Coût total du PCD de Baré

DENOMINATION	COÛT TOTAL
INSTITUTION COMMUNALE	132 110 000
ESPACE COMMUNAL PAR SECTEUR	8 435 227 000
PERSONNES VULNERABLES	6 200 000
TOTAL PCD	8 573 537 000

Source : Planification communale

5.3.3 Détail des coûts estimatifs des investissements du PCD

A- INVESTISSEMENTS DE L'INSTITUTION COMMUNALE

Opération	Montant
Aménagement des locaux de la Recette Municipale	3 500 000
Etablissement du répertoire de tout le patrimoine communal	300 000
Réorganisation de la bibliothèque municipale de Baré	500 000
Construction /Réfection de l'abattoir municipal	6 225 000
Construction d'un hangar équipé de 04 bacs à ordures et d'un réseau d'eau potable dans le marché	7 000 000
Réparation de la Benn communale	5 000 000
Acquisition d'un véhicule de fonction pour M. le Maire	10 000 000
Acquisition d'une moto sport de service pour la Mairie	900 000
Acquisition d'un engin du génie-civil et Planification des activités d'ouverture et d'entretien des voies de collecte des produits agricoles	60 000 000
TOTAL	93 425 000

Source : Planification communale

B- INVESTISSEMENTS PAR SECTEUR DE L'ESPACE COMMUNAL

Secteur	Opération	Montant
Agriculture	Projets de mise en œuvre de bonnes pratiques culturelles sur le territoire de la Commune	10 600 000
	Construction des cases communautaires et Postes Agricoles et les équiper	84 000 000
	Octroi des appuis aux jeunes agriculteurs	314 000 000
	Etablissement de 40 Ha de palmeraie	50 000 000
TOTAL 1		458 600 000
Elevage, Pêches et industries animales	Réalisation des projets de vente et d'achats groupés des intrants	8 500 000
	Construction et équipement de la DAEPIA à Baré	30 000 000
	Construction et équipement de 02 CZCSV (Bayon et Nkonja-koniama)	60 150 000
	Octroi des appuis aux organisations d'éleveurs de la coopérative pastorale et halieutique	100 000 000
TOTAL 2		198 650 000
Santé publique	Acquisition d'une boîte à chirurgie, d'un microscope et d'un groupe électrogène pour le CMA	2 000 000
	Demande d'affectation du personnel et prise en charge des 3 autres personnes de santé	1 530 000
	Construction de la barrière et de la morgue municipale	50 700 000
	Acquisition des équipements de laboratoire et de chirurgie pour les CSI existants en zone rurale	12 000 000

TOTAL 3		66 230 000
Travaux publics	Reprofilage des routes	1 107 050 000
	Réalisation des travaux d'ouverture des pistes de collecte dont celle reliant Mouko à Ekom-Nkam	1 050 000 000
	Construction d'un pont	51 000 000
TOTAL 4		2 208 050 000
Education de base	Réalisation dans les écoles nécessiteuses : 01 point d'eau, 6 latrines et 2 Salles de classe	648 000 000
	Acquisition pour chaque école nécessiteuse : 40 tables-bancs, 5 Tablettes et 40 chaises	4 725 000
	Construction des écoles maternelles	80 320 000
	Construction de l'école primaire de Baréko	10 000 000
TOTAL 5		743 045 000
Culture	Construction des foyers culturels	63 000 000
TOTAL 6		63 000 000
Promotion de la Femme	Construction et équipement d'une délégation d'arrondissement à Baré.	30 000 000
	Construction et équipement d'un centre de promotion de la femme à Baré	90 000 000
TOTAL 7		120 000 000
Affaires sociales	Création et construction d'un SDE des affaires sociales (Service d'Arrondissement des Affaires Sociales)	30 000 000
TOTAL 8		30 000 000
Eau et énergie /Eau	Installation des bornes fontaines dans les écoles primaires publiques	55 000 000
	Réhabilitation des réseaux d'eau défectueux	200 000 000
	Construction des points d'eau dans la zone rurale	704 000 000
	Aménagement des sources	115 500 000
	Extension de l'eau à Ebouh	85 502 000
	Extension de l'eau dans les villages Mbarembeng, Mandjibo et Bakem	25 000 000
TOTAL 9.1		1 185 002 000
Eau et énergie /Energie électrique	Installation des lampadaires	25 000 000
	Extension du réseau électrique	160 000 000
	Construction des sources naturelles de production de l'énergie électrique	200 000 000
TOTAL 9.2		385 000 000
Enseignement secondaire	Construction pour l'enseignement secondaire du territoire de la Commune: 10 salles de classes dont 02 en urgence pour le CES de Bakem, 2 bâtiments administratifs 2 points d'eau, 2 aires de jeux 7 latrines 2 Clôtures et électrification de 20 salles de classes	115 000 000
	Acquisition et ventilation de 600 tables-bancs	108 000 000
	Construction des salles de classe et la salle d'atelier au CETIC de Baré	30 000 000

TOTAL 10		253 000 000
Emploi et formation professionnelle	Viabilisation des bas-fonds marécageux	30 000 000
	Création et construction des CFP	240 200 000
TOTAL 11		270 200 000
Tourisme	Valorisation des sites touristiques	30 000 000
	Création et construction d'un office du tourisme	50 000 000
TOTAL 12		80 000 000
Forêt et Faune	Aménagement des voies d'accès dans les sites forestiers	20 000 000
	Création d'un jardin botanique/Zoologique	50 000 000
	Réalisation des reboisements	500 000
	Acquisition des équipements pour les bureaux des chefs de poste	6 000 000
TOTAL 13		76 500 000
Environnement, protection de la nature et développement durable	Création et construction des services d'entretien, de collecte et de traitement des déchets	2 500 000
	Création des espaces de reboisement anthropique	150 000 000
TOTAL 14		152 500 000
habitat et Développement urbain	Elaboration du POS ou du PSU	10 000 000
	Bitumage des axes reliant la Sous-préfecture au quartier B-Bis	150 000 000
	Assainissement et aménagement d'un parking pour les engins lourds au carrefour Vilan	75 000 000
	Construction d'un hôtel municipal	60 000 000
	Construction des hangars sur l'espace YIMO	8 000 000
	Construction des boutiques sur l'espace YIMO	30 000 000
	Reprofilage des routes du quartier 4 avec fosses exutoires	56 000 000
	Aménagement de 01 ponceau et l'axe reliant le quartier B au quartier D	50 000 000
	Aménagement par extension du jardin public à Baré-centre	72 000 000
	Bitumage de l'axe quartier A-Lycée de Baré	120 000 000
	Bitumage de l'axe quartier B-Bis -RN 5	130 000 000
	Bitumage de l'axe quartier F-Route CACEP	100 000 000
	Bitumage de la RN 2-Chefferie Barehock	120 000 000
	Aménagement de la route Barehock-Essel	8 000 000
	Construction du pont reliant le Lycée de Baré à la communauté	50 000 000
	Construction d'une Station-service	42 000 000
TOTAL 15		1 081 000 000
Recherche scientifique	Production des semences de base de céréales (riz et maïs) de tubercules (Pomme de terre et manioc) de légumineuse (Haricot et soja)	10 000 000
	Production des poussins d'un jour pour chair et pour pondeuses	30 000 000
	Mise sur pied des dépôts pour écoulement de semences et matériel animal améliorés	20 000 000
TOTAL 16		60 000 000
Commerce	Construction des marchés	91 000 000

TOTAL 17		91 000 000
Sport	Construction des infrastructures sportives (01 stade de football, 01 complexe sportif)	80 000 000
TOTAL 18		80 000 000
jeunesse et éducation civique	Construction et équipement d'un centre multifonctionnel de promotion des jeunes	100 000 000
	Création de 05 centres d'alphabétisation dotée de matériel didactique	10 000 000
	Financement des microprojets des jeunes	30 000 000
	Appui au fonctionnement et à la fédération de nouvelles associations et création d'un conseil communal de la jeunesse	5 000 000
TOTAL 19		145 000 000
PME	Installation des presses	10 000 000
	Création et équipement d'une vitrine artisanale	30 000 000
TOTAL 20		40 000 000
Industrie	Acquisition du matériel pour les équipes structurées dans l'exploitation des carrières	10 300 000
	Exploitation et valorisation des carrières	11 100 000
TOTAL 21		21 400 000
Transports	Construction de la gare routière	56 000 000
TOTAL 22		56 000 000
Poste et télécommunication	Acquisition des équipements nécessaires pour le télé-centre communautaire	80 000 000
TOTAL 23		80 000 000
Communication	Acquisition des équipements nécessaires pour la radio communautaire	15 000 000
TOTAL 24		15 000 000
Administration territoriale	Création et construction des SDE pour les Ministères concernés	50 000 000
	Acquisition des équipements pour les SDE existants	100 000 000
	Création et construction des structures communales d'accommodation pour les Agents publics	200 000 000
	Création et construction d'un commissariat de sécurité publique	50 000 000
TOTAL 25		400 000 000

Source : Planification communale

C- INVESTISSEMENTS POUR LES PERSONNES VULNERABLES

Opération	Montant
Choix et viabilisation d'un site de construction du Centre social	1000 000
Aménagement d'un bâtiment communal pour abriter le centre social	1 000 000
Octroi des appuis aux personnes vulnérables	2 000 000
TOTAL	4 000 000

Source : Planification communale

5.4. Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Dénomination	Localisation (villages)	Potentiel	Utilisations/ Utilisateurs	Accès/ Mode de gestion	Tendance	Problèmes / contraintes	Action à entreprendre
Zone de colline	Mouko, Mbarembeng, Barehock, Soudop Mbie,	Existence des pierres sur le flanc de montagne	-Pierres non exploitées -Agriculture, chasse -Populations riveraines,	Acquisition par héritage et par achat et contrôlé par les propriétaires	Pente abrupte	- Erosion - Difficulté d'accès à la zone pierreuse -Manque d'initiative	-Mener une étude d'exploitation des pierres surtout les rochers de Mbié -Appliquer les techniques agricoles protégeant et restaurant les sols
Zone de plateau	Nkonianké, NNkonia-Bot, Ntantong, Ndouenké, Ndouebot, Mbie, Eboulkong	Végétation (arbres, savane, etc.) Présence des espèces ligneuses et non ligneuses	Agriculture, élevage, chasse et habitation -Scieurs - Populations riveraines, - Exploitants forestiers	Acquisition par héritage et par achat et contrôlé par les propriétaires	Disparition de certaines espèces ligneuses (Bibinga, Macoré, Doucier, etc ...)	-Exploitation anarchique des forêts - Absence de domestication des espèces - Absence d'exploitation de grande et moyenne importance	- Sensibiliser les populations riveraines à la bonne gestion de leur patrimoine (domestication des espèces, installation des barrières de contrôle des produits forestiers, formuler les demandes pour l'obtention des forêts communautaires) - Sensibiliser les élites à créer les exploitations de grande et moyenne importance dans les villages
Zone d'exploitation agricole	Tous les villages	-Disponibilité des terres. - Sols argilo-limoneux et sablo-argileux de couleur noire et rougeâtre favorables à la pratiques de plusieurs cultures (agrumes, cacaoyer, caféier, palmier à	-Agriculture -Elevage -Populations riveraines	Acquisition par héritage et par achat et contrôlé par les propriétaires	-Erosion -Surexploitation	- Sol de moins en moins fertile - Mauvaises associations culturales	- Sensibilisation des producteurs sur la pratique de la fertilisation minérale et organique - Sensibilisation des producteurs sur les techniques culturales anti érosives

		huile, tubercules, maïs et les légumineuses) -Climat favorable					
Habitat et culture	Tous les villages		Habitation et cérémonies	Acquisition par héritage et par achat et contrôlé par les propriétaires		- Eloignement des centres d'approvisionnement en matériaux de construction durable - Coût élevé de transport - Absence de véhicule - Absence d'un plan d'occupation des sols - Disparition de certaines danses et pratiques	
Bas-fonds et Vallées	Mbarembeng, Eboulkong Mouko NKonia-Nkoniama Mbié NKonia-Bot Ndom Bakem Barehock Soudop Ndouenké Ntantong	-Cours d'eau et sources -Zones favorables à la pisciculture et à l'agriculture de contre saison	-Pêcheurs -Agriculture -Pisciculture, -Abattoir Populations riveraines	Acquisition par héritage et par achat et contrôlé par les propriétaires	-Erosion progressive des rives des cours d'eau -Inondation des plantations en saison de pluie	Faible exploitation des zones marécageuses Difficulté d'exploitation des sources en eau potable utilisation des pesticides polluant les cours d'eau par les pêcheurs	Elaborer un projet de gestion des marécages pour l'agriculture et la pisciculture Aménager les sources d'eau potable Sensibiliser les pêcheurs sur les dangers liés à pollution des cours d'eau
Zone de forêt et faune	Tous les villages sauf Bayon Mpaka,	-Vaste étendue de forêt -Présence d'espèces ligneuses et non	-Coupe anarchique du bois -Pratique non	-Chefferie et populations riveraines	-Disparition de certaines espèces ligneuses	Braconnage,	Réglementer les exploitations

		ligneuses et plusieurs espèces fauniques	contrôlée de la chasse et de l'agriculture	-Poste forestier	(Bibinga, Macoré, Doussier, etc ...) -Disparition de certaines espèces fauniques (gorille, chimpanzé, éléphant, Boa		
--	--	--	--	------------------	--	--	--

VI- Programmation

6.1 Cadre des Dépenses à Moyen Terme pour les projets prioritaires

Dénomination	Actions principales	Produits/Indicateurs résultats	Responsables	Période			Ressources			Sources de financement				
				2013	2014	2015	H	M	Financière (x 1000 FCFA)	Com mune (%)	BIP (%)	FEI COM (%)	PNDP (%)	Autres (%)
Institution communale	Aménagement des locaux de la Recette Municipale	01 local approprié est aménagé dans le centre urbain de Baré pour la Recette Municipale et ses services connexes	Le Maire						3 500	100				
	Acquisition d'un véhicule de fonction pour M. le Maire	01 véhicule de fonction disponible pour le Maire	Le Maire						10 000	100				
	Acquisition d'une moto sport de service pour la Mairie	01 moto sport disponible pour la mairie	Le Maire						900	100				
	Acquisition d'un engin du génie-civil et Planification des	-01 engin du génie-civil disponible pour la mairie	Le Maire						60 000	15		85		

Dénomination	Actions principales	Produits/Indicateurs résultats	Responsables	Période			Ressources			Sources de financement				
				2013	2014	2015	H	M	Financière (x 1000 FCFA)	Com mune (%)	BIP (%)	FEI COM (%)	PNDP (%)	Autres (%)
	activités d'ouverture et d'entretien des voies de collecte des produits agricoles	-01 Planification des activités d'ouverture et d'entretien des voies de collecte des produits agricoles élaborée												
Secteur Agriculture	Projets de mise en œuvre de bonnes pratiques culturales sur le territoire de la Commune	02 parcelles de démonstration de bonnes pratiques culturales sont établies sur le territoire de la Commune après des ateliers de sensibilisation et de formation	Le Maire						10 600	100				
	Etablissement de 40 Ha de palmeraie pour les associations féminines de la Commune	40 ha de palmeraie créés sur le territoire de la Commune	Le Maire						50 000	15	85			
Secteur Elevage, Pêches et industries animales	Réalisation des projets de vente et d'achats groupés des intrants agropastoraux	-Requête de financement -Multiplication des ventes et achats groupées	Le Maire						8 500	100				
	Construction et équipement de la DAEPIA à Baré	01 bâtiment équipé de la DAEPIA à Baré	Le Maire						30 000	10	90			
	Construction et équipement de 02 CZCSV (Bayon et Nkoniam-Nkoniam)	02 bâtiments équipés de la CZCSV à Bayon et à Nkoniam-NKoniam	Le Maire						60 150	10	90			
	Octroi des appuis	10 organisations	Le Maire						100 000	10	90			

Dénomination	Actions principales	Produits/Indicateurs résultats	Responsables	Période			Ressources			Sources de financement				
				2013	2014	2015	H	M	Financière (x 1000 FCFA)	Com mune (%)	BIP (%)	FEI COM (%)	PNDP (%)	Autres (%)
	aux organisations d'éleveurs de la coopérative pastorale et halieutique	d'éleveurs de la coopérative pastorale et halieutique ont reçu des appuis												
Secteur Santé publique	Acquisition d'une boîte à chirurgie, d'un microscope et d'un groupe électrogène pour le CMA	01 boîte à chirurgie, 01 microscope et 01 groupe électrogène sont acquis pour le CMA de Baré	Le Maire						2 000	15	85			
	Demande d'affectation du personnel et prise en charge des 3 autres personnes de santé	03 personnels de santé sont affectés et prise en charge	Le Maire						1 530	100				
	Construction de la barrière et de la morgue municipale	01 barrière est construite autour de l'hôpital de Baré 01 morgue municipale est construite à Baré	Le Maire						50 700	10	90			
	Acquisition des équipements de laboratoire et de chirurgie pour les CSI existants en zone rurale	02 CSI existants en zone rurale sont dotés des équipements de laboratoire et de chirurgie	Le Maire						12 000	15	85			
Secteur Travaux publics	Reprofilage des routes : Axes : Essel-Barehock (4 km) ; Bare-Mouko (8 km) ; Melong II- Soudop (3 km) ; Melong II-	10 km de routes sont reprofilés chaque année dans chaque communauté	Le Maire						1 107 050	10	90			

Dénomination	Actions principales	Produits/Indicateurs résultats	Responsables	Période			Ressources			Sources de financement				
				2013	2014	2015	H	M	Financière (x 1000 FCFA)	Com mune (%)	BIP (%)	FEI COM (%)	PNDP (%)	Autres (%)
	Mboué (4km)													
	-Réalisation des travaux d'ouverture des pistes de collecte : Axes Eboukou-Mpaka (3 km), Mbarembeng-Mbié (6 km), Mandjibo-Nkonja-bot (3 km), Mouko à Ekom-Nkam (3km) ;	15 Km de pistes de collecte sont ouvertes	Le Maire						1 050 000	10	90			
	Construction d'un pont reliant Ndoueke à Eboukoug	01 pont reliant Ndoueké à Eboukoug est construit	Le Maire						51 000	10	90			
Secteur Education de base	Réalisation dans les écoles nécessiteuses : 01 point d'eau, 6 latrines et 2 Salles de classe	01 point d'eau, 6 latrines et 2 Salles de classe sont construits dans les écoles nécessiteuses	Le Maire						648 000	0	100			
	Acquisition pour chaque école nécessiteuse : 40 tables-bancs, 5 Tablettes et 40 chaises	40 tables-bancs, 5 Tablettes et 40 chaises sont acquises dans chaque école	Le Maire						4 725	15			85	
	Construction des écoles maternelles	10 écoles maternelles sont	Le Maire						80 320	10	90			

Dénomination	Actions principales	Produits/Indicateurs résultats	Responsables	Période			Ressources			Sources de financement				
				2013	2014	2015	H	M	Financière (x 1000 FCFA)	Com mune (%)	BIP (%)	FEI COM (%)	PNDP (%)	Autres (%)
		construites												
Secteur Culture	Construction des foyers culturels	23 foyers culturels sont construits et fonctionnels	Le Maire						63 000	15		85		
Secteur Promotion de la Femme	Construction et équipement d'une délégation d'arrondissement de la Promotion de la Femme à Baré.	01 bâtiment est construit à Baré pour abriter la délégation d'arrondissement de la promotion de la femme	Le Maire						30 000	10	90			
	Construction et équipement d'un centre de promotion de la femme à Baré	01 bâtiment est construit à Baré pour abriter le centre de promotion de la femme	Le Maire						90 000	10	90			
Secteur Affaires sociales	Création et construction d'un SDE des affaires sociales (Service d'Arrondissement des Affaires Sociales)	01 acte de création du service d'arrondissement des affaires sociales est obtenu 01 bâtiment des services d'arrondissement des affaires sociales est construit	Le Maire						30 000	10	90			
Secteur Eau et énergie /Eau	Installation des bornes fontaines dans les écoles primaires publiques	11 bornes fontaines fonctionnelles sont construites dans les écoles primaires publiques	Le Maire						55 000	15	85			
	Réhabilitation des réseaux d'eau défectueux	16 réseaux d'eau et autres hydrauliques défectueux sont réhabilités	Le Maire						200 000	15	85			

Dénomination	Actions principales	Produits/Indicateurs résultats	Responsables	Période			Ressources			Sources de financement				
				2013	2014	2015	H	M	Financière (x 1000 FCFA)	Com mune (%)	BIP (%)	FEI COM (%)	PNDP (%)	Autres (%)
	Construction des points d'eau dans la zone rurale	23 points d'eau sont construits et fonctionnels dans la zone rurale	Le Maire						704 000	10	50	40		
Secteur Eau et énergie /Energie électrique	Installation des lampadaires	L'éclairage public est fonctionnel dans les villages et quartiers	Le Maire						25 000	100				
	Extension du réseau électrique	05 km de nouvelles lignes de basse tension sont construites chaque année	Le Maire						160 000	10		90		
	Construction des sources naturelles de production de l'énergie électrique	L'électricité est produite sur la base des ressources naturelles	Le Maire						200 000	10		90		
Secteur Enseignement secondaire	Construction pour l'enseignement secondaire du territoire de la Commune: 10 salles de classes dont 02 en urgence pour le CES de Bakem, 2 bâtiments administratifs 2 points d'eau, 2 aires de jeux 7 latrines 2 Clôtures et électrification de 20 salles de classes	10 salles de classes dont 02 au CES de Bakem, 2 bâtiments administratifs, 2 points d'eau, 2 aires de jeux, 7 latrines, 2 Clôtures, et 20 salles de classes électrifiées sont réalisés	Le Maire						115 000	2	86		12	
Secteur Emploi et formation professionnelle	Viabilisation des bas-fonds marécageux	Les bas-fonds marécageux sont rendus propices à la	Le Maire						30 000	10	90			

Dénomination	Actions principales	Produits/Indicateurs résultats	Responsables	Période			Ressources			Sources de financement				
				2013	2014	2015	H	M	Financière (x 1000 FCFA)	Com mune (%)	BIP (%)	FEI COM (%)	PNDP (%)	Autres (%)
		pratique de l'agriculture												
	Création et construction des CFP	01 acte de création d'un centre de formation professionnelle est obtenu 01 bâtiment construit et fonctionnel	Le Maire						240 200	10	90			
Secteur Tourisme	Valorisation des sites touristiques	03 sites touristiques sont valorisés chaque année	Le Maire						30 000	100				
	Création et construction d'un office du tourisme	01 acte de création d'un office du tourisme est obtenu 01 bâtiment construit et fonctionnel	Le Maire						50 000	10	90			
Secteur Forêt et Faune	Aménagement des voies d'accès dans les sites forestiers	L'accès dans les sites forestiers et fauniques est facilité	Le Maire						20 000	10	90			
	Création d'un jardin botanique/Zoologique	01 jardin botanique/Zoologique est créé	Le Maire						50 000	10	90			
	Réalisation des reboisements	Des reboisements sont réalisés	Le Maire						500 000	10	90			
	Acquisition des équipements pour les bureaux des chefs de poste	03 bureaux des chefs de postes sont équipés	Le Maire						6 000	10	90			
Secteur Environnement et protection de la nature	Création et construction des services d'entretien, de collecte et de	01 bâtiment fonctionnel des services d'entretien et de collecte des	Le Maire						2 500	15		85		

Dénomination	Actions principales	Produits/Indicateurs résultats	Responsables	Période			Ressources			Sources de financement				
				2013	2014	2015	H	M	Financière (x 1000 FCFA)	Com mune (%)	BIP (%)	FEI COM (%)	PNDP (%)	Autres (%)
	traitement des déchets domestiques	déchets												
	Création des espaces de reboisement anthropique	Des espaces de reboisement anthropique sont créés	Le Maire						150 000	15		85		
Secteur Développement urbain et habitat	Elaboration du POS ou du PSU	01 POS est disponible	Le Maire						10 000	15		85		
	Bitumage des axes reliant la Sous-préfecture au quartier B-Bis	Les axes reliant la Sous-préfecture au quartier B-Bis sont bitumés et les 03 ponceaux sont aménagés	Le Maire						150 000	15		85		
	Construction de 02 hangars sur l'espace YIMO	Des hangars sont construits à YIMO	Le Maire						8 000	100				
	Construction de 08 boutiques sur l'espace YIMO	Des boutiques sont construites à YIMO	Le Maire						30 000	100				
	Reprofilage des routes du quartier 4 avec fosses exutoires	La voirie en terre est entretenue et les routes du quartier 4 reprofilées avec fosses exutoires	Le Maire						56 000	15	85			
	Aménagement de 01 ponceau et l'axe reliant le quartier B au quartier D	01 ponceau et l'axe reliant le quartier B au quartier D sont aménagés	Le Maire						50 000	15	85			
	Aménagement par extension du jardin public à Baré-centre	01 jardin public est aménagé à Baré-centre	Le Maire						72 000	100				
	Bitumage de l'axe quartier B-Bis -RN 5	l'axe quartier B-Bis - RN 5 est bitumé	Le Maire						130 000	15	85			

Dénomination	Actions principales	Produits/Indicateurs résultats	Responsables	Période			Ressources			Sources de financement				
				2013	2014	2015	H	M	Financière (x 1000 FCFA)	Com mune (%)	BIP (%)	FEI COM (%)	PNDP (%)	Autres (%)
	Bitumage de l'axe quartier F-Route CACEP	l'axe quartier F-Route CACEP est bitumé	Le Maire						100 000	15	85			
	Bitumage de la RN 2-Chefferie Barehock	La RN 2-Chefferie Barehock est bitumée	Le Maire						120 000	15	85			
	Aménagement de la route Barehock-Essel	la route Barehock-Essel est aménagée	Le Maire						8 000	15	85			
	Construction du pont reliant le Lycée de Baré à la communauté	01 pont reliant le Lycée de Baré à la communauté est construit	Le Maire						50 000	15	85			
	Construction d'une Station-service	01 station-service est construite et fonctionnelle	Le Maire						42 000	10		90		
Secteur Commerce	Construction des marchés de Baré et Melong II	02 marchés sont construits à Baré et à Melong II	Le Maire						91 000	10		90		
Secteur Sport et Education Civique	Construction des infrastructures sportives (01 stade de football, 01 complexe sportif)	01 stade de Football et un complexe sportifs sont construits à Baré	Le Maire						80 000	10		90		
Secteur PME	Installation des pressoirs communaux	04 pressoirs sont installés et fonctionnels à Baré	Le Maire						10 000	100				
	Création et équipement d'une vitrine artisanale	01 vitrine artisanale est créée et équipée	Le Maire						30 000	100				
Secteur Industrie	Acquisition du matériel pour les équipes structurées dans l'exploitation des carrières	Des équipes structurées dans l'exploitation des carrières ont reçus du matériel	Le Maire						10 300	100				
	Exploitation et	Les carrières sont	Le Maire						11 100	100				

Dénomination	Actions principales	Produits/Indicateurs résultats	Responsables	Période			Ressources			Sources de financement				
				2013	2014	2015	H	M	Financière (x 1000 FCFA)	Com mune (%)	BIP (%)	FEI COM (%)	PNDP (%)	Autres (%)
	valorisation des carrières	exploitées et mise en valeur												
Secteur Transport	Construction de la gare routière	01 gare routière est construite	Le Maire						56 000	0		100		
Secteur Poste et télécommunication	Acquisition des équipements nécessaires pour le télé-centre communautaire	01 télé-center a reçu des équipements supplémentaires	Le Maire						80 000	0	100			
Secteur Communication	Acquisition des équipements nécessaires pour la radio communautaire	La radio communautaire a reçu des équipements	Le Maire						15 000	100				
Secteur Administration territoriale	Création et construction des SDE pour les Ministères concernés	Les SDE pour les ministères concernés sont construits	Le Maire						50 000	10	90			
	Acquisition des équipements pour les SDE existants	Les SDE construits sont équipés	Le Maire						100 000	10	90			
	Création et construction des structures communales d'accommodation pour les Agents publics	Les structures communales d'accommodation pour les Agents publics sont créés et construits	Le Maire						200 000	10		90		
	Création et construction d'un commissariat de sécurité publique	01 commissariat de sécurité publique est créé et construit	Le Maire						50 000	10	90			
Personnes vulnérables	Choix et viabilisation d'un site de construction du	01 site de construction du centre social est	Le Maire						1000	10	90			

Dénomination	Actions principales	Produits/Indicateurs résultats	Responsables	Période			Ressources			Sources de financement				
				2013	2014	2015	H	M	Financière (x 1000 FCFA)	Com mune (%)	BIP (%)	FEI COM (%)	PNDP (%)	Autres (%)
	Centre social	disponible												
	Aménagement d'un bâtiment communal pour abriter le centre social	01 bâtiment communal pour abriter le centre social est aménagé	Le Maire						1 000	100				
	Octroi des appuis aux personnes vulnérables	Les personnes vulnérables ont reçu des appuis	Le Maire						2 000	10	90			

6.2 Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

6.2.1 Principaux impacts environnementaux et sociaux de quelques projets du CDMT

Les projets qui seront mis en œuvre dans le cadre du CDMT auront selon la nature des activités à conduire et ce, sur le double plan environnemental et social des impacts qui pourraient être négatifs ou positifs. Il est par conséquent nécessaire que pour chaque type de projet, lesdits impacts soient identifiés ainsi que les mesures d'optimisation pour les impacts positifs et les mesures d'atténuation pour les impacts négatifs en vue d'assurer la réalisation aisée des activités et de garantir aux différents ouvrages une durabilité certaine.

a) Projets du CDMT dont la réalisation sera soumise à une étude d'impact environnemental

- Etablissement de 40 Ha de palmeraie pour les associations féminines de la Commune ;
- Reprofilage des routes : Axes Essel-Barehock (4 km), Baré-Mouko (8 km), Melong II-Soudop (3 km), Melong II-Mboue (4 km) ;
- Réalisation des travaux d'ouverture des pistes de collecte : Axes Eboukou-Mpaka (3 km), Mbarembeng-Mbié (6 km), Mandjibo-Nkonja-bot (3 km), Mouko à Ekom-Nkam (3km) ;
- Construction d'un pont reliant Ndouenke à Ebouklong sur la rivière Mpô ;
- Réhabilitation des réseaux d'eau défectueux ;
- Construction des points d'eau dans la zone rurale ;
- Extension du réseau électrique ;
- Construction des sources naturelles de production de l'énergie électrique ;
- Valorisation des sites touristiques ;
- Aménagement des voies d'accès dans les sites forestiers ;
- Création et aménagement d'un jardin botanique/Zoologique ;
- Réalisation des reboisements ;
- Création et construction des services d'entretien, de collecte et de traitement des déchets domestiques ;
- Création des espaces de reboisement anthropique ;
- Bitumage des axes reliant la Sous-préfecture au quartier B-Bis ;
- Construction de 02 hangars sur l'espace YIMO ;
- Construction de 08 boutiques sur l'espace YIMO ;
- Reprofilage des routes du quartier 4 avec fosses exutoires ;
- Aménagement de 01 ponceau sur l'axe reliant le quartier B au quartier D ;
- Bitumage de l'axe quartier B-Bis -RN 5 ;
- Bitumage de l'axe quartier F-Route CACEP ;
- Bitumage de la RN 2-Chefferie Barehock ;

- Aménagement de la route Barehock-Essel ;
- Construction du pont reliant le Lycée de Baré à la communauté
- Construction d'une station-service ;
- Construction des marchés de Baré et Melong II ;
- Construction des infrastructures sportives (01 stade de football, 01 complexe sportif) ;
- Exploitation et valorisation des carrières ;
- Construction de la gare routière ;
- Création et construction des structures communales d'accommodation pour les Agents publics.

b) Autres projets du CDMT dont les impacts sociaux et environnementaux sont non négligeables

- Construction pour l'enseignement secondaire du territoire de la Commune: 10 salles de classes dont 02 en urgence pour le CES de Bakem, 2 bâtiments administratifs 2 points d'eau, 2 aires de jeux ,7 latrines 2 Clôtures et électrification de 20 salles de classes ;
- Viabilisation des bas-fonds marécageux ;
- Installation des lampadaires ;
- Réalisation dans les écoles nécessiteuses : 01 point d'eau, 6 latrines et 2 Salles de classe ;
- Construction de 13 écoles maternelles ;
- Construction des foyers culturels ;
- Installation des bornes fontaines dans les écoles primaires publiques ;
- Projets de mise en œuvre de bonnes pratiques culturelles sur le territoire de la Commune ;
- Construction et équipement de la DAEPIA à Baré ;
- Construction et équipement de 02 CZCSV (Bayon et Nkoniam-Nkoniam) ;
- Construction de la barrière et de la morgue municipale ;
- Construction et équipement d'une délégation d'arrondissement de promotion de la femme à Baré ;
- Construction et équipement d'un centre de promotion de la femme à Baré ;
- Création et construction d'un SDE des affaires sociales (Service d'Arrondissement des Affaires Sociales) ;
- Création et construction des CFP ;
- Création et construction d'un office du tourisme ;
- Aménagement par extension du jardin public à Baré-centre ;
- Création et construction des SDE pour les Ministères concernés ;
- Création et construction d'un commissariat de sécurité publique ;
- Aménagement d'un bâtiment communal pour abriter le centre social ;

Tableau n° 2 : Principaux impacts sociaux des projets infrastructurels du CDMT

Projets de construction	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
-Construction de 13 écoles maternelles ; -Construction pour l'enseignement secondaire du territoire de la Commune: 10 salles de classes dont 02 en urgence pour le CES de Bakem, 2 bâtiments administratifs 2 aires de jeux ,7 latrines 2 Clôtures	-Création d'emploi -Amélioration des revenus des populations locales -Amélioration des revenus dans la zone du projet -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public -Amélioration de l'offre de service d'éducation -Renforcement de la dynamique des populations dans la mobilisation des contreparties	-Recruter prioritairement la main d'œuvre locale en privilégiant les projets HIMO -Inciter à la productivité et à la compétitivité à travers des ateliers de formation et d'information sur le climat des affaires -Mettre sur pied des plateformes -Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des ressources pour la réalisation des projets communautaires	-Adoption des comportements à risques par les populations -Risques liés à l'empiètement des terrains -Non respect de la réglementation en matière de sécurité dans les chantiers et la réalisation des ouvrages de franchissement -Risque de marginalisation des populations vulnérables	-Sensibiliser les populations sur les dangers des comportements à risques -Sensibiliser les personnes situées dans les zones d'empiètement et prendre des mesures légales d'expropriation, -Informier et former les travailleurs et les populations riveraines des chantiers sur la prise en compte des mesures de sécurité --Mettre en place un comité de suivi du respect des mesures de sécurité -Envisager la prise en compte de toutes les couches sociales dans l'accès aux infrastructures
-Construction de 02 hangars sur l'espace YIMO ; -Construction de 08 boutiques sur l'espace	-Création d'emploi -Amélioration des revenus des populations locales -Amélioration des revenus dans la zone du	-Recruter prioritairement la main d'œuvre locale en privilégiant les projets HIMO -Inciter à la	-Adoption des comportements à risques par les populations -Risques liés à	-Sensibiliser les populations sur les dangers des comportements à risques -Sensibiliser les personnes situées dans les zones

Projets de construction	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
YIMO ; -Construction d'une station-service ; -Construction des marchés de Baré et Mélong II ; -Construction de la gare routière ; -Installation des pressoirs communaux	projet -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public	productivité et à la compétitivité à travers des ateliers de formation et d'information sur le climat des affaires -Mettre sur pied des plateformes	l'empiètement des terrains -Non respect de la réglementation en matière de sécurité dans les chantiers et la réalisation des ouvrages de franchissement -Risque de marginalisation des populations vulnérables	d'empiètement et prendre des mesures légales d'expropriation, -Informier et former les travailleurs et les populations riveraines des chantiers sur la prise en compte des mesures de sécurité --Mettre en place un comité de suivi du respect des mesures de sécurité -Envisager la prise en compte de toutes les couches sociales dans l'accès aux infrastructures
-Construction et équipement de la DAEPIA à Baré ; -Construction et équipement de 02 CZCSV (Bayon et Nkoniam-Nkoniam) ; -Construction de la barrière et de la morgue municipale ; -Construction et équipement d'une délégation d'arrondissement de la Promotion de la Femme et de la Famille à Baré ; -Construction et équipement d'un centre de promotion de	-Création d'emploi -Amélioration des revenus des populations locales -Amélioration des revenus dans la zone du projet -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en	-Recruter prioritairement la main d'œuvre locale en privilégiant les projets HIMO -Inciter à la productivité et à la compétitivité à travers des ateliers de formation et d'information sur le climat des affaires -Mettre sur pied des plateformes	-Adoption des comportements à risques par les populations -Risques liés à l'empiètement des terrains -Non respect de la réglementation en matière de sécurité dans les chantiers et la réalisation des ouvrages de franchissement	-Sensibiliser les populations sur les dangers des comportements à risques -Sensibiliser les personnes situées dans les zones d'empiètement et prendre des mesures légales d'expropriation, -Informier et former les travailleurs et les populations riveraines des chantiers sur la prise en compte des mesures de sécurité --Mettre en place un comité de

Projets de construction	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
la femme à Baré ; -Création et construction d'un SDE des affaires sociales -Création et construction des CFP ; -Création et construction d'un office du tourisme ; -Création et construction des SDE pour les autres Ministères concernés ; -Création et construction d'un commissariat de sécurité publique ; -Aménagement d'un bâtiment communal pour abriter le centre social ;	impliquant la consultation du public -Amélioration de l'offre de service des secteurs concernés		-Risque de marginalisation des populations vulnérables	suivi du respect des mesures de sécurité -Envisager la prise en compte de toutes les couches sociales dans l'accès aux infrastructures
-Construction des foyers culturels ;	-Création d'emploi -Amélioration des revenus des populations locales -Amélioration des revenus dans la zone du projet -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire	-Recruter prioritairement la main d'œuvre locale en privilégiant les projets HIMO -Inciter à la productivité et à la compétitivité à travers des ateliers de formation et d'information sur le climat des affaires -Mettre sur pied des plateformes -Sensibiliser les	-Adoption des comportements à risques par les populations -Risques liés à l'empiètement des terrains -Non respect de la réglementation en matière de sécurité dans les chantiers et la réalisation des ouvrages de	-Sensibiliser les populations sur les dangers des comportements à risques -Sensibiliser les personnes situées dans les zones d'empiètement et prendre des mesures légales d'expropriation, -Informer et former les travailleurs et les populations riveraines des chantiers sur la prise en compte des mesures de sécurité

Projets de construction	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
	d'examen environnemental en impliquant la consultation du public -Développement des activités culturelles et des mouvements associatifs -Renforcement de la dynamique des populations dans la mobilisation des contreparties	populations sur la pérennisation des acquis culturels et la protection des ouvrages -Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des ressources pour la réalisation des projets communautaires	franchissement -Risque de marginalisation des populations vulnérables	--Mettre en place un comité de suivi du respect des mesures de sécurité -Envisager la prise en compte de toutes les couches sociales dans l'accès aux infrastructures
-Création et construction des services d'entretien, de collecte et de traitement des déchets domestiques	-Création d'emploi -Amélioration des revenus des populations locales -Amélioration des revenus dans la zone du projet -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public -Amélioration des	-Recruter prioritairement la main d'œuvre locale en privilégiant les projets HIMO -Inciter à la productivité et à la compétitivité à travers des ateliers de formation et d'information sur le climat des affaires -Mettre sur pied des plateformes -Sensibiliser les populations sur la pérennisation des acquis culturels et la protection des ouvrages	-Adoption des comportements à risques par les populations -Risques liés à l'empiètement des terrains -Non respect de la réglementation en matière de sécurité dans les chantiers et la réalisation des ouvrages de franchissement -Risque de marginalisation des populations	-Sensibiliser les populations sur les dangers des comportements à risques -Sensibiliser les personnes situées dans les zones d'empiètement et prendre des mesures légales d'expropriation, -Informer et former les travailleurs et les populations riveraines des chantiers sur la prise en compte des mesures de sécurité -Mettre en place un comité de suivi du respect des mesures de sécurité -Envisager la prise en compte

Projets de construction	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
	conditions d'hygiène et salubrité	-Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des ressources pour la réalisation des projets communautaires -Former et informer les populations sur la nécessité de bien gérer les déchets domestiques	vulnérables	de toutes les couches sociales dans l'accès aux infrastructures

Tableau n° 3 : principaux impacts environnementaux sur les projets de construction du CDMT

Projets de construction	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
-Construction de 13 écoles maternelles ; -Construction pour l'enseignement secondaire du territoire de la Commune: 10 salles de classes dont 02 en urgence pour le CES de Bakem, 2 bâtiments administratifs 2 aires de jeux ,7 latrines 2 Clôtures	-Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative -Maîtrise des aspects environnementaux à travers l'utilisation d'un formulaire d'examen	-Sensibiliser et impliquer les populations au remplissage du formulaire d'examen environnemental -Sensibiliser les populations estudiantines à l'utilisation des latrines	-Augmentation des facteurs de pollution environnementale (circulation des engins, utilisation des matériaux émettant des substances nocives) -Destruction des ressources naturelles -Nuisances sonores et olfactives	-Prendre des précautions relatives à la réduction de la pollution (arrosage, respect des règles de sécurités en chantier et hors des chantiers, destruction appropriées des déchets de chantiers) -Envisager des reboisements autour des ouvrages

Projets de construction	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
	environnemental par la consultation du public -Réduction des défécations dans la nature		-Production des déchets polluants -Erosions autour des infrastructures -Pollution des eaux souterraines -Perte des espèces ligneuses due au dégagement du site	
-Construction de 02 hangars sur l'espace YIMO ; -Construction de 08 boutiques sur l'espace YIMO ; -Construction d'une station-service ; -Construction des marchés de Baré et Mélong II ; -Construction de la gare routière ; -Installation des pressoirs communaux	-Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative -Maîtrise des aspects environnementaux à travers l'utilisation d'un formulaire d'examen environnemental par la consultation du public	-Sensibiliser et impliquer les populations au remplissage du formulaire d'examen environnemental	-Augmentation des facteurs de pollution environnementale (circulation des engins, utilisation des matériaux émettant des substances nocives) -Destruction des ressources naturelles -Nuisances sonores et olfactives -Production des déchets polluants -Erosions autour des infrastructures -Perte des espèces ligneuses due au dégagement du site	-Prendre des précautions relatives à la réduction de la pollution (arrosage, respect des règles de sécurités en chantier et hors des chantiers, destruction appropriées des déchets de chantiers) -Envisager des reboisements autour des ouvrages
-Construction et équipement de la DAEPJA à Baré ; -Construction et équipement de 02 CZCSV (Bayon et Nkoniamama ; -Construction de la barrière et	-Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative	-Sensibiliser et impliquer les populations au remplissage du formulaire d'examen	-Augmentation des facteurs de pollution environnementale (circulation des engins, utilisation des matériaux émettant des substances	-Prendre des précautions relatives à la réduction de la pollution (arrosage, respect des règles de sécurités en chantier et hors des chantiers,

Projets de construction	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
de la morgue municipale ; -Construction et équipement d'une délégation d'arrondissement de la Promotion de la Femme et de la Famille à Baré ; -Construction et équipement d'un centre de promotion de la femme à Baré ; -Création et construction d'un SDE des affaires sociales -Création et construction des CFP ; -Création et construction d'un office du tourisme ; -Création et construction des SDE pour les autres Ministères concernés ; -Création et construction d'un commissariat de sécurité publique ; -Aménagement d'un bâtiment communal pour abriter le centre social ;	-Maîtrise des aspects environnementaux à travers l'utilisation d'un formulaire d'examen environnemental par la consultation du public	environnemental	nocives) -Destruction des ressources naturelles -Nuisances sonores et olfactives -Production des déchets polluants -Erosions autour des infrastructures -Perte des espèces ligneuses due au dégagement du site	destruction appropriées des déchets de chantiers) -Envisager des reboisements autour des ouvrages
-Construction des foyers culturels ;	-Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation	-Sensibiliser et impliquer les populations au remplissage du	-Augmentation des facteurs de pollution environnementale (circulation des engins,	-Prendre des précautions relatives à la réduction de la pollution (arrosage, respect des règles de

Projets de construction	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
	environnementale participative -Maîtrise des aspects environnementaux à travers l'utilisation d'un formulaire d'examen environnemental par la consultation du public	formulaire d'examen environnemental	utilisation des matériaux émettant des substances nocives) -Destruction des ressources naturelles -Nuisances sonores et olfactives -Production des déchets polluants -Erosions autour des infrastructures -Perte des espèces ligneuses due au dégagement du site	sécurités en chantier et hors des chantiers, destruction appropriées des déchets de chantiers) -Envisager des reboisements autour des ouvrages
-Création et construction des services d'entretien, de collecte et de traitement des déchets domestiques	-Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative -Maîtrise des aspects environnementaux à travers l'utilisation d'un formulaire d'examen environnemental par la consultation du public -Réduction de l'éparpillement des déchets domestiques	-Sensibiliser et impliquer les populations au remplissage du formulaire d'examen environnemental -Sensibiliser les populations à la bonne utilisation des bacs à ordures	-Augmentation des facteurs de pollution environnementale (utilisation des matériaux émettant des substances nocives) -Destruction des ressources naturelles -Nuisances sonores et olfactives -Production des déchets polluants -Perte des espèces ligneuses due au dégagement du site	-Prendre des précautions relatives à la réduction de la pollution (arrosage, respect des règles de sécurités en chantier et hors des chantiers, destruction appropriées des déchets de chantiers) -Envisager des reboisements autour des ouvrages

Tableau n° 4 : principaux impacts sociaux des projets d'hydraulique (puits, forage, sources aménagées) du CDMT

Microprojet d'hydraulique	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
-Installation de 12 bornes fontaines dans les écoles primaires publiques - Construction pour l'enseignement secondaire du territoire de la Commune de 2 points d'eau,	-Création d'emploi -Amélioration des revenus des populations locales -Amélioration des revenus dans la zone du projet -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public -Amélioration de la qualité de l'eau -Réduction des conflits liés à l'utilisation des ressources en eau -Renforcement de la dynamique des populations dans la mobilisation des contreparties	-Recruter prioritairement la main d'œuvre locale en privilégiant les projets HIMO -Inciter à la productivité et à la compétitivité à travers des ateliers de formation et d'information sur le climat des affaires -Mettre sur pied des plateformes -Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des ressources pour la réalisation des projets communautaires -Mettre en place un comité de gestion des points d'eau	-Adoption des comportements à risques par les populations -Risques liés à l'empiètement des terrains -Non respect de la réglementation en matière de sécurité dans les chantiers et la réalisation des ouvrages de franchissement -Risque de marginalisation des populations vulnérables	-Sensibiliser les populations sur les dangers des comportements à risques -Sensibiliser les personnes situées dans les zones d'empiètement et prendre des mesures légales d'expropriation, -Informer et former les travailleurs et les populations riveraines des chantiers sur la prise en compte des mesures de sécurité --Mettre en place un comité de suivi du respect des mesures de sécurité -Envisager la prise en compte de toutes les couches sociales dans l'accès aux infrastructures
- Construction des points d'eau dans la zone rurale	-Création d'emploi -Amélioration des revenus des populations locales -Amélioration des revenus	-Recruter prioritairement la main d'œuvre locale en privilégiant les projets HIMO -Inciter à la productivité et à	-Adoption des comportements à risques par les populations -Risques liés à	-Sensibiliser les populations sur les dangers des comportements à risques -Sensibiliser les personnes

Microprojet d'hydraulique	Principaux impacts sociaux positif	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
	dans la zone du projet -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public -Amélioration de la qualité de l'eau -Réduction des conflits liés à l'utilisation des ressources en eau -Renforcement de la dynamique des populations dans la mobilisation des contreparties	la compétitivité à travers des ateliers de formation et d'information sur le climat des affaires -Mettre sur pied des plateformes -Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des ressources pour la réalisation des projets communautaires -Mettre en place un comité de gestion des points d'eau	l'empiètement des terrains -Non respect de la réglementation en matière de sécurité dans les chantiers et la réalisation des ouvrages de franchissement -Risque de marginalisation des populations vulnérables	situées dans les zones d'empiètement et prendre des mesures légales d'expropriation, -Informers et former les travailleurs et les populations riveraines des chantiers sur la prise en compte des mesures de sécurité --Mettre en place un comité de suivi du respect des mesures de sécurité -Envisager la prise en compte de toutes les couches sociales dans l'accès aux infrastructures

Tableau n° 5 : principaux impacts environnementaux sur les projets d'hydraulique

Microprojet d'hydraulique	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
-Installation de 12 bornes fontaines dans les écoles primaires publiques - Construction pour l'enseignement secondaire du territoire de la Commune de 2 points d'eau,	-Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative -Maîtrise des aspects environnementaux à travers l'utilisation d'un formulaire d'examen environnemental par la consultation du public	-Sensibiliser et impliquer les populations au remplissage du formulaire d'examen environnemental	-Augmentation des facteurs de pollution environnementale (circulation et utilisation des engins, utilisation des matériaux émettant des substances nocives) -Nuisances sonores et olfactives -Production des déchets polluants -Erosions autour des infrastructures -Risques d'envasement et de stagnation des eaux usées	-Prendre des précautions relatives à la réduction de la pollution (arrosage, respect des règles de sécurités en chantier et hors des chantiers, destruction appropriées des déchets de chantiers) -Envisager des reboisements autour des ouvrages -Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées
- Construction des points d'eau dans la zone rurale	-Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative -Maîtrise des aspects environnementaux à travers l'utilisation d'un formulaire d'examen environnemental par la consultation du public	-Sensibiliser et impliquer les populations au remplissage du formulaire d'examen environnemental	-Augmentation des facteurs de pollution environnementale (circulation et utilisation des engins, utilisation des matériaux émettant des substances nocives) -Nuisances sonores et olfactives -Production des déchets polluants -Erosions autour des infrastructures -Risques d'envasement et de stagnation des eaux usées	-Prendre des précautions relatives à la réduction de la pollution (arrosage, respect des règles de sécurités en chantier et hors des chantiers, destruction appropriées des déchets de chantiers) -Envisager des reboisements autour des ouvrages -Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées

Tableau n° 6 : Projets structurants

a) Principaux impacts sociaux sur les projets de construction ou réhabilitation des pistes rurales, système d'adduction d'eau potable, électrification rurale

Microprojets de construction ou réhabilitation des pistes rurales, système d'adduction d'eau potable, électrification rurale	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
-Réalisation des travaux d'ouverture des pistes de collecte : Axes Eboukou-Mpaka (3 km), Mbarembeng-Mbié (6 km), Mandjibo-Nkonja-bot (3 km), Mouko à Ekom-Nkam (3km) ;	-Création d'emploi -Amélioration des revenus des populations locales -Amélioration des revenus dans la zone du projet -Bonne circulation des hommes et des biens -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public	-Recruter prioritairement la main d'œuvre locale en privilégiant les projets HIMO -Inciter à la productivité et à la compétitivité à travers des ateliers de formation et d'information sur le climat des affaires -Mettre sur pied des plateformes	-Adoption des comportements à risques par les populations -Risques liés à l'empiètement des terrains -Non respect de la réglementation en matière de sécurité dans les chantiers et la réalisation des ouvrages de franchissement	-Sensibiliser les populations sur les dangers des comportements à risques -Sensibiliser les personnes situées dans les zones d'empiètement et prendre des mesures légales d'expropriation, -Informer et former les travailleurs et les populations riveraines des chantiers sur la prise en compte des mesures de sécurité -Mettre en place un comité de suivi du respect des mesures de sécurité
- Réhabilitation des réseaux d'eau défectueux	- Augmentation des revenus dans la zone du projet - Création d'emploi -Réduction des maladies	-Recruter prioritairement la main d'œuvre locale en privilégiant les projets HIMO -Inciter à la productivité et	-Adoption des comportements à risques par les populations	-Sensibiliser les populations sur les dangers des comportements à risques

Microprojets de construction ou réhabilitation des pistes rurales, système d'adduction d'eau potable, électrification rurale	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
	hydriques -Amélioration de la qualité de l'offre de santé	à la compétitivité à travers des ateliers de formation et d'information sur le climat des affaires -Mettre sur pied des plateformes -Sensibiliser les populations sur l'importance de l'entretien des réseaux d'eau potable par la mise sur pied d'un comité d'entretien -	-Risques liés à la mauvaise manipulation des ouvrages -Non respect de la réglementation en matière de sécurité dans les chantiers et en dehors	-Informer et former les travailleurs et les populations riveraines des chantiers sur la prise en compte des mesures de sécurité -Mettre en place un comité de suivi du respect des mesures de sécurité et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement -Mettre sur pied un comité de maintenance des ouvrages
- Installation des lampadaires - Extension du réseau électrique - Construction des sources naturelles de production de l'énergie électrique	- Augmentation des revenus dans la zone du projet - Création d'emploi -Amélioration des revenus des populations par la création des activités génératrices de revenu utilisant l'énergie électrique -Amélioration du cadre de vie, de la qualité de l'offre de l'éducation et de la	-Recruter prioritairement la main d'œuvre locale en privilégiant les projets HIMO -Inciter à la productivité et à la compétitivité à travers des ateliers de formation et d'information sur le climat des affaires -Mettre sur pied des plateformes -Encourager l'installation des micro-	-Adoption des comportements à risques par les populations -Risques liés à la mauvaise manipulation des ouvrages -Non respect de la réglementation en matière de sécurité dans les chantiers et	-Sensibiliser les populations sur les dangers des comportements à risques -Informer et former les travailleurs et les populations riveraines des chantiers sur la prise en compte des mesures de sécurité -Mettre en place un comité de suivi du respect des

Microprojets de construction ou réhabilitation des pistes rurales, système d'adduction d'eau potable, électrification rurale	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
	santé -Réduction des risques d'agression -Limitation de l'exode rural	entreprises -Sensibiliser les populations sur l'importance de la pérennisation des infrastructures par la mise sur pied d'un comité d'entretien	en dehors -Risques d'électrocution -Risques d'incendies	mesures de sécurité et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement -Mettre sur pied un comité de maintenance des ouvrages -Informer et former les populations sur les normes d'installation et la prise en compte des mesures de sécurité en matière d'utilisation de l'énergie électrique
- Bitumage des axes reliant la Sous-préfecture au quartier B-Bis - Bitumage de l'axe quartier F-Route CACEP - Bitumage de la RN 2-Chefferie Baréhock -Aménagement des voies d'accès dans les sites forestiers ;	-Création d'emploi -Amélioration des revenus des populations locales -Amélioration des revenus dans la zone du projet -Bonne circulation des hommes et des biens -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale	-Recruter prioritairement la main d'œuvre locale en privilégiant les projets HIMO -Inciter à la productivité et à la compétitivité à travers des ateliers de formation et d'information sur le climat des affaires -Mettre sur pied des plateformes	-Adoption des comportements à risques par les populations -Risques liés à l'empiètement des terrains -Non respect de la réglementation en matière de sécurité dans les chantiers et la réalisation des ouvrages de	-Sensibiliser les populations sur les dangers des comportements à risques -Sensibiliser les personnes situées dans les zones d'empiètement et prendre des mesures légales d'expropriation, -Informer et former les travailleurs et les populations riveraines des chantiers sur la prise en

Microprojets de construction ou réhabilitation des pistes rurales, système d'adduction d'eau potable, électrification rurale	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
-Reprofilage des routes du quartier 4 avec fosses exutoires ; -Bitumage de l'axe quartier B-Bis -RN 5 ;	participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public		- franchissement -Mauvaise utilisation des chaussées	- compte des mesures de sécurité -Mettre en place un comité de suivi du respect des mesures de sécurité -Sensibiliser les populations à la protection des tabliers des ponts et du revêtement des chaussées (Objets tranchants, feux, Cultures sur les emprises, produits chimiques corrosifs...)
-Construction d'un pont reliant Ndouenke à Ebouklong sur la rivière Mpô ; -Aménagement de 01 ponceau sur l'axe reliant le quartier B au quartier D -Construction du pont reliant le Lycée de Baré à la communauté	-Création d'emploi -Amélioration des revenus des populations locales -Amélioration des revenus dans la zone du projet -Bonne circulation des hommes et des biens -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que	-Recruter prioritairement la main d'œuvre locale en privilégiant les projets HIMO -Inciter à la productivité et à la compétitivité à travers des ateliers de formation et d'information sur le climat des affaires -Mettre sur pied des plateformes	-Adoption des comportements à risques par les populations -Risques liés à l'empiètement des terrains -Non respect de la réglementation en matière de sécurité dans les chantiers et la réalisation des ouvrages de	-Sensibiliser les populations sur les dangers des comportements à risques -Sensibiliser les personnes situées dans les zones d'empiètement et prendre des mesures légales d'expropriation, -Informer et former les travailleurs et les populations riveraines des chantiers sur la prise en compte des mesures de

Microprojets de construction ou réhabilitation des pistes rurales, système d'adduction d'eau potable, électrification rurale	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
	l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public		franchissement -Mauvaise utilisation des ouvrages construits	sécurité --Mettre en place un comité de suivi du respect des mesures de sécurité -Sensibiliser les populations à la protection des tabliers des ponts et du revêtement des chaussées (Objets tranchants, feux, Cultures sur les emprises, produits chimiques corrosifs...)
-Construction des infrastructures sportives (01 stade de football, 01 complexe sportif)	- Augmentation des revenus dans la zone du projet - Création d'emploi -Limitation de l'exode rural -Amélioration de la qualité de l'offre de santé et de l'éducation	-Sensibiliser les populations sur l'importance de la pratique des activités sportives	-Adoption des comportements à risques par les populations -Risques de conflits liés au choix de site -Non respect de la réglementation en matière de sécurité dans les chantiers et en dehors	-Sensibiliser les populations sur les dangers des comportements à risques - Prendre des mesures légales d'expropriation, -Informé et former les travailleurs et les populations riveraines des chantiers sur la prise en compte des mesures de sécurité -Mettre en place un comité de suivi du respect des

Microprojets de construction ou réhabilitation des pistes rurales, système d'adduction d'eau potable, électrification rurale	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
				mesures de sécurité et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement -Envisager une plateforme de résolution des conflits

b) Principaux impacts environnementaux sur les projets de construction ou réhabilitation des pistes rurales, système d'adduction d'eau potable, électrification rurale

Microprojets de construction ou réhabilitation des pistes rurales, système d'adduction d'eau potable, électrification rurale	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
-Réalisation des travaux d'ouverture des pistes de collecte : Axes Eboukou-Mpaka (3 km), Mbarembeng-Mbié (6 km), Mandjibo-	-Réduction des érosions hydriques -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation	-Sensibiliser les populations à l'entretien des rigoles et de la chaussée -Sensibiliser et impliquer les populations au remplissage du formulaire	-Augmentation des facteurs de pollution environnementale (circulation des engins, utilisation des matériaux émettant des substances nocives)	-Prendre des précautions relatives à la réduction de la pollution (arrosage, respect des règles de sécurités en chantier et hors des chantiers, destruction appropriées

Nkonja-bot (3 km), Mouko à Ekom-Nkam (3km) ;	environnementale participative -Maîtrise des aspects environnementaux à travers l'utilisation d'un formulaire d'examen environnemental par la consultation du public	d'examen environnemental	-Destruction des ressources naturelles	des déchets de chantiers) -Envisager la pérennisation des ressources exploitées
- Réhabilitation des réseaux d'eau défectueux	-Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative -Maîtrise des aspects environnementaux à travers l'utilisation d'un formulaire d'examen environnemental par la consultation du public	-Sensibiliser les populations à l'entretien du réseau réhabilité -Sensibiliser et impliquer les populations au remplissage du formulaire d'examen environnemental	-Augmentation des facteurs de pollution environnementale (utilisation des matériaux émettant des substances nocives, mauvaise gestion du matériau défectueux remplacé) -	-Prendre des précautions relatives à la réduction de la pollution (arrosage, respect des règles de sécurités en chantier et hors des chantiers, destruction appropriées des déchets de chantiers) -Envisager la pérennisation du réseau
- Installation des lampadaires - Extension du réseau électrique - Construction des sources	-Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale	-Sensibiliser et impliquer les populations au remplissage du formulaire d'examen environnemental -Sensibiliser les populations sur les	-Augmentation des facteurs de pollution environnementale -Risques d'incendies	-Prendre des précautions relatives à la réduction de la pollution (destruction appropriées des déchets de chantiers) -Respecter les normes de

naturelles de production de l'énergie électrique	participative -Maîtrise des aspects environnementaux à travers l'utilisation d'un formulaire d'examen environnemental par la consultation du public -Limitation de la production des gaz polluants	avantages de l'utilisation des énergies renouvelables		construction et d'installation des infrastructures
- Bitumage des axes reliant la Sous-préfecture au quartier B-Bis - Bitumage de l'axe quartier F-Route CACEP - Bitumage de la RN 2- Chefferie Barehock -Aménagement des voies d'accès dans les sites forestiers ; -Reprofilage des routes du quartier 4 avec fosses exutoires ; -Bitumage de l'axe quartier B-Bis -RN 5 ;	-Réduction des érosions hydriques -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative -Maîtrise des aspects environnementaux à travers l'utilisation d'un formulaire d'examen environnemental par la consultation du public	-Sensibiliser les populations à l'entretien des rigoles -Sensibiliser et impliquer les populations au remplissage du formulaire d'examen environnemental	-Augmentation des facteurs de pollution environnementale (circulation des engins, utilisation des matériaux émettant des substances nocives) -Destruction des ressources naturelles	-Prendre des précautions relatives à la réduction de la pollution (arrosage, respect des règles de sécurités en chantier et hors des chantiers, destruction appropriées des déchets de chantiers) -Envisager la pérennisation des ressources exploitées

-Construction d'un pont reliant Ndouenke à Eboukong sur la rivière Mpô ; -Aménagement de 01 ponceau sur l'axe reliant le quartier B au quartier D -Construction du pont reliant le Lycée de Baré à la communauté	-Réduction des érosions fluviales -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative -Maîtrise des aspects environnementaux à travers l'utilisation d'un formulaire d'examen environnemental par la consultation du public	-Sensibiliser les populations à l'entretien du lit des rivières en amont et en aval du pont -Sensibiliser et impliquer les populations au remplissage du formulaire d'examen environnemental	-Augmentation des facteurs de pollution environnementale (circulation des engins, utilisation des matériaux émettant des substances nocives) -Destruction des ressources naturelles	-Prendre des précautions relatives à la réduction de la pollution (arrosage, respect des règles de sécurités en chantier et hors des chantiers, destruction appropriées des déchets de chantiers) -Envisager la pérennisation des ressources exploitées
-Construction des infrastructures sportives (01 stade de football, 01 complexe sportif)	-Maîtrise des aspects environnementaux à travers l'utilisation d'un formulaire d'examen environnemental par la consultation du public	-Sensibiliser et impliquer les populations au remplissage du formulaire d'examen environnemental	-Augmentation des facteurs de pollution environnementale (circulation des engins, utilisation des matériaux émettant des substances nocives) -Destruction des ressources naturelles	-Prendre des précautions relatives à la réduction de la pollution (arrosage, respect des règles de sécurités en chantier et hors des chantiers, destruction appropriées des déchets de chantiers) -Envisager la pérennisation des ressources exploitées (encourager la reprise de la végétation naturelle)

Tableau n° 7 : Principaux impacts sociaux des projets de gestion des ressources naturelles

Microprojets de gestion des ressources naturelles	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation envisagées
-Projets de mise en œuvre de bonnes pratiques culturelles sur le territoire de la Commune ; -Etablissement de 40 Ha de palmeraie pour les associations féminines de la Commune ; -Viabilisation des bas-fonds marécageux ;	-Amélioration des revenus des populations locales -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public -Amélioration des techniques de conservation et de restauration des sols -Amélioration des techniques culturelles -Renforcement de la dynamique des populations dans la mobilisation des contreparties	-Inciter à la productivité et à la compétitivité à travers des ateliers de formation et d'information sur nouvelles techniques de production agricole -Mettre sur pied des plateformes -Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des ressources pour la réalisation des projets communautaires	-Faible adhésion des populations à aux nouvelles pratiques culturelles -Risques liés à l'acquisition des terres pour implantation du microprojet -Risques liés aux conflits entre les bénéficiaires du microprojet	-Sensibiliser les populations sur les avantages de l'adoption des nouvelles pratiques culturelles -Sensibiliser et informer les populations sur la nécessité de sécuriser les sites choisis (acte de donation foncier) et la prise en compte des zones d'élevage
-Valorisation des sites	-Création d'emploi	-Recruter prioritairement la main	-Adoption des	-Sensibiliser les

touristiques ; -Création et aménagement d'un jardin botanique/Zoologique ; -Réalisation des reboisements ; -Création des espaces de reboisement anthropique ; -Aménagement par extension du jardin public à Baré-centre ;	-Amélioration des revenus des populations locales -Amélioration des revenus dans la zone du projet -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public	d'œuvre locale en privilégiant les projets HIMO -Mettre sur pied des plateformes	comportements à risques par les populations -Risques liés à l'empiètement des terrains -Non respect de la réglementation en matière de sécurité dans les chantiers -Risque de marginalisation des populations vulnérables	populations sur les dangers des comportements à risques -Sensibiliser les personnes situées dans les zones d'empiètement et prendre des mesures légales d'expropriation, -Informier et former les travailleurs et les populations riveraines des chantiers sur la prise en compte des mesures de sécurité --Mettre en place un comité de suivi du respect des mesures de sécurité -Envisager la prise en compte de toutes les couches sociales dans l'accès aux infrastructures
--	--	--	---	--

Tableau n° 8 : Principaux impacts environnementaux des projets de gestion des ressources naturelles du CDMT

Microprojets de gestion des ressources naturelles	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
-Projets de mise en œuvre de bonnes pratiques culturelles sur le territoire de la Commune ; -Etablissement de 40 Ha de palmeraie pour les associations féminines de la Commune ; -Viabilisation des bas-fonds marécageux ;	-Réduction des érosions -Protection et conservation des sols -Amélioration de la fertilité des sols et des rendements -Conservation de la biodiversité -Protection et conservation de l'environnement -Augmentation des superficies cultivables -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative -Maîtrise des aspects environnementaux à travers l'utilisation d'un formulaire d'examen environnemental par la consultation du public	-Sensibiliser les populations à l'appropriation et la mise en application des nouvelles techniques -Sensibiliser et impliquer les populations au remplissage du formulaire d'examen environnemental -Sensibiliser les populations sur l'intérêt et les avantages de la protection de l'environnement -Vulgarisation des bonnes pratiques de gestion des terres	RAS	RAS

-Valorisation des sites touristiques ; -Création et aménagement d'un jardin botanique/Zoologique ; -Réalisation des reboisements ; -Création des espaces de reboisement anthropique ; -Aménagement par extension du jardin public à Baré-centre ;	-Conservation de la biodiversité -Protection et conservation de l'environnement -Augmentation des superficies des espaces verts -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative -Maîtrise des aspects environnementaux à travers l'utilisation d'un formulaire d'examen environnemental par la consultation du public	-Sensibiliser et impliquer les populations au remplissage du formulaire d'examen environnemental -Sensibiliser les populations sur l'intérêt et les avantages de la protection de l'environnement	RAS	RAS
---	---	--	-----	-----

6.2.2 Plan sommaire de gestion de l'environnement

Mesures environnementale	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Recrutement d'un agent de développement local /responsabilisation d'un membre du comité de suivi du PCD		Mairie (commission communale de passation des marchés)	2011 (mars-mai)	Conseil municipal ; PNDP		
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	-préparer les TDR - Inviter les participants ; - Tenir l'atelier	PNDP	2011-2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Mairie ; SG ; RM	PM	
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental lors du montage des projets	Remplissage du formulaire par les bénéficiaires ; Catégorisation des projets ; Identification des impacts socio-environnementaux possible ; Mesures d'atténuation/optimisation à envisager.	Bénéficiaires des projets ; Sectoriels MINEE et MINAS ; Consultants chargé du montage des projets	2011-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux		PNDP, Mairie	2011-2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; Autres Sectoriels	PM	
Réalisation des études d'impacts	-Préparer les TDR ; -faire approuver les	PNDP, Mairie (conseil municipal)	2011-2014	Délégation MINEP ;	7millionsFCF A pour une	Projets d'envergure

environnementaux sommaires pour les projets de Construction des bâtisses, Installation des lampadaires, création des plantations et aménagement des jardins publics	TDR ; - recruter les consultants ; -réaliser les études proprement dites			Délégation MINAS ; PNDP ; Agent de développement ; Conseil municipal	étude simplifiée, et environ 8 à 10 millions FCFA pour étude détaillée	
Provision pour les compensations des personnes déplacées	Inventaires des personnes déplacées et des biens endommagés au cours du montage des projets	Mairie/Conseil municipal		-Mairie -MINDAF	A évaluer	Les frais y afférents sont pris en charge par la Commune pour les MP financés par l'allocation PNDP
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs, ainsi que les mesures environnementales des projets retenus	-extraction des mesures environnementales des projets ; -élaboration d'un plan de suivi des mesures	Agent de développement/Comit é de suivi du PCD	Pendant les travaux ; 2011-2014	Délégation MINEP ;MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	A évaluer	
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des Microprojets	-Inclure les clauses dans le DAO ; -Mise en œuvre des clauses	-Mairie, PNDP -Entrepreneurs		Délégation MINEP ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM (intégrer dans le coût du projet)	
Intégration systématique des points d'eau, latrines,	Inclure ces préoccupations	Consultants, Conseil municipal, PNDP	au cours du montage des projets	Délégation MINEP ; Agent de	PM (intégrer dans le coût du projet)	Les coûts y afférents doivent être

unités de destruction des déchets, dispositifs de collecte des déchets dans les projets de construction divers				développement ; Conseil municipal		intégrés dans les coûts de la conception du microprojet
Activation et formation des comités locaux de gestion des infrastructures	Assurer la pérennisation des infrastructures au niveau local	Commune/Agents de Développement/ Prestataire	Au cours de la réalisation de l'infrastructure	Prestataire, Agent de développement, Sectoriels concernés, PNDP	-	Former les comités sur la maintenance des ouvrages

6.3 Plan d'investissement annuel (PIA)

6.3.1 Ressources mobilisables et échéances

Tableau 9 Présentation des ressources mobilisables pour la réalisation du PIA

sources de financement	2012	2013	2014	2015
Ressources propres	58 000 000	45 000 000	50 000 000	55 000 000
BIP	1 819 950 000	1 737 850 000	1 941 300 000	1 850 000 000
FEICOM	78 500 000	248 000 000	150 000 000	800 000 000
PNDP	94 000 000			
TOTAL	2 050 450 000	2 030 850 000	2 141 300 000	2 705 000 000

6.3.2 Programme annuel des projets prioritaires

Secteur	Projet	Lieu d'implantation	Aspects environnementaux à prendre en compte	indicateurs de résultat	période de réalisation (2012)												porteur du projet	Coût (x 1 000 FCFA)	source de financement		
					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			commun e(x 1 000 FCFA)	PNDP x 1 000 FCFA)	BIP (x1000 F CFA)
Commerce	Construction d'un marché à Mbarembeng	Mbarembeng	-Protection de la végétation	1 hangar													Commune de Baré	10 000	1 550	8 450	
			-Lutte contre l'érosion autour des bâtisses	4 bacs à orure																	
				1 réseau d'eau																	
	Extension d'eau potable, pose de 4 bacs à orure, construction de : 2 hangars, 8 boutiques et 2 magasins dans le marché de Baré	Marché de Baré	-Protection de la végétation	2 hangars													Commune de Baré	35 000	5 250	29 750	
			-Lutte contre l'érosion autour des bâtisses	8 boutiques																	
				2 magasins																	
				4 bacs à orure																	
				1 réseau d'eau potable																	
	Construction d'une auberge municipale	carrefour Yimo	-Protection de la végétation	10 chambres													Commune de	48 700	6 175	42 525	

urbain			-Lutte contre l'érosion autour des bâtisses														Baré				
	Travaux d'entretien et réhabilitation des voiries en terre	Commune de Baré-Bakem	Protection de la végétation et des habitations														Commune de Baré	60 000			60 000
Eau et énergie	Aménagement de la source de Mouko	Mouko	-Protection de la végétation	01 source aménagée													Commune de Baré	5 000	750	4 250	
			-Lutte contre l'érosion autour des bâtisses																		
	Construction Forage	Mouko	- Canalisations propres des eaux usées	01 Forage équipé													Commune de Baré	8 000			8 000
	Construction Forage	Bayon	- Canalisations propres des eaux usées	01 Forage équipé														8 000			8 000
	Construction Forage	Quartier Batoufam (face CSI Melong II)	- Canalisations propres des eaux usées	Forage équipé														8 000			8 000

Travaux publics	Petit équipement pour les travaux Himo	Baré-Bakem	RAS	01 pool de petit équipement pour les travaux Himo														2 220			2 220
Enseignement secondaire	Acquisition et distribution de 180 tables bancs	Lycée de Baré	RAS	60 tables bancs													Com mune de Baré	1 800	270	1 530	
		CES de Melong II		60 tables bancs													Com mune de Baré	1 800	270	1 530	
		CES de Barehock		60 tables bancs													Com mune de Baré	1 800	270	1 530	
	Construction de 02 salles de classe	CES de Barehock		02 salles de classe sont construites													Com mune de Baré	18 000			18 000
Agriculture	Octroi des appuis en semences améliorées aux GIC	Territoire communal	RAS	22 GICs (1100 kg+1450 plant de palmier à huile)													Com mune de Baré	4 000	600	3 400	
	Equipement Délégation d'arrondissement équipée	Baré	RAS	Délégation d'arrondissement équipée													Com mune de Baré	2 500			2 500

	Octroi d'un appui financier au GIC des planteurs engagés en action agropastorale	Mbie	RAS	Le GIC des planteurs engagés en action agropastorale a reçu un appui financier												Com mune de Baré	1 000			1 000
	Octroi d'un appui financier au GIC des planteurs	Ndom-Bakem	RAS	Le GIC des planteurs à reçu un appui financier												Com mune de Baré	1 000			1 000
	Octroi d'un appui financier au GIC JESAM	Baré	RAS	Le GIC agropastoral des amis solidaires du a reçu un appui financier												Com mune de Baré	1 000			1 000
	Octroi d'un appui financier au GIC agropastoral des amis solidaires et dynamiques du Cameroun	Baré	RAS	Le GIC agropastoral des amis solidaires et dynamiques du Cameroun à reçu un appui financier												Com mune de Baré	1 000			1 000

	Octroi d'un appui financier au GIC des Jeunes Agriculteurs solidaires de Barehock	Barehock	RAS	Le GIC des Jeunes Agriculteurs solidaires de Barehock a reçu un appui financier													Com mune de Baré	1 000			1 000
	Construction d'une case communautaire	Mbie		Case communautaire construite et opérationnelle													Com mune de Baré	15 000			15 000
	Ouverture d'une piste agricole de 6 km	Mbarembeng (stade école publique)-Mbie-Ndouebot	Protection de la végétation, des plantations établies et des habitations	Piste agricole aménagée et praticable													Com mune de Baré	30 000			30 000
	Equipement du poste agricole de Baré	Baré	RAS	Poste agricole équipé													Com mune de Baré	1 000			1 000
Education de Base	Construction de 02 salles de classe	Ecole public de Melong II	-Lutte contre l'érosion autour des bâtisses	02 salles de classe sont construites													Com mune de Baré	16 000			16 000
	Equipement en bureau des maîtres	GS de Melong II	RAS	Bureau des maîtres													Com mune de	250			250

				équipés													Baré				
	Equipement en 80 tables bancs	GS de Melong II		80 tables bancs													Com mune de Baré	1 800			1 800
TOTAL																		283 870	15 135	92 965	175 770

6.3.3 Plan opérationnel en faveur des personnes vulnérables

Il n'est pas ressorti du diagnostic une problématique importante au sujet des personnes vulnérables ; toutefois, l'on a pu noter que de nombreux groupes dits marginaux en l'occurrence les Bororo et les handicapés sont parfaitement intégrés dans les communautés. Dans le cadre du CDMT, il a été prévu le choix et la viabilisation d'un site de construction du Centre social à moyen terme. A court terme, il est ressorti la nécessité d'aménager un bâtiment communal pour abriter le centre social au niveau de la Commune de Baré-Bakem, centre au niveau duquel l'on pourrait se pencher sur la structuration des groupes vulnérables et l'octroi des appuis à ceux-ci afin de les amener à développer les activités génératrices de revenus (voir cadre logique).

PAYS: République du Cameroun			PLAN DE PASSATION DE MARCHES																						
Commune de Bare-Bakem																									
Désignation	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaires	Méthode de sélection	Montant (x 1000 F CFA)	sources financement du projet	Preparation (Termes de Référence/DA	Consultation, Avis d'Appel d'Offres		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociation		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception		observation (s)
	Date prévue	Date réalisé	Date prévue	Date réalisé							Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	
Construction d'un marché à Mbarembeng	Jan 2012		Févr. 2012		Commune de Baré-Bakem	PNDP	DAO	7 000	PNDP		Févr . 2012		Févr. 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Avril 2012		Avril 2012		
Extension d'eau potable,pose de 4 bacs à ordure, construction de : 2 hangars,8 boutiques et 2 magasins dans le marché de Baré	Févr. 2012		Févr. 2012		Commune de Baré-Bakem	PNDP	DAO	29 600	PNDP		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Avril 2012		Avril 2012		Mai 2012		Jun 2012		

Construction d'une auberge municipale au Carrefour Yimo	Févr. 2012		Févr. 2012		Commune de Baré-Bakem	PNDP	DAO	43 000	PNDP		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Avril 2012		Avril 2012		Mai 2012		Jun 2012		
Travaux d'entretien et réhabilitation des voiries en terre dans la commune	Févr. 2012		Févr. 2012		Commune de Baré-Bakem		DAO	60 000	BIP		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Avril 2012		Avril 2012		Avril 2012		
Aménagement de la source de Mouko	Févr. 2012		Févr. 2012		Commune de Baré-Bakem	PNDP	DAO	5 000	PNDP		Févr. 2012		Févr. 2012		Févr. 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		
Construction Forage à Mouko	Févr. 2012		Févr. 2012		Commune de Baré-Bakem		DAO	8 000	BIP		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Avril 2012		Avril 2012		Mai 2012		Mai 2012		
Construction Forage à Bayon	Févr. 2012		Févr. 2012		Commune de Baré-Bakem		DAO	8 000	BIP		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Avril 2012		Avril 2012		Mai 2012		Mai 2012		
Construction Forage au quartier Batoufam (face CSI Melong II)	Févr. 2012		Févr. 2012		Commune de Baré-Bakem		DAO	8 000	BIP		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Avril 2012		Avril 2012		Mai 2012		Mai 2012		

Petit équipement pour les travaux Himo	Févr. 2012		Févr. 2012		Commune de Baré-Bakem		DAO	2 220	BIP		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Avril 2012		Mai 2012		Jun 2012		Juil. 2012	
Acquisition et distribution de 60 tables bancs au Lycée de Baré	Jan 2012		Jan 2012		Commune de Baré-Bakem	PNDP	DAO	1 800	PNDP		Févr 2012		Févr 2012		Févr 2012		Févr 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012	
Acquisition et distribution de 60 tables bancs au CES de Melong II	Jan 2012		Jan 2012		Commune de Baré-Bakem	PNDP	DAO	1 800	PNDP		Févr 2012		Févr 2012		Févr 2012		Févr 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012	
Acquisition et distribution de 60 tables bancs au CES de Barehock	Jan 2012		Jan 2012		Commune de Baré-Bakem	PNDP	DAO	1 800	PNDP		Févr 2012		Févr 2012		Févr 2012		Févr 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012	
Construction de 02 salles de classe au CES de Barehock	Févr. 2012		Févr. 2012		Commune de Baré-Bakem		DAO	18 000	BIP		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Avril 2012		Avril 2012		Mai 2012		Mai 2012	
Octroi des appuis en semences améliorées aux GIC dans le territoire communal	Févr. 2012		Févr. 2012		Commune de Baré-Bakem	PNDP	DAO	4 000	PNDP		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012	

Equipement Délégation d'arrondissement de l'agriculture de Baré	Avril 2012		Avril 2012		Commune de Baré-Bakem		DAO	2 500	BIP		Mai 2012		Mai 2012		Mai 2012		Jun 2012		Jun 2012		
Octroi d'un appui financier au GIC des planteurs engagés en action agropastorale de Mbie	Mars 2012		Mars 2012		Commune de Baré- Bakem		DAO	1 000	BIP		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		
Octroi d'un appui financier au GIC des planteurs de Ndom-Bakem	Mars 2012		Mars 2012		Commune de Baré-Bakem		DAO	1 000	BIP		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		
Octroi d'un appui financier au GIC JESAM de Baré	Mars 2012		Mars 2012		Commune de Baré-Bakem		DAO	1 000	BIP		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		
Octroi d'un appui financier au GIC agropastoral des amis solidaires et dynamiques du Cameroun	Mars 2012		Mars 2012		Commune de Baré- Bakem		DAO	1 000	BIP		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		

Octroi d'un appui financier au GIC des Jeunes Agriculteurs solidaires de Barehock				Commune de Baré-Bakem		DAO	1 000	BIP		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012				
Construction d'une case communautaire à Mbie	Mars 2012		Mars 2012	Commune de Baré-Bakem		DAO	15 000	BIP		Avril 2012		Avril 2012		Mai 2012		Mai 2012		Juin 2012		Juin 2012		Juil. 2012		
Ouverture d'une piste agricole de 6 km (Mbarembeng (stade école publique)-Mbie-Ndouebot)	Mars 2012		Mars 2012	Commune de Baré-Bakem		DAO	30 000	BIP		Mars 2012		Mars 2012		Avril 2012		Avril 2012		Avril 2012		Avril 2012		Avril 2012		
Equipement du poste agricole de Baré	Avril 2012		Avril 2012	Commune de Baré-Bakem		DAO	1 000	BIP		Avril 2012		Mai 2012		Mai 2012		Mai 2012		Mai 2012		Juin 2012		Juin 2012		
Construction de 02 salles de classe à L'école publique de Melong II	Févr. 2012		Févr. 2012	Commune de Baré-Bakem		DAO	16 000	BIP		Févr. 2012		Mars 2012		Mars 2012		Mars 2012		Avril 2012		Avril 2012		Avril 2012		

Equipement en bureau des maîtres au GS de Melong II	Mars 2012		Mars 2012		Commune de Baré-Bakem		DAO	250	BIP		Mars 2012		Mars 2012		Avril 2012		Avril 2012		Avril 2012		Mai 2012		Mai 2012		
Equipement en 80 tables bancs au GS de Melong II	Mars 2012		Mars 2012		Commune de Baré-Bakem		DAO	18 000	BIP		Mars 2012		Mars 2012		Avril 2012		Avril 2012		Avril 2012		Mai 2012		Mai 2012		

VII- MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

Le mécanisme de suivi-évaluation mis en place est bâti sur le principe selon lequel la mise en œuvre des activités planifiées dans le PCD doit être après une période donnée, évaluée de manière participative. Ceci permettra d'apprécier de proposer des mesures correctives pour l'avenir. Pour y parvenir, il est question d'établir un noyau qui veille à travers les commissions techniques de projets sur la mise en œuvre des actions de développement inscrites dans le PCD. Ce noyau, sur la base des évaluations participatives prescrit de nouvelles orientations en cas d'insatisfaction.

Comme acteurs de suivi et évaluation on aura :

- Le maire et le reste de l'exécutif communal;
- L'agent communal de développement ;
- Le Comité de suivi;
- Les OAL et prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du PCD et des microprojets ;
- Les SDE des 28 secteurs
- Le conseil municipal.

Il convient de noter que les membres du CCSE doivent pour être plus efficaces à la manipulation des outils et favoriser une bonne circulation de l'information, bénéficier obligatoirement d'une formation en suivi évaluation afin d'être de manière spécifique capables de :

- Apprécier l'utilité du suivi évaluation et suivre de près la mise en œuvre du PCD ;
- Connaître leur rôle en la matière ;
- Définir la situation de départ des différents domaines devant faire l'objet du suivi ;
- Pouvoir définir des indicateurs pour bâtir l'outil de suivi ;
- Mettre en place un système de collecte, de traitement et de diffusion des informations ;
- Capitaliser les données du suivi ;
- Se réunir trimestriellement, semestriellement et annuellement ;
- Interpeller régulièrement l'exécutif communal sur les écarts observés par rapport à l'exécution des actions programmées dans le PCD,
- Rendre compte au conseil municipal de la mise en œuvre du PCD
- Apprécier l'impact des réalisations en matière de réduction de la pauvreté, de création d'emplois sur le territoire de la Commune et dans le domaine pointu de l'environnement.

7.1 Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

Le Comité Communal de Suivi et Evaluation (CCSE) pour rendre efficient le mécanisme de suivi doit être une structure organisée et rigoureusement constituée d'hommes et de femmes des différentes catégories socio professionnelles du territoire de la commune à savoir:

- L'institution communale ;
- La tutelle de la commune ;
- Le parlementaire ;
- Les conseillers municipaux,

- Les SDE des 28 secteurs ;
- Les opérateurs économiques et la Société civile ;
- Les autorités traditionnelles.

Chaque membre du comité de suivi-évaluation du PCD doit remplir les conditions suivantes :

- Etre résident de la Commune ;
- Avoir le souci de l'intérêt général ;
- Etre honnête et disponible ;
- Avoir l'esprit du développement et le sens du sacrifice ;
- Aimer le travail d'équipe ;
- Avoir pris part au processus d'élaboration du PCD et être engagé et disponible pour suivre les actions de développement ;
- Avoir des aptitudes de rassemblement et le sens des responsabilités;
- Savoir absolument lire et/ou écrire pour pouvoir occuper certains postes de responsabilité dans le CCSE.

Tableau n° 10 : Composition du bureau du comité Communal de suivi-évaluation :

Fonction/ responsabilité	Effectif	Mission	Observations
Président	01	-Cordonne les activités du comité -Convoque et anime les réunions du comité -Assure la gestion financière -Veille au bon fonctionnement des comités de concertation des villages	Le Maire de préférence
Vice-Président	01	Assiste le président dans toutes ses tâches et fonctions et le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.	Un Conseiller municipal
Secrétaire général	01	-Archive tous les documents du comité et des projets -Assure le secrétariat du comité pendant les réunions Prépare les documents pour les réunions	Doit absolument savoir lire et écrire
Secrétaire général adjoint	01	-Seconde le secrétaire général dans ses tâches et fonctions et le remplace en cas d'absence ou d'empêchement	Doit absolument savoir lire et écrire
Trésorier	01	-Tient les documents comptables, -Assure le mouvement de caisse -Veille à la bonne gestion des fonds	Doit absolument savoir lire et écrire
Commissaire aux comptes	02	vérifient les documents comptables et rendent compte au gestionnaire	Doit absolument savoir lire et écrire
Chargé de suivi des microprojets	01/microprojet	-Assure le suivi de proximité des réalisations -Veille à l'atteinte des objectifs en vérifiant les indicateurs	Autant de chargé de suivi que de microprojets en exécution

Compte tenu de la nécessité de rendre compte, le CCSE a entre autres un rôle de coordination et de suivi de l'ensemble des activités de développement contenu dans le PCD. Pour mener à bien cette pesante tâche, les membres dudit CCSE devront procéder à :

- La relecture et la compréhension du contenu du PCD en vue de s'assurer de son appropriation ;
- L'identification des personnes ressources à solliciter à temps opportun pour constituer la plateforme pluri-acteurs devant réfléchir sur les projets structurants ;
- L'élaboration des outils de suivi et d'évaluation à manipuler en permanence en prenant en compte les cadres logiques, le CDMT et le PIA contenus dans le PCD ;
- L'effectivité du suivi continu de la mise en œuvre de toutes les activités prescrites dans le PCD pour en apprécier le niveau d'exécution;
- La rédaction des rapports de suivi à soumettre périodiquement (trimestriellement, semestriellement et annuellement), aux différentes instances que sont le conseil municipal, la Cellule Régionale du PNDP et les populations ;
- La gestion selon les principes de la bonne gouvernance des ressources affectées à la mise en œuvre du PCD ;
- Le suivi des activités des Comités de concertation au niveau des villages ;
- L'organisation des ateliers annuels d'élaboration du PIA ;
- La provocation de l'actualisation du PCD.

Au regard des exigences du suivi et évaluations, de nombreux outils seront manipulés notamment :

- Le tableau des actions planifiées,
- Le calendrier des réunions;
- La liste des membres des comités de concertation des villages;
- Les cadres logiques des problèmes de développement ;
- Les tableaux des indicateurs ;
- Tableau de perception du bien-être;
- Les fiches de projet et cahiers de charge ;
- Etc.

Tableau n° 11 : Grille de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du PCD

Activités prévues	Période	IOV	Résultats attendus	Tâches effectuées	Résultats obtenus	Ecart	Observation / recommandation	Signature
		Tâches		Périodes				

7.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation

La mise en œuvre du PCD se fait à travers des Plans d'Investissement Annuels (PIA) l'efficacité du suivi et évaluation nécessite que des indicateurs soient définis et ou validés au préalable et de manière participative par l'ensemble des acteurs au regard des prescriptions des projets et des activités y relatives.

La définition des indicateurs prend en compte les éléments à suivre, le temps et le lieu de leur exécution ainsi que les quantités escomptées.

Dans la multitude des indicateurs de suivis l'on a :

- Les indicateurs de résultat qui précisent ce qui a été obtenu à l'issue de l'action prescrite et menée ;
- Les indicateurs d'effets renseignent sur ce qu'a produit l'action menée ;
- Les indicateurs d'impacts renseignent sur les changements observés à long terme ;
- les indicateurs de performances renseignent sur la qualité du rendement ;
- les indicateurs de qualités renseignent sur la valeur de ce qui a été obtenu,
- les indicateurs de quantité qui renseignent sur la mesure qui permettra d'évaluer l'importance des résultats.

Le tableau ci-dessous présente quelques indicateurs par rapport aux projets prioritaires du PIA

Tableau n° 12 : Indicateurs de suivi-évaluation par rapport aux projets du PIA :

Projet	Activités	Indicateurs de suivi	Indicateurs de résultat	Indicateur d'effet	Indicateurs d'impact
Extension d'eau potable, Pose de 4 bacs à ordures Construction de : 2 hangars, 8 boutiques et 2 magasins dans le marché de Baré	-Conduire une étude de faisabilité -Etablir le cahier de charges -Installer le chantier -Construire les hangars, boutiques et magasins -Acquérir et poser des bacs à ordures -Installer un réseau d'eau potable	-Etat des lieux de l'espace marchand -DAO -Chantier du projet -Cahier de charges	2 hangars 8 boutiques 2 magasins 4 bacs à ordures 1 réseau d'eau potable	Accès à l'eau potable facilité	Diminution des maladies liées à l'eau
Construction d'une auberge municipale au carrefour Yimo	-Conduire une étude de faisabilité -Etablir le cahier de charges -Installer le chantier -Construire l'auberge	-Etude de faisabilité -DAO -Chantier du projet -Cahier de charges	01 auberge avec 10 chambres	Capacité d'accueil des visiteurs dans la commune augmentée	Baré est une destination pour de nombreux touristes
Aménagement de la source de Mouko	-Conduire une étude de faisabilité -Etablir le cahier de charges -Installer le chantier -Aménager la source de Mouko	-Etude de faisabilité -DAO -Chantier du projet -Cahier de charges	Source aménagée à Mouko	Accès à l'eau potable facilité	Diminution des maladies liées à l'eau
Construction d'un marché à Mbarembeng	-Conduire une étude de faisabilité -Etablir le cahier de charges -Installer le chantier -Construire les hangars, boutiques et magasins -Acquérir et poser des bacs à ordures	-Etat des lieux de l'espace marchand -DAO -Chantier du projet -Cahier de charges	1 hangar 4 bacs à ordures 1 réseau d'eau	-Conditions de travail sur l'espace marchand améliorées -Nouveaux emplois créés -Activités économiques en accroissement	Augmentation de la plus-value des habitants de la commune de Baré-Bakem

Projet	Activités	Indicateurs de suivi	Indicateurs de résultat	Indicateur d'effet	Indicateurs d'impact
Acquisition et distribution de 180 tables bancs	-Monter le DAO -Passer le marché -Acquérir et distribuer les tables-bancs	-DAO -Tables-bancs - Fiche de décharge	-60 tables bancs au Lycée de Baré -60 tables bancs au CES de Melong II -60 tables bancs au CES de Barehock	capacité d'accueil dans les établissements concernés en augmentation	Amélioration de l'accès à l'enseignement secondaire et des conditions de travail des apprenants
Octroi des appuis en semences améliorées aux GIC	-Recenser les bénéficiaires -Acquérir les semences améliorées -Distribuer les semences	-Liste des bénéficiaires -Stock des semences - fiches de décharge	-22 GIC -1100 kg de maïs -1450 plants de palmier à huile	-Disponibilité des semences de bonne qualité	-Accroissement de la productivité agricole - Réduction de la pauvreté
Travaux d'entretien et réhabilitation des voiries en terre dans la commune	-disposition des bacs à ordures - entretien du périmètre urbain -identifier les sites de décharge -réglementation des stationnements et circulation	- Exécution des travaux	Voiries en terre réhabilitées et entretenues	Mobilité facilitée	Amélioration à la baisse du coût de transport
Construction Forage à Mouko	-Conduire une étude de faisabilité -Etablir le cahier de charges -Installer le chantier -Construire le Forage	-Etude de faisabilité -DAO -Chantier du projet -Cahier de charges	01 Source aménagée à Mouko	Accès à l'eau potable facilité	Diminution des maladies liées à l'eau
Construction Forage à Bayon	-Conduire une étude de faisabilité -Etablir le cahier de charges -Installer le chantier -Construire le Forage	-Etude de faisabilité -DAO -Chantier du projet -Cahier de charges	01 Source aménagée à Bayon	Accès à l'eau potable facilité	Diminution des maladies liées à l'eau
Construction Forage au quartier Batoufam (face CSI	-Conduire une étude de faisabilité	-Etude de faisabilité -DAO	01 Source aménagée à Melong	Accès à l'eau potable facilité	Diminution des maladies liées à

Projet	Activités	Indicateurs de suivi	Indicateurs de résultat	Indicateur d'effet	Indicateurs d'impact
Melong II)	-Etablir le cahier de charges -Installer le chantier -Construire le Forage	-Chantier du projet -Cahier de charges	II		l'eau
Petit équipement pour les travaux Himo	-Etablissement d'un répertoire du petit équipement -Acquisition du petit équipement	-01 requête de financement -01 DAO -01 pool de Petit équipement	01 pool de petit équipement pour les travaux HIMO	Baisse du coût d'entretien routier	Amélioration de l'état des routes
Construction de 02 salles de classe au CES de Barehock	-Monter le DAO -Passer le marché -Acquérir et distribuer les tables-bancs	-DAO -02 salles de classe - Fiche de décharge	02 salles de classe au CES de Barehock	capacité d'accueil du CES de Barehock Augmentée	Amélioration de l'accès à l'enseignement secondaire
Equipement Délégation d'arrondissement de l'agriculture de Baré	-Monter le DAO -Passer le marché -Acquérir les équipements	-DAO -Equipements - Factures	Equipements présents dans La Délégation d'arrondissement de l'agriculture de Baré	conditions de travail Améliorées	Amélioration des offres et service de la DAADER
Octroi d'un appui financier au GIC des planteurs engagés en action agropastorale de Mbie	Octroyer des appuis sur la base d'un compte d'emplois	-Compte d'emplois -Appuis octroyés	Appui financier de 1000 000 de F CFA au GIC des planteurs engagés en action agropastorale de Mbie	-Disponibilité de la ressource financière	-Accroissement de la productivité et de la production agricoles - Réduction de la pauvreté
Octroi d'un appui financier au GIC des planteurs de Ndom-Bakem	Octroyer des appuis sur la base d'un compte d'emplois	-Compte d'emplois -Appuis octroyés	Appui financier de 1000 000 F CFA au GIC des planteurs de Ndom-Bakem	-Disponibilité de la ressource financière	-Accroissement de la productivité et de la production agricoles - Réduction de la pauvreté
Octroi d'un appui financier au GIC JESAM de Baré	Octroyer des appuis sur la	-Compte d'emplois -Appuis octroyés	Appui financier de 1000 000 F CFA au	- Disponibilité de la ressource	-Accroissement de la

Projet	Activités	Indicateurs de suivi	Indicateurs de résultat	Indicateur d'effet	Indicateurs d'impact
	base d'un compte d'emplois		GIC JESAM de Baré	financière	productivité et de la production agricoles - Réduction de la pauvreté
Octroi d'un appui financier au GIC agropastoral des amis solidaires et dynamiques du Cameroun	Octroyer des appuis sur la base d'un compte d'emplois	-Compte d'emplois -Appuis octroyés	Appui financier de 1000 000 F CFA au GIC agropastoral des amis solidaires et dynamiques du Cameroun	- Disponibilité de la ressource financière	-Accroissement de la productivité et de la production agricoles - Réduction de la pauvreté
Octroi d'un appui financier au GIC des Jeunes Agriculteurs solidaires de Barehock	Octroyer des appuis sur la base d'un compte d'emplois	-Compte d'emplois -Appuis octroyés	Appui financier de 1000 000 F CFA au GIC des Jeunes Agriculteurs solidaires de Barehock	- Disponibilité de la ressource financière	-Accroissement de la productivité et de la production agricoles - Réduction de la pauvreté
Construction d'une case communautaire à Mbie	-Monter le DAO -Passer le marché -Construire la case communautaire	-Exécution des travaux -DAO -Chantier du projet -Cahier de charges	01 case communautaire est construite à Mbie	Cadre de regroupement amélioré	Amélioration des activités communautaires conduites en salle
Ouverture d'une piste agricole de 6 km (Mbarembeng (stade école publique)-Mbie-Ndouebot)	-Monter le DAO -Passer le marché -Exécution des travaux	-Exécution des travaux -DAO -Chantier du projet	6 Km de piste agricole aménagés	-Evacuation des productions agricoles facilitée -Réduction des pertes après récoltes	-Accroissement du revenu des habitants - Réduction de la pauvreté
Equipement du poste agricole de Baré	-Monter le DAO -Passer le marché -Acquérir les équipements	-DAO -Equipements - Factures	Equipements présents au poste Agricole de Baré est équipé	conditions de travail Améliorées	Amélioration des offres et service du poste agricole

Projet	Activités	Indicateurs de suivi	Indicateurs de résultat	Indicateur d'effet	Indicateurs d'impact
Construction de 02 salles de classe à L'école publique de Melong II	-Monter le DAO -Passer le marché -Construction de 02 salles de classe	-DAO -Chantier du projet - Cahier de charge	02 salles de classe supplémentaire sont construites à l'école publique de Melong II	Capacité d'accueil de l'école publique de Melong II Augmentée	Amélioration de l'accès à l'Education de Base
Equipement en bureau des maîtres au GS de Melong II	-Monter le DAO -Passer le marché -Acquérir les équipements	-DAO -Equipements - Fiche de décharge	Equipements présents dans les bureaux des maîtres du groupe scolaire de Melong II	-Conditions de travail des maîtres améliorées	-Augmentation du taux de réussite -Amélioration de l'accès à l'éducation de Base
Equipement en 80 tables bancs au GS de Melong II	-Monter le DAO -Passer le marché -Acquérir et distribuer les tables-bancs	-DAO -Tables-bancs - Fiche de décharge	80 tables-bancs dans le groupe scolaire de Melong II	Capacité d'accueil du GS de Melong II augmentée	Amélioration de l'accès à l'éducation de Base

7.3 Dispositif, outils et fréquence du reporting

7.3.1 Dispositif du reporting

Le reporting consiste à rendre compte de l'évolution de la mise en œuvre des activités programmées dans le PCD ; Le dispositif du reporting est fait d'un noyau central qui est le CCSE qui capitalise les données en provenance des communautés à la base à travers leurs Comité de Concertation en vue de communiquer sur le niveau de réalisation des activités programmées.

7.3.1.1 Outils et fréquence du reporting

Le reporting se fait à travers la réalisation, la publication et la diffusion des rapports. Les outils conçus pour le reporting doivent permettre de rendre compte qualitativement et quantitativement sur le déroulement des activités de développement programmées. Il permet à cet effet de mesurer le taux de réalisation des actions prévues dans le temps au regard des indicateurs préalablement définis et d'apprécier le niveau d'atteinte des résultats d'une part, de proposer les mesures correctives en cas d'insatisfaction d'autre part.

Les outils à utiliser sont notamment : la grille de suivi et évaluation et les rapports qui sont produits trimestriellement, semestriellement et annuellement.

Les rapports contiennent les articulations suivantes :

- Introduction ;
- Etat d'avancement des activités ;
- Difficultés et recommandations ;
- Programmes à venir.

Tableau N° 13: Tableau indicatif du contenu d'un rapport de suivi

Eléments du rapport	Réponses aux questions
Qui a fait le suivi	
Date du suivi	
A quoi voulait-on aboutir en faisant ce suivi ? (objectif)	
Qu'est-ce qu'on a suivi ?	
Quel a été le niveau de réalisation de ce qu'on a suivi ?	
Ya-t-il eu des écarts entre les prévisions et les réalisations ?	
Quelles sont les raisons des écarts constatés ?	
Commentaire et suggestion	

7.4 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

7.4.1 Méthodologie de préparation du PIA et de révision du PCD

Le PIA est déduit de la planification stratégique et sa mise en œuvre s'étend sur un an. A cet effet, son actualisation doit prendre en compte le niveau d'atteinte des résultats. Dans le cadre de sa préparation, une plateforme de concertation pluri-acteurs dont le CCSE va se réunir pour évaluer la mise en œuvre du PIA en cours et sur la base des résultats obtenus, des programmations du CDMT et des ressources mobilisables, ces acteurs vont identifier et valider les actions à inscrire dans le PIA pour l'année suivante. Ceci constitue dès lors la première étape de préparation de la révision du PCD.

De manière détaillée, la préparation du PIA comportera les articulations suivantes :

- L'évaluation du PIA en fin d'exécution ;
- La reconduction dans le nouveau PIA des projets non réalisés issus de l'ancien ;
- L'examen des situations d'urgences qui obligent une action impérative ;
- Le choix des projets à financement autonome certain ;
- Le choix des projets dont la participation des populations locales est assurée ;
- Le choix des projets qui demandent des études préalables ;
- Le choix des projets dont l'exécution s'étend tout le long du plan.

La révision du PCD consistera en une modulation des projets du CDMT aux urgences de développement, à la vision de développement arrêtée aux disponibilités financières de la Commune, et toutes les autres contingences nationales et internationales liées aux actions de développement

7.4.2 Fréquence de la préparation du PIA et de révision du PCD

La méthodologie décrite ci-dessus permet de comprendre que l'actualisation du PIA est annuelle tandis que la révision du PCD se fait au terme du CDMT qui est de quatre ans.

7.4.3 Acteurs impliqués dans la préparation du PIA et de révision du PCD

Que ce soit le PIA ou la révision du PCD, cela fera l'objet d'une délibération du conseil municipal regroupant entre autres :

- Les membres de la plateforme de concertation pluri-acteurs ;
- Les membres des CC ;
- Les membres du CCSE ;
- Les responsables des SDE ;
- Les membres des OSCE.

VIII- PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

Le processus d'élaboration du PCD a permis d'impliquer les populations et divers acteurs de développement du territoire de la Commune. Dans le cadre du Plan de communication sur sa mise en œuvre, il est question de faire connaître au grand public les grands axes de développement de la Commune en tant qu'institution et espace. A cet effet, le document PCD doit pouvoir être considéré par tous les bénéficiaires directs que sont la Commune à travers son CCSE et les populations à travers leurs CC, un livre de chevet. Et ceux-ci se chargeront de sa propagation tous azimuts.

La diffusion du PCD ne peut être bien assurée que si sa présentation constitue le premier point à l'ordre du jour de toute réunion au niveau de l'Institution communale mettant en scène l'exécutif communal, le Conseil Municipal, les SDE et tous les autres partenaires de développement. En outre, sa présentation doit être faite à toute occasion rassemblant les populations, les élites intérieures et extérieures.

La communication sur la mise en œuvre du PCD dès lors nécessitera que tous les médias soient mis à contribution et singulièrement les radios communautaires. Pour ce faire, des tranches d'antenne spécifiques doivent être ménagées pour une communication sur la mise en œuvre du PCD.



Photo 5 : Restitution des résultats de la mobilisation des ressources par le Maire

9- Bibliographie

- Rapport feuille de route réalisé avec l'appui du projet PDRBA-NK, 22 pages 2009
- Budget communal (2007, 2008, 2009,2010)
- compte administratif (2007, 2008, 2009,2010)
- Rapport annuel de la délégation d'Arrondissement de l'agriculture et du développement rural de Baré de 2010

X- ANNEXES

FICHE DE PROJET N° 1

1. **Résumé du Microprojet** : Doter le marché de Mbarembeng, de bâtiments et de structures d'assainissement socio-environnementales appropriées

Date : Janvier 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet** : Construction d'un marché à Mbarembeng
- Domaine d'Intervention** : Infrastructure Collective de service publique (Commerce)
- **Zone d'Intervention** : Village Mbarembeng, Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution** : Commune de Baré-Bakem avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes Co-intervenants** : Services départementaux du commerce ; des travaux publics ; de l'environnement et de la Protection de la Nature ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion** : 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Le projet vise à Faciliter le développement des activités commerciales à travers la construction des structures marchandes appropriées et une organisation de l'occupation des espaces marchands

2.2- Objectifs Spécifiques

- Doter le marché de Mbarembeng, de bâtiments et de structures d'assainissement socio-environnementales appropriées ;
- Réorganiser les espaces marchands

3. Coût du Microprojet

- **Coût total** : 7 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP** : 1 050 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal** : 2 250 000 FCFA

4. Situation foncière

Le site réservé à la construction du marché a été cédé à la commune par la chefferie du village Mbarembeng ; un acte de donation sera établi à cet effet

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique** : il s'agira des travaux de construction des bâtiments et d'aménagement de l'ensemble des espaces marchands
- **Sur le plan contractuel** : il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes, signer des fiches de contractualisation et exécuter le projet.

6. Résultats attendus

Le marché de Mbarembeng est construit et dotés de structures d'assainissement socio-environnementales appropriées (toilettes, points d'eau)

Les espaces marchands sont judicieusement organisés et occupés

7. Politique socio environnementale

La plantation des arbres va stabiliser et assainir les alentours des bâtisses et du site du marché
Les structures d'assainissement socio-environnementales permettront de maintenir le marché dans un environnement d'hygiène et de salubrité convenables

8. Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux** : 04 mois
- **Date souhaitée de démarrage** : Janvier 2012

FICHE DE PROJET N° 2

1. Résumé du Microprojet : Réaliser dans le marché de Baré : l'extension d'eau potable, la pose de 4 bacs à ordures, la construction de 2 hangars, 8 boutiques et 2 magasins

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Extension d'eau potable, pose de 4 bacs à ordures, construction de : 2 hangars, 8 boutiques et 2 magasins dans le marché de Baré
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (Commerce)
- **Zone d'Intervention :** Communauté de Baré, Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution :** Commune de Baré-Bakem avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes Co-intervenants :** Services départementaux du commerce ; des travaux publics ; de l'environnement et de la Protection de la Nature ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

1- Objectif global

Le projet vise à Faciliter le développement des activités commerciales à travers l'extension du réseau d'eau potable, la pose de 4 bacs à ordures, la construction de 2 hangars, 8 boutiques et 2 magasins

2- Objectifs Spécifiques

- Réaliser l'extension d'eau potable ;
- Poser 4 bacs à ordures ;
- construire 2 hangars, 8 boutiques et 2 magasins ;
- Réorganiser les espaces marchands

3. Coût du Microprojet

- **Coût total :** 29 600 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP :** 25 160 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal :** 4 440 000 FCFA

4. Situation foncière

Le marché est situé sur un site communal par conséquent, l'extension ne pose aucun problème

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique :** il s'agira des travaux d'extension du réseau d'eau potable, de construction des bâtiments et d'aménagement de l'ensemble des espaces marchands
- **Sur le plan contractuel :** il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes, signer des fiches de contractualisation et exécuter le projet.

6. Résultats attendus

Le marché de Baré est doté d'un réseau d'eau potable, de 4 bacs à ordures, de 2 hangars de 8 boutiques et 2 magasins ainsi que des structures socio-environnementales appropriées (toilettes)
Les espaces marchands sont judicieusement organisés et occupés

7. Politique socio environnementale

La plantation des arbres va stabiliser et assainir les alentours des bâtisses et du site du marché
Les structures d'assainissement socio-environnementales permettront de maintenir le marché dans un environnement d'hygiène et de salubrité convenables

8. Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux :** 04 mois
- **Date souhaitée de démarrage :** Février 2012

FICHE DE PROJET N° 3

- 1. Résumé du Microprojet :** Améliorer les conditions de logement des populations et visiteurs sur le territoire de la Commune en construisant une auberge communale de 10 chambres

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Construction du Motel Municipal de 10 chambres + Snack Bar restaurant. Au Carrefour Yimo
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (Tourisme et loisir)
- **Zone d'Intervention :** Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution :** Commune de Baré-Bakem avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes Co-intervenants :** Services départementaux du tourisme ; de l'environnement et de la Protection de la Nature ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

1- Objectif global

Le projet vise à améliorer les conditions de logement des populations et visiteurs sur le territoire de la Commune

2- Objectifs Spécifiques

- Identifier et sécuriser le site
- Construire une auberge municipale de 10 chambres

3. Coût du Microprojet

- **Coût total :** 43 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP :** 30 700 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal :** 4 300 000 FCFA

4. Situation foncière

Le lieu dit Yimo qui est une propriété de la Mairie a été réservé pour la construction de l'auberge municipale

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique :** il s'agira des travaux de construction d'une auberge municipale de 10 chambres
- **Sur le plan contractuel :** il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes, signer des fiches de contractualisation et exécuter le projet.

6. Résultats attendus

La Commune de Baré est dotée d'une auberge municipale de 10 chambres

7. Politique socio environnementale

La mise en œuvre prendra soin de protéger la végétation

La plantation des arbres va stabiliser et assainir les alentours des bâtisses et du site de l'auberge

8. Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux :** 04 mois
- **Date souhaitée de démarrage :** Février 2012

FICHE DE PROJET N° 4

1. Résumé du Microprojet : Réhabiliter et entretenir les infrastructures routières en terre de la Commune

Date : Février 2012

N° de Référence :

Désignation du Microprojet : Travaux d'entretien et réhabilitation des voiries en terre

- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (Travaux Publics)
- **Zone d'Intervention :** Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution :** Commune de Baré-Bakem avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes Co-intervenants :** Services départementaux de l'Habitat et du Développement Urbain ; de l'environnement et de la Protection de la Nature ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion :** 03 comités de gestion seront mis en place

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Faciliter le déplacement des hommes et des biens sur les axes routiers en terre de la Commune

2.2- Objectifs Spécifiques

- Identifier et quantifier les axes à réhabiliter
- Réhabiliter les voiries en terre de la Commune

3. Coût du Microprojet

Coût total : 60 000 000 F CFA

- **Cofinancement du PNDP :** 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal :** 000 FCFA
- **Contribution du BIP :** 60 000 000 FCFA

4. Situation foncière

Le périmètre à réhabiliter est un domaine public artificiel

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique :** il s'agira des travaux de réhabilitation et de reprofilage des voiries en terre
- **Sur le plan contractuel :** il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes, signer des fiches de contractualisation et exécuter le projet.

6. Résultats attendus

Les voiries en terre de la Commune sont réhabilitées et entretenues

7. Politique socio environnementale

La mise en œuvre prendra soin de protéger la végétation

8. Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux :** 03mois
- **Date souhaitée de démarrage :** Février 2012

FICHE DE PROJET N° 5

1. Résumé du Microprojet : Aménager une source dans la communauté de Mouko

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Aménagement d'une source
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique/ (Eau et Energie)
- **Zone d'Intervention :** Communauté de Mouko ; Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution :** Commune de Baré-Bakem avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes Co-intervenants :** Services départementaux de l'Eau et de l'Energie ; de l'environnement et de la Protection de la Nature ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

1- Objectif global

Faciliter à une plus grande frange de la population de Mouko un accès permanent à l'eau potable

2- Objectifs Spécifiques

- Identifier la source à aménager
- Aménager la source

3. Coût du Microprojet

- **Coût total :** 5 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP :** 4 250 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal :** 750 000 FCFA

4. Situation foncière

La source est déjà disponible et sur un site qui appartient au village.

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique :** il s'agira des travaux d'aménagement d'une source
- **Sur le plan contractuel :** il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes, signer des fiches de contractualisation et exécuter le projet.

6. Résultats attendus

Une source est aménagée à Mouko

7. Politique socio environnementale

La mise en œuvre prendra soin de protéger la végétation et de bien orienter les eaux usées

8. Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux :** 02mois
- **Date souhaitée de démarrage :** Février 2012

FICHE DE PROJET N° 6

1. Résumé du Microprojet : Réaliser un forage dans la communauté de Mouko

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet** : Construction d'un forage
- **Domaine d'Intervention** : Infrastructure Collective de service publique (Eau et Energie)
- **Zone d'Intervention** : Communauté de Mouko ; Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution** : Commune de Baré-Bakem avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes Co-intervenants** : Services départementaux de l'Eau et de l'Energie ; de l'environnement et de la Protection de la Nature ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion** : 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

1- Objectif global

Faciliter à une plus grande frange de la population de Mouko un accès permanent à l'eau potable

2- Objectifs Spécifiques

- Localiser le lieu précis et approprié pour la réalisation du forage
- Réaliser le forage

3. Coût du Microprojet

- **Coût total** : 8 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP** : 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal** : 000 FCFA
- **Contribution du BIP** : 8 000 000 FCFA

4. Situation foncière

Le site réservé à la construction du forage a été cédé à la commune par la chefferie du village Mouko ; un acte de donation sera établi à cet effet

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique** : il s'agira des travaux de construction d'un forage
- **Sur le plan contractuel** : il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes, signer des fiches de contractualisation et exécuter le projet.

6. Résultats attendus

Un forage est construit à Mouko

7. Politique socio environnementale

La mise en œuvre prendra soin de protéger la végétation et de bien orienter les eaux usées

8. Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux** : 04 mois
- **Date souhaitée de démarrage** : Février 2012

FICHE DE PROJET N° 7

1. Résumé du Microprojet : Réaliser un forage dans la communauté de Bayon

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet** : Construction d'un forage
- **Domaine d'Intervention** : Infrastructure Collective de service publique (Eau et Energie)
- **Zone d'Intervention** : Communauté de Bayon ; Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution** : Commune de Baré-Bakem avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes Co-intervenants** : Services départementaux de l'Eau et de l'Energie ; de l'environnement et de la Protection de la Nature ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion** : 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

1- Objectif global

Faciliter à une plus grande frange de la population de Bayon un accès permanent à l'eau potable

2- Objectifs Spécifiques

- Localiser le lieu précis et approprié pour la réalisation du forage
- Réaliser le forage

3. Coût du Microprojet

- **Coût total** : 8 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP** : 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal** : 000 FCFA
- **Contribution du BIP** : 8 000 000 FCFA

4. Situation foncière

Le site réservé à la construction du forage a été cédé à la commune par la chefferie du village Bayon; un acte de donation sera établi à cet effet

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique** : il s'agira des travaux de construction d'un forage
- **Sur le plan contractuel** : il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes, signer des fiches de contractualisation et exécuter le projet.

6. Résultats attendus

Un forage est construit à Bayon

7. Politique socio environnementale

La mise en œuvre prendra soin de protéger la végétation et de bien orienter les eaux usées

8. Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux** : 04 mois
- **Date souhaitée de démarrage** : Février 2012

FICHE DE PROJET N° 8

1. Résumé du Microprojet : Réaliser un forage au quartier Batoufam (face CSI Melong II)

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Construction d'un forage
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (Eau et Energie)
- **Zone d'Intervention :** Quartier Batoufam (face CSI Melong II); Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution :** Commune de Baré-Bakem avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes Co-intervenants :** Services départementaux de l'Eau et de l'Energie ; de l'environnement et de la Protection de la Nature ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

1- Objectif global

Faciliter à une plus grande frange de la population du quartier Batoufam (face CSI Melong II) un accès permanent à l'eau potable

2- Objectifs Spécifiques

- Localiser le lieu précis et approprié pour la réalisation du forage
- Réaliser le forage

3. Coût du Microprojet

- **Coût total :** 8 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP :** 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal :** 000 FCFA
- **Contribution du BIP :** 8 000 000 FCFA

4. Situation foncière

Le site réservé à la construction du forage a été cédé à la commune par la chefferie du village Melong II ; un acte de donation sera établi à cet effet

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique :** il s'agira des travaux de construction d'un forage
- **Sur le plan contractuel :** il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes, signer des fiches de contractualisation et exécuter le projet.

6. Résultats attendus

Un forage est construit au quartier Batoufam (face CSI Melong II)

7. Politique socio environnementale

La mise en œuvre prendra soin de protéger la végétation et de bien orienter les eaux usées

8. Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux :** 04 mois
- **Date souhaitée de démarrage :** Février 2012

FICHE DE PROJET N° 9

1. Résumé du Microprojet : Acquérir du petit équipement pour la réalisation des travaux HIMO

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Petit équipement pour les travaux Himo
- **.Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (Travaux Publics)
- **Zone d'Intervention :** Commune de Baré-Bakem, Département du Moungo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution :** Commune de Baré-Bakem avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes Co-intervenants :** Services départementaux de l'Eau et de l'Energie ; de l'environnement et de la Protection de la Nature ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

1- Objectif global

Faciliter la réalisation de petits travaux d'entretien routier

2- Objectifs Spécifiques

- Répertorier le petit équipement approprié
- Acquérir le petit équipement

3- Coût du Microprojet

- **Coût total :** 2 220 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP :** 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal :** 000 FCFA
- **Contribution du BIP :** 2 220 000 FCFA

4- Situation foncière

Aucune situation foncière particulière car le petit équipement servira à réaliser les travaux sur le territoire de la Commune

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique :** il s'agira d'acquérir le petit équipement pour les travaux HIMO
- **Sur le plan contractuel :** il faudra établir un cahier de charges avec les fournisseurs

6. Résultats attendus

Un pool de petit équipement pour les travaux HIMO est établi

7. Politique socio environnementale

RAS

8- Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux** 06 mois
- **Date souhaitée de démarrage :** Février 2012

FICHE DE PROJET N° 10

1. Résumé du Microprojet : Acquérir 180 tables-bancs

Date : Janvier 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet** : Acquisition et distribution de 180 tables bancs
- **Domaine d'Intervention** : Infrastructure Collective de service publique (Enseignement secondaire)
- **Zone d'Intervention** : Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution** : Commune de Baré-Bakem avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes Co-intervenants** : Services départementaux de l'Eau et de l'Energie ; de l'environnement et de la Protection de la Nature ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion** : 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

1- Objectif global

Améliorer le cadre d'éducation des élèves du Lycée de Baré, du CES de Melong II et du CES de Barehock

2- Objectifs Spécifiques

- Acquérir 180 tables-bancs
- Equiper les trois établissements concernés de 60 tables-bancs chacun

3. Coût du Microprojet

- **Coût total** : 5 400 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP** : 4 590 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal** : 810 000 FCFA

4. Situation foncière

Aucune situation foncière particulière car les tables-bancs sont destinés à un établissement existant

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique** : il s'agira d'acquérir des tables-bancs
- **Sur le plan contractuel** : il faudra établir un cahier de charge avec les fournisseurs.

6. Résultats attendus

180 tables-bancs acquis et attribués aux établissements bénéficiaires

7. Politique socio environnementale

Les bancs doivent être conformes aux normes sectorielles

8. Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux** 03 mois
- **Date souhaitée de démarrage** : Janvier 2012

FICHE DE PROJET N° 11

1. Résumé du Microprojet : Construire 02 salles de classe au CES de Barehock

Date : Février 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Construction de 02 salles de classe
- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (Enseignement secondaire)
- **Zone d'Intervention :** Communauté de Barehock ; Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution :** Commune de Baré-Bakem avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes Co-intervenants :** Services départementaux de l'Enseignement secondaire ; de l'environnement et de la Protection de la Nature ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

1- Objectif global

Améliorer le cadre d'éducation au CES de Barehock

2- Objectifs Spécifiques

- Construire 02salles de classe

3. Coût du Microprojet

- **Coût total :** 18 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP :** 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal :** 000 FCFA
- **Contribution du BIP :** 18 000 000 FCFA

4. Situation foncière

Aucune situation foncière particulière car il s'agit d'une extension du CES pour lequel le site avait déjà été cédé à la commune par la chefferie du village Barehock et un acte de donation est établi à cet effet.

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique :** il s'agira de construire 02 salles de classe
- **Sur le plan contractuel :** il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes, signer des fiches de contractualisation et exécuter le projet.

6. Résultats attendus

02 salles de classe construites au CES de Barehock

7. Politique socio environnementale

La mise en œuvre prendra soin de protéger la végétation et de bien orienter les eaux de pluies
La plantation des arbres va stabiliser et assainir les alentours des bâtisses

8. Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux** 04 mois
- **Date souhaitée de démarrage :** Février 2012

FICHE DE PROJET N° 12

- 1. Résumé du Microprojet :** Acquérir les semences améliorées de maïs et de haricot ainsi que des plants de palmier à huile pour les distribuer aux GIC

Date : Mars 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Octroi des appuis en semences améliorées aux GIC
- **Domaine d'Intervention :** (Agriculture et Développement Durable)
- **Zone d'Intervention :** Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution :** Commune de Baré-Bakem
- **Organismes Co-intervenants :** Services départementaux de l'Agriculture et du Développement Rural ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion :** RAS

2. Objectifs du Projet

1- Objectif global

Améliorer le rendement de l'agriculture par l'utilisation des semences améliorées

2- Objectifs Spécifiques

- Identifier 22 GIC
- Acquérir 1100 kg de semences et 1450 plants de palmier à huile
- Distribuer lesdits intrants aux 22 GIC

3. Coût du Microprojet

- **Coût total :** 4 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP :** 3 400 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal :** 600 000 FCFA

4. Situation foncière : RAS

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique :** il s'agira d'identifier 22 GIC et de leur distribuer les intrants acquis
- **Sur le plan contractuel :** il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes sur la base d'un compte d'exploitation, signer des contrats de production.

6. Résultats attendus

- GIC ont reçu 1100 kg de semences et 1450 plants de palmier à huile
- contrats de production sont signés

7. Politique socio environnementale

RAS

8. Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux** 01mois
- **Date souhaitée de démarrage :** Mars 2012

FICHE DE PROJET N° 13

1. Résumé du Microprojet : Equiper la Délégation d'Arrondissement d'Agriculture de Baré

Date : Avril 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet** : Equipement Délégation d'arrondissement
- **Domaine d'Intervention** : Infrastructure Collective de service publique (Agriculture et Développement Durable)
- **Zone d'Intervention** : Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution** : Commune de Baré-Bakem
- **Organismes Co-intervenants** : Services départementaux de l'Agriculture et du Développement Rural ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion** : 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

1- Objectif global

Améliorer le rendement de l'agriculture par l'amélioration des équipements des structures d'encadrement

2- Objectifs Spécifiques

- Acquérir des équipements appropriés pour la DAADER

3. Coût du Microprojet

- **Coût total** : 2 500 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP** : 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal** : 000 FCFA
- **Contribution du BIP** : 2 500 000 FCFA

4. Situation foncière : RAS

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique** : il s'agira d'acquérir des équipements appropriés pour la DAADER de Baré
- **Sur le plan contractuel** : RAS.

6. Résultats attendus

DAADER équipée

7. Politique socio environnementale

RAS

8. Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux** 03 mois
- **Date souhaitée de démarrage** : Avril 2012

FICHE DE PROJET N° 14

- 1. Résumé du Microprojet :** Apporter un appui financier au GIC des planteurs engagés en action agropastorale de Mbié

Date : Mars 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Octroi d'un appui financier au GIC des planteurs engagés en action agropastorale
- **.Domaine d'Intervention :** (Agriculture et Développement Rural)
- **Zone d'Intervention :** Communauté de Mbié ; Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution :** Commune de Baré-Bakem
- **Organismes Co-intervenants :** Services départementaux de l'Agriculture et du Développement Rural ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion :** RAS

2. Objectifs du Projet

1- Objectif global

Améliorer le rendement de l'agriculture à travers l'octroi des appuis financiers aux GIC

2- Objectifs Spécifiques

- Octroyer un appui financier au GIC des planteurs engagés en action agropastorale de Mbié

3. Coût du Microprojet

- **Coût total :** 1 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP :** 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal :** 000 FCFA
- **Contribution du BIP :** 1 000 000 FCFA

4. Situation foncière : RAS

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique :** il s'agira d'accorder un appui financier au GIC des planteurs engagés en action agropastorale de Mbié
- **Sur le plan contractuel :** il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes sur la base d'un compte d'exploitation, signer des contrats de production.

6. Résultats attendus

Un appui financier de 1 000 000 de FCFA est accordé au GIC des planteurs engagés en action agropastorale de Mbié

01contrat de production est signé

7. Politique socio environnementale

RAS

8. Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux** 01mois
- **Date souhaitée de démarrage :** Mars 2012

FICHE DE PROJET N° 15

- 1. Résumé du Microprojet :** Apporter un appui financier au GIC des planteurs de Ndom-Bakem

Date : Mars 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Octroi d'un appui financier au GIC des planteurs
- **.Domaine d'Intervention :** (Agriculture et Développement Rural)
- **Zone d'Intervention :** Communauté de Ndom-Bakem ; Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution :** Commune de Baré-Bakem
- **Organismes Co-intervenants :** Services départementaux de l'Agriculture et du Développement Rural ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion :** RAS

2. Objectifs du Projet

1- Objectif global

Améliorer le rendement de l'agriculture à travers l'octroi des appuis financiers aux GIC

2- Objectifs Spécifiques

- Octroyer un appui financier au GIC des planteurs de Ndom-Bakem

3. Coût du Microprojet

- **Coût total :** 1 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP :** 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal :** 000 FCFA
- **Contribution du BIP :** 1 000 000 FCFA

4. Situation foncière : RAS

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique :** il s'agira d'accorder un appui financier au GIC des planteurs de Ndom-Bakem
- **Sur le plan contractuel :** il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes sur la base d'un compte d'exploitation, signer des contrats de production.

6. Résultats attendus

Un appui financier de 1 000 000 de FCFA est accordé au GIC des planteurs de Ndom-Bakem
01contrat de production est signé

7. Politique socio environnementale

RAS

8. Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux** 01mois
- **Date souhaitée de démarrage :** Mars 2012

FICHE DE PROJET N° 16

- 1. Résumé du Microprojet :** Apporter un appui financier au GIC des Amis Solidaires de Baré
Date : Mars 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet :** Octroi d'un appui financier au GIC JESAM
- **Domaine d'Intervention :** (Agriculture et Développement Rural)
- **Zone d'Intervention :** Communauté de Baré ; Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution :** Commune de Baré-Bakem
- **Organismes Co-intervenants :** Services départementaux de l'Agriculture et du Développement Rural ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion :** RAS

2. Objectifs du Projet

1. Objectif global

Améliorer le rendement de l'agriculture à travers l'octroi des appuis financiers aux GIC

2. Objectifs Spécifiques

- Octroyer un appui financier au GIC JESAM de Baré

3. Coût du Microprojet

- **Coût total :** 1 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP :** 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal :** 000 FCFA
- **Contribution du BIP :** 1 000 000 FCFA

4. Situation foncière : RAS

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique :** il s'agira d'accorder un appui financier au GIC JESAM de Baré
- **Sur le plan contractuel :** il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes sur la base d'un compte d'exploitation, signer des contrats de production.

6. Résultats attendus

Un appui financier de 1 000 000 de FCFA est accordé au GIC JESAM de Baré
01 contrat de production est signé

7. Politique socio environnementale

RAS

8. Durée d'exécution

- Durée d'exécution des travaux 01 mois
- Date souhaitée de démarrage : Mars 2012

FICHE DE PROJET N° 17

1. **Résumé du Microprojet** : Apporter un appui financier au GIC agropastoral des amis solidaires et dynamiques du Cameroun à Baré

Date : Mars 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet** : Octroi d'un appui financier au GIC agropastoral des amis solidaires et dynamiques du Cameroun
- **.Domaine d'Intervention** : (Agriculture et Développement Rural)
- **Zone d'Intervention** : Communauté de Baré ; Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution** : Commune de Baré-Bakem
- **Organismes Co-intervenants** : Services départementaux de l'Agriculture et du Développement Rural ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion** : RAS

2. Objectifs du Projet

1- Objectif global

Améliorer le rendement de l'agriculture à travers l'octroi des appuis financiers aux GIC

2- Objectifs Spécifiques

- Octroyer un appui financier au GIC agropastoral des amis solidaires et dynamiques du Cameroun à Baré

3. Coût du Microprojet

- **Coût total** : 1 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP** : 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal** : 000 FCFA
- **Contribution du BIP** : 1 000 000 FCFA

4. Situation foncière : RAS

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique** : il s'agira d'accorder un appui financier au GIC agropastoral des amis solidaires et dynamiques du Cameroun à Baré
- **Sur le plan contractuel** : il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes sur la base d'un compte d'exploitation, signer des contrats de production.

6. Résultats attendus

- Un appui financier de 1 000 000 de FCFA est accordé au GIC agropastoral des amis solidaires et dynamiques du Cameroun à Baré
- 01contrat de production est signé

7. Politique socio environnementale

RAS

8. Durée d'exécution

- Durée d'exécution des travaux 01mois
- Date souhaitée de démarrage : Mars 2012

FICHE DE PROJET N° 18

1. Résumé du Microprojet : Apporter un appui financier au GIC des Jeunes Agriculteurs solidaires de Barehock

Date : Mars 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet** : Octroi d'un appui financier au GIC des Jeunes Agriculteurs solidaires de Barehock
- **.Domaine d'Intervention** : (Agriculture et Développement Rural)
- **Zone d'Intervention** : Communauté de Baréhock ; Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution** : Commune de Baré-Bakem
- **Organismes Co-intervenants** : Services départementaux de l'Agriculture et du Développement Rural ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion** : RAS

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Améliorer le rendement de l'agriculture à travers l'octroi des appuis financiers aux GIC

2.2- Objectifs Spécifiques

Octroyer un appui financier au GIC des Jeunes Agriculteurs solidaires de Barehock

3- Coût du Microprojet

- **Coût total** : 1 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP** : 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal** : 000 FCFA
- **Contribution du BIP** : 1 000 000 FCFA

4- Situation foncière : RAS

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique** : il s'agira d'accorder un appui financier au GIC des Jeunes Agriculteurs solidaires de Barehock
- **Sur le plan contractuel** : il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes sur la base d'un compte d'exploitation, signer des contrats de production.

6. Résultats attendus

- Un appui financier de 1 000 000 de FCFA est accordé au GIC des Jeunes Agriculteurs solidaires de Barehock
- 01contrat de production est signé

7. Politique socio environnementale

RAS

8- Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux** 01mois
- **Date souhaitée de démarrage** : Mars 2012

FICHE DE PROJET N° 19

1. Résumé du Microprojet : Construire une case communautaire dans la Communauté de Mbié

Date : Mars 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet** : Construction d'une case communautaire
- **Domaine d'Intervention** : Infrastructure Collective de service publique (Agriculture et Développement Rural)
- **Zone d'Intervention** : Communauté de Mbié ; Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution** : Commune de Baré-Bakem avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes Co-intervenants** : Services départementaux de l'Agriculture et du Développement Rural ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion** : 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

1. Objectif global

Améliorer le rendement de l'agriculture par l'amélioration des structures d'encadrement

2. Objectifs Spécifiques

- Construire une case communautaire

3. Coût du Microprojet

- **Coût total** : 15 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP** : 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal** : 000 FCFA
- **Contribution du BIP** : 15 000 000 FCFA

4. Situation foncière

Le site réservé à la construction de la case communautaire a été cédé à la commune par la chefferie du village Mbié ; un acte de donation sera établi à cet effet

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique** : il s'agira de construire 01 case communautaire
- **Sur le plan contractuel** : il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes, signer des fiches de contractualisation et exécuter le projet.

6. Résultats attendus

Une case communautaire est construite à Mbié

7. Politique socio environnementale

- La mise en œuvre prendra soin de protéger la végétation et de bien orienter les eaux de pluies
- La plantation des arbres va stabiliser et assainir les alentours des bâtisses

8. Durée d'exécution

- Durée d'exécution des travaux 04 mois
- Date souhaitée de démarrage : Mars 2012

FICHE DE PROJET N° 20

- 1. Résumé du Microprojet :** Ouvrir une piste agricole sur l'itinéraire : Mbarembeng (stade école publique) - Mbie - Ndouebot

Date : Mars 2012

N° de Référence :

Désignation du Microprojet : Ouverture d'une piste agricole de 6 km

- **.Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (Travaux Publics)
- **Zone d'Intervention :** Communautés de Mbarembeng, Mbie et Ndouebot Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution :** Commune de Baré-Bakem avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes Co-intervenants :** Services départementaux de l'Habitat et du Développement Urbain ; de l'environnement et de la Protection de la Nature ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

1. Objectif global

Faciliter le déplacement des hommes et des biens tout en améliorant le rendement agricole à travers la réduction des pertes après récoltes

2. Objectifs Spécifiques

- Matérialiser convenablement l'itinéraire
- Ouvrir 06 km de piste agricole

3. Coût du Microprojet

- **Coût total :** 30 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP :** 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal :** 000 FCFA
- **Contribution du BIP :** 30 000 000 FCFA

4. Situation foncière

L'itinéraire pour la piste agricole empiète les espaces des communautés Mbie, Mbarembeng et Ndouebot ; ils ont été cédés à la Mairie et par conséquent 03 actes de donation seront établis

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique :** il s'agira des travaux d'ouverture d'une piste agricole
- **Sur le plan contractuel :** il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes, signer des fiches de contractualisation et exécuter le projet.

6. Résultats attendus

Une piste agricole de 06 km est ouverte sur l'itinéraire: Mbarembeng (stade école publique) Mbie--Ndouebot

7. Politique socio environnementale

La mise en œuvre prendra soin de protéger la végétation, des plantations établies et des habitations

8. Durée d'exécution

- Durée d'exécution des travaux : 02 mois
- Date souhaitée de démarrage : Mars 2012

FICHE DE PROJET N° 21

1. Résumé du Microprojet : Equiper le Poste Agricole de Baré

Date : Avril 2012

N° de Référence :

Désignation du Microprojet : Equipement du poste agricole de Baré

- **Domaine d'Intervention** : Infrastructure Collective de service publique (Agriculture et Développement Rural)
- **Zone d'Intervention** : Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution** : Commune de Baré-Bakem
- **Organismes Co-intervenants** : Services départementaux de l'Agriculture et du Développement Rural ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion** : 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Améliorer le rendement de l'agriculture par l'amélioration des équipements des structures d'encadrement

2.2- Objectifs Spécifiques

- Acquérir des équipements appropriés pour le Poste Agricole

3. Coût du Microprojet

- **Coût total** : 1 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP** : 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal** : 000 FCFA
- **Contribution du BIP** : 1 000 000 FCFA

4. Situation foncière : RAS

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique** : il s'agira d'acquérir des équipements appropriés pour Poste Agricole de Baré
- **Sur le plan contractuel** : RAS.

6. Résultats attendus

Poste Agricole équipé

7. Politique socio environnementale

RAS

8. Durée d'exécution

- Durée d'exécution des travaux 03 mois
- Date souhaitée de démarrage : Avril 2012

FICHE DE PROJET N° 22

- 1. Résumé du Microprojet :** Construire 02 salles de classe à l'Ecole Publique de Melong II
Date : Février 2012

N° de Référence :

Désignation du Microprojet : Construction de 02 salles de classe

- **Domaine d'Intervention :** Infrastructure Collective de service publique (Education de base)
- **Zone d'Intervention :** Communauté de Melong II ; Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution :** Commune de Baré-Bakem avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes Co-intervenants :** Services départementaux de l'Education de Base, de l'environnement et de la Protection de la Nature ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion :** 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Améliorer le cadre d'éducation à l'Ecole Publique de Melong II

2.2- Objectifs Spécifiques

Construire 02salles de classe

3. Coût du Microprojet

- **Coût total :** 16 000 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP :** 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal :** 000 FCFA
- **Contribution du BIP :** 16 000 000 FCFA

4. Situation foncière

Ce projet est une extension de l'école publique de Melong II. Un acte de donation avait déjà été établi

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique :** il s'agira de construire 02 salles de classe
- **Sur le plan contractuel :** il faudra établir un cahier de charges des parties prenantes, signer des fiches de contractualisation et exécuter le projet.

6. Résultats attendus

02 salles de classe construites à l'Ecole Publique de Melong II

7. Politique socio environnementale

- La mise en œuvre prendra soin de protéger la végétation et de bien orienter les eaux de pluies
- La plantation des arbres va stabiliser et assainir les alentours des bâtisses

8. Durée d'exécution

- Durée d'exécution des travaux 04 mois
- Date souhaitée de démarrage : Février 2012

FICHE DE PROJET N° 23

1- Résumé du Microprojet : Equiper les maîtres du GS de Melong II en bureaux

Date : Mars 2012

N° de Référence :

- **Désignation du Microprojet** : Equipement en bureau des maîtres
- **Domaine d'Intervention** : Infrastructure Collective de service publique (Education de Base)
- **Zone d'Intervention** : Communauté de Melong II ; Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution** : Commune de Baré-Bakem
- **Organismes Co-intervenants** : Services départementaux de l'Education de base ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion** : 01 comité de gestion sera mis en place

2- Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Améliorer le cadre d'éducation de l'enseignement de base

2.2- Objectifs Spécifiques

Acquérir des équipements appropriés pour les bureaux des maîtres du GS de Melong II

3- Coût du Microprojet

- **Coût total** : 250 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP** : 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal** : 000 FCFA
- **Contribution du BIP** : 250 000 FCFA

4- Situation foncière : RAS

5- Description de micro projet

- **Sur le plan technique** : il s'agira d'acquérir des équipements appropriés pour les bureaux des maîtres du GS de Melong II
- **Sur le plan contractuel** : RAS.

6- Résultats attendus

Bureaux des maîtres équipés

7- Politique socio environnementale

RAS

8- Durée d'exécution

- **Durée d'exécution des travaux** 03 mois
- **Date souhaitée de démarrage** : Mars 2012

➤ FICHE DE PROJET N° 24

1. Résumé du Microprojet : Acquérir 80 tables-bancs pour le GS de Melong II

Date : Mars 2012

N° de Référence :

Désignation du Microprojet : Equipement en 80 tables bancs

- **.Domaine d'Intervention** : Infrastructure Collective de service publique (Education de Base)
- **Zone d'Intervention** : Communauté de Melong II ; Commune de Baré-Bakem, Département du Mounjo, Région du Littoral au Cameroun.
- **Agent d'Exécution** : Commune de Baré-Bakem avec l'entreprise retenue par appel d'offre.
- **Organismes Co-intervenants** : Services départementaux de l'Education de Base ; de l'environnement et de la Protection de la Nature ; Commune de Baré-Bakem
- **Comité de gestion** : 01 comité de gestion sera mis en place

2. Objectifs du Projet

2.1- Objectif global

Améliorer le cadre d'éducation des élèves du GS de Melong II

2.2- Objectifs Spécifiques

- Acquérir 80 tables-bancs
- Equiper le GS de Melong II de 80 tables-bancs

3. Coût du Microprojet

- **Coût total** : 1 800 000 F CFA
- **Cofinancement du PNDP** : 000 FCFA
- **Contribution sur budget communal** : 000 FCFA
- **Contribution du BIP** : 1 800 000 FCFA

4. Situation foncière : RAS

5. Description de micro projet

- **Sur le plan technique** : il s'agira d'acquérir des tables-bancs
- **Sur le plan contractuel** : RAS

6. Résultats attendus

80 tables-bancs acquis et attribués au GS de Melong II

7. Politique socio environnementale

Les bancs doivent être conformes aux normes sectorielles

8. Durée d'exécution

- Durée d'exécution des travaux 03 mois
- Date souhaitée de démarrage : Mars 2012